

ÉCONOMIE

Fine Cuisine sur la Terrasse
Chez Pauré 932-6118
1657 Ste-Catherine O. Stat. Gratuit

LE DEVOIR, LES SAMEDI 6 ET DIMANCHE 7 SEPTEMBRE 1997

Poussée du travail autonome et à temps partiel

Le marché de l'emploi prend du mieux

GÉRARD BÉRUBÉ
LE DEVOIR

Sur fond de poussée rapide du travail autonome et à temps partiel, le taux de chômage, inchangé à 9 % en août, masque une nouvelle fois un renforcement accéléré du marché de l'emploi au Canada. On a assisté le mois dernier à une création nette plus forte que prévu, mais le retour en grand nombre de travailleurs à la recherche d'un emploi, encouragés par de meilleures perspectives d'embauche offertes par l'économie, est venu effacer les gains dans les statistiques. Le phénomène vaut pour le Québec, qui a vu son taux de chômage progresser de 11,3 à 11,5 % entre juillet et août, quoique, dans cette province, le poids des compressions dans le secteur public pèse lourd sur le processus de création.

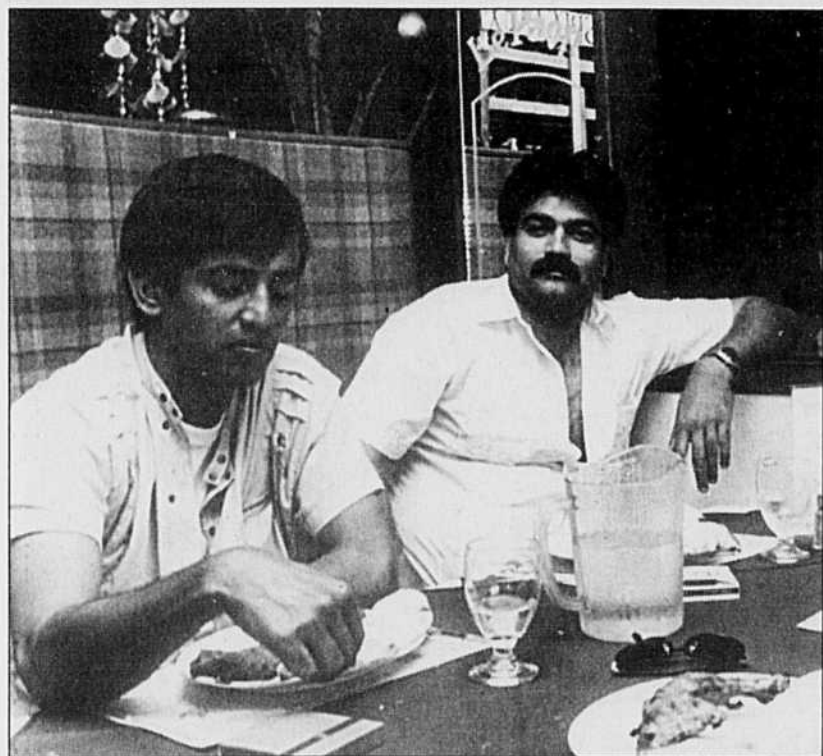
«L'estimation de l'emploi a augmenté de 55 000 en août, ce qui constitue une sixième hausse mensuelle consécutive. Cette croissance de l'emploi a été accompagnée d'une augmentation similaire de la population active, laissant le nombre de personnes à la recherche d'un emploi à peu près inchangé et le taux de chômage, à 9 %, a résumé Statistique Canada. Ce taux de 9 % est le plus faible depuis octobre 1990.

L'agence fédérale souligne que, depuis février, lorsque la croissance de l'emploi s'est accélérée, le nombre de personnes occupées a progressé de 2 %, ou de 277 000. Ce niveau demeure conforme aux projections optimistes de certains économistes faisant ressortir la capacité de l'économie canadienne à produire 400 000 emplois cette année.

Croissance nulle

Au Québec, le taux de chômage est passé de 11,3 à 11,5 % entre juillet et août. La croissance nette de l'emploi a été en définitive nulle entre les deux mois de comparaison (à peine 500, en fait), alors que plus de 10 000 personnes s'ajoutaient à la population active. «Il ne faut cependant pas perdre de vue que la réduction des effectifs amorcée récemment dans le secteur public québécois se répercute sans doute sur le niveau d'emploi», a fait remarquer l'économiste Hélène Bégin, du Mouvement Desjardins. «Malgré de moins bons résultats observés récemment, le Québec a quand même bien performé depuis le début de l'année puisqu'il compte près de 54 000 travailleurs de plus qu'en décembre 1996.»

En fait, en étirant la période de lecture sur une année, on constate que le Québec est au troisième rang au Canada au chapitre de la création d'emplois avec 52 900 emplois créés contre 99 500 en Ontario et 55 900 en Alberta.



ARCHIVES LE DEVOIR

Les données du dernier mois font également ressortir cette tendance lourde qui prédomine sur le marché de l'emploi, celui de la forte progression des travailleurs indépendants ou à temps partiel.

Le poids des compressions dans le secteur public ressort également dans les explications fournies hier par le vice-premier ministre. Bernard Landry a attribué la légère progression du taux de chômage au Québec aux 30 000 départs dans les secteurs public et parapublic. Selon M. Landry, l'entreprise privée a sûrement mieux fait qu'il n'y paraît, puisque ces 30 000 départs auraient dû paraître encore davantage dans les statistiques. «C'est donc que le secteur privé a en partie compensé.»

Le panorama canadien

Cette pression du secteur public sur les statistiques de l'emploi vient également modeler le panorama canadien. «Tous les gains d'emploi réalisés depuis février se sont produits dans le secteur privé, le nombre d'employés rémunérés ayant connu une hausse de 204 000 et celui des travailleurs indépendants, de 110 000. Au cours de cette période, l'emploi dans le secteur public a affiché un déclin de 37 000», a ajouté Statistique Canada. En août seulement, l'emploi dans le secteur privé a augmenté de 87 000, tandis que celui dans le secteur public régressait de 32 000.

Les données du dernier mois font également ressortir cette tendance lourde qui prédomine sur le marché de l'emploi, celui de la forte progression des travailleurs indépendants ou à temps partiel. «Le gain de 55 000 emplois enregistré en août s'est réparti également entre le temps plein et le temps partiel. Et des gains réalisés dans le secteur privé, 51 000 viennent du nombre d'employés rémunérés, 35 000 des travailleurs indépendants.»

L'agence fédérale de statistiques mentionne que, depuis février, «on a noté une croissance de 1,7 % [de 185 000] des emplois à temps plein, et de 3,5 % [de 92 000] des emplois à temps partiel. Comme le taux de croissance dans ce dernier segment était deux fois plus élevé que celui de l'emploi à temps plein, la proportion de travailleurs à temps partiel a augmenté, passant de 19,1 % en février à 19,4 % en août.»

Quant à l'évolution de la population des travailleurs indépendants, le Mouvement Desjardins a comptabilisé une progression de 13,4 %, ou de 302 700 emplois dans ce segment depuis un an, sur un total de 293 100 emplois créés au Canada au cours de l'intervalle, la différence étant attribuable à une création nette d'emplois rémunérés dans le secteur privé plus que surpassée par les compressions dans le secteur public.

Le poids du travailleur indépendant est moins criant dans les statistiques québécoises, cette classe de travailleurs comptant pour 32 200 des 52 900 emplois créés au Québec depuis un an.

Première comparution devant une commission parlementaire en 32 ans d'existence

Les dirigeants de la Caisse de dépôt ont vécu une semaine éprouvante

Les plus hauts dirigeants de la Caisse de dépôt et placement du Québec viennent de connaître une semaine particulièrement éprouvante, défilant pour défendre leur gestion devant une commission parlementaire, une première en 32 ans d'existence du bas de laine des Québécois.

ROBERT DUTRISAC
LE DEVOIR

Mardi, les parlementaires ont entendu les observations de deux financiers, Pierre Arbour et Camand Normand, et les récriminations de partenaires ou d'ex-partenaires aigris de la Caisse, celles aussi, récurrentes comme les saisons, du Conseil provincial du Québec des métiers de la construction (International), un des cinq syndicats qui participent au Fonds de retraite des travailleurs de la construction géré par la Caisse, le seul participant à se plaindre, d'ailleurs.

Les délibérations de cette première journée furent tenues à huis clos. On ne connaît ni l'identité de tous les intervenants ni les raisons de la rancœur qu'ils nourrissent à l'égard de la Caisse, sauf dans le cas de deux entreprises qui ont connu la faillite: le fabricant d'équipements forestiers Groupe Harricana et la petite entreprise de logiciels de cartographie LCS-2+1.

Au deuxième jour de la commission, la Caisse était attendue avec une brique et un fanal. Inspirés par ces témoignages d'entreprises dans lesquelles la Caisse était engagée et qui ont mal tourné, des députés de l'opposition libérale, menés par l'ex-ministre des Finances, André Bourbeau, ont mené la charge et soumis le président de la Caisse, Jean-Claude Scraire, à un interrogatoire serré.

Le député André Bourbeau s'est montré virulent, accusant la Caisse d'être «un prédateur qui cherche à mettre la main sur les investissements». L'ex-ministre libéral y est allé de ses propositions: scinder la Caisse en deux ou trois parties parce qu'elle est trop grosse, permettre aux déposants d'aller voir ailleurs en donnant des mandats à l'extérieur (donc, bien souvent, à des gestionnaires torontois, ce qu'il a omis de mentionner). Ces propositions ne sont pas trop loin des positions ultra-libérales classiques, celles du financier Pierre Arbour, par exemple, un ancien dirigeant de la Caisse de dépôt qui s'est insurgé, dans un ouvrage publié il y a quelques années, contre le dirigisme économique de la Caisse et de l'État en général.

Mais s'écartant de cette orthodoxie, M. Bourbeau a suggéré que le gouvernement, loin de laisser

tranquille ce grand fonds de retraite, réduise l'autonomie de la Caisse, du moins ce qu'il en resterait, pour la soumettre à ses volontés de développement économique. En matière d'intervention politique dans la chose économique, M. Bourbeau y connaît d'ailleurs quelque chose. Dans l'affaire de la privatisation du mont Sainte-Anne à la veille des élections en 1994, le ministre s'était engagé personnellement pour favoriser de ses connaissances, le Groupe Désourdy, et écarter deux autres parties intéressées. La transaction s'était soldée par une perte de 45 millions (au lieu des 13 millions évoqués par M. Bourbeau), selon le rapport annuel de la Société des établissements de plein air du Québec (SEPAQ).

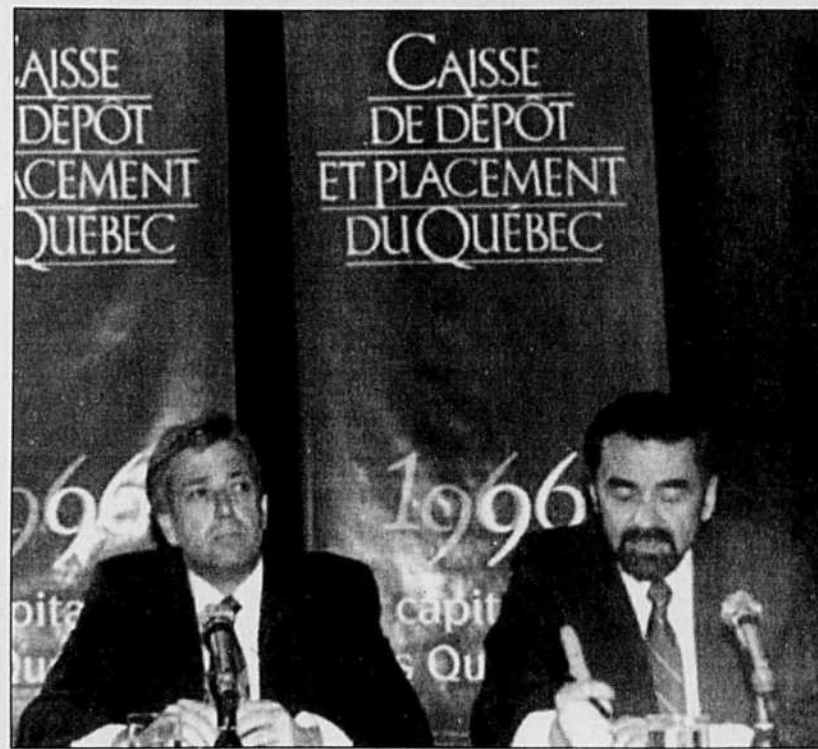
Une analyse en profondeur

De son côté, le Vérificateur général, Guy Breton, insatisfait de n'assurer que la vérification financière de l'institution, est intervenu pour exiger de la Caisse qu'elle se soumette à une analyse en profondeur de sa gestion, à un exercice d'optimisation des ressources dirigé par ses fonctionnaires, ce à quoi la Caisse oppose une fin de non-recevoir.

Invoquant l'article 28 de sa loi, le Vérificateur estime qu'il peut, s'il le désire, mener une révision des procédés de gestion de toute société d'État comme la Caisse. Les dirigeants de la Caisse soutiennent que le même article 28 requiert, pour ce faire, l'autorisation du conseil d'administration de la société d'État visée.

Au delà des arguments légaux, la Caisse estime que les fonctionnaires du bureau du Vérificateur général n'ont pas l'expertise pour se lancer dans une telle analyse de sa gestion. «Ce qu'on veut, c'est que cet exercice-là nous apporte quelque chose», souligne Michel Nadeau, premier vice-président et directeur adjoint de la Caisse. Et pour ce faire, une expertise internationale est nécessaire du fait de la nature des activités de la Caisse et de son envergure.

Le premier ministre Lucien Bouchard est intervenu pour se ranger du côté de la Caisse qui y a vite vu sa bouée de sauvetage d'une commission qui la menait à mal. On est arrivé à un compromis: le conseil de la Caisse a accepté de rencontrer le Vérificateur général pour discuter des modalités d'un tel examen de la gestion de l'institution.



ARCHIVES LE DEVOIR

Sur la photo, Jean-Claude Scraire, président du conseil et directeur général de la Caisse, et Michel Nadeau, vice-président et directeur adjoint.

«Qu'on nous juge sur l'ensemble de nos résultats», clame M. Nadeau, la Caisse étant, à son avis, une des seules institutions du secteur public dont la performance peut être évaluée objectivement en fonction d'indicateurs reconnus.

Jeudi, à la dernière journée de la commission parlementaire, la Caisse a dévoilé ses résultats de mi-exercice. Jamais en 32 ans d'existence elle n'a rendu publics ses résultats en cours d'année, se limitant à son rapport déposé une fois l'an à l'Assemblée nationale.

À point

Pour la Caisse, la commission ne pouvait mieux tomber. Portés par la bonne tenue des marchés, les rendements de la Caisse sont impressionnants. En outre, elle bat nettement les indices de référence. Ainsi, au 30 juin 1997, la Caisse affiche un rendement annuel de 33 % sur son portefeuille d'actions canadiennes et québécoises, soit près de 3 points de pourcentage de plus que l'indice TSE 300 de la Bourse de Toronto et de 15,09 % sur son portefeuille d'obligations, soit plus de 0,79 % de plus que l'indice ScotiaMcLeod. Ses participations directes dans des entreprises d'ici ont connu un rendement mirobolant de 41,8 %. De quoi faire taire bien des critiques.

Quant aux cas de l'entreprise LCS 2+1 et du Groupe Harricana, bien que malheureux, ils ne sont ni des plus

probants ni des plus représentatifs des participations directes de la Caisse. Ce genre de récriminations, et les autres qu'on n'a pu entendre compte tenu du huis clos, s'applique, ici comme ailleurs, à bien des sociétés de capital de risque, notamment au Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (FTQ). D'ailleurs, l'ex-président du Groupe Harricana, Robert Arcand, poursuit le Fonds de solidarité (et non pas la Caisse) dans cette affaire qui a mal tourné.

Il est vrai qu'il existe une tension entre les entrepreneurs, qui ont besoin de l'argent des autres — celui des caisses de retraite et des investisseurs institutionnels — pour faire fructifier leur affaire et ces bailleurs de fonds. Il est vrai que ces investisseurs tiennent le gros bout du bâton et qu'ils négocient des conditions qui leur sont avantageuses pour générer un appréciable rendement ou pour protéger leur mise. Il existe sans doute un net déséquilibre dans le rapport de force d'un petit entrepreneur et d'une grosse institution, déséquilibre tempéré toutefois par un intérêt commun: croître, produire du rendement. Quand le rendement va, tout va. Quand les choses se gâtent, le petit entrepreneur s'aperçoit bien vite ce que représente la force du capital, celui qu'il n'a pas. C'est vrai au Québec, c'est vrai aux États-Unis, c'est vrai partout dans les économies développées qui ne sont pas capitalistes pour rien.

Yves Michaud défend la cause des petits actionnaires devant Paul Martin

ROBERT DUTRISAC
LE DEVOIR

Celui que l'on surnomme le «Robin des banques», Yves Michaud, a défendu les droits des petits actionnaires devant le ministre des Finances Paul Martin qu'il a rencontré hier.

Représentant l'Association pour la protection des épargnants et des investisseurs du Québec (APEIQ) qu'il a fondée, M. Michaud a demandé au ministre Martin d'apporter 15 modifications à la Loi sur les banques et à la Loi canadienne sur les sociétés par actions, deux lois que le gouvernement fédéral a entrepris de réviser.

«La rencontre a duré 1 heure 20. Ça a été au delà de toutes nos espérances»,

a-t-il livré, hier, à l'issue de son entretien avec M. Martin. M. Michaud a indiqué que le ministre avait accueilli ses propositions «avec énormément d'intérêt». Il s'attend maintenant à rencontrer le ministre de l'Industrie, John Manley, ainsi que les membres du Comité fédéral chargé de revoir les deux lois visées.

L'APEIQ propose notamment que le président du conseil d'administration d'une société à propriété diffuse, comme les banques, soit choisi parmi les membres du conseil ne faisant pas partie du personnel de la société. Elle souhaite

que tous les actionnaires puissent déposer des propositions lors des assemblées annuelles et non plus seulement les actionnaires inscrits. Elle suggère la présence d'un représentant des petits actionnaires au sein de tout conseil de société. Les fournisseurs importants devraient être exclus de ces conseils et les sociétés devraient divulguer tout lien commercial direct avec leurs administrateurs.

En outre, la politique de rémunération de la direction et ses paramètres devraient être soumis au vote de l'assemblée des actionnaires. Les propo-

sitions d'actionnaires ne devraient plus être rejetées pour le motif qu'elles servent des fins générales d'ordre économique, politique, racial et religieux parce que cette disposition de la loi est contraire à la Charte des droits et des libertés. Le principal critère pour accepter ou refuser une proposition d'actionnaires est si elle concerne la bonne marche de l'entreprise et une instance administrative, et non plus les dirigeants de l'entreprise, devrait en décider, estime l'APEIQ.

En plus d'amorcer ces démarches à l'échelon politique, M. Michaud se prépare à présenter une série de propositions lors des prochaines assemblées annuelles des six grandes banques canadiennes, a-t-il signalé.



Yves Michaud

Tassé

Tassé & Associés, Limitée



Denise Dubreuil

Une seconde carrière, dans le domaine des valeurs mobilières

Après avoir œuvré une dizaine d'années pour une institution financière, j'étais à la recherche d'un nouveau défi professionnel dans un domaine stimulant. Aujourd'hui, je suis conseillère en placements au sein d'une équipe d'experts financiers en valeurs mobilières.

Oui, j'ai réussi et Tassé & Associés, Limitée est partenaire de mon succès.

Si vous êtes à la recherche d'une seconde carrière et que vous partagez mon enthousiasme pour le domaine des valeurs mobilières, contactez-nous.

Tassé & Associés, Limitée • Membre des Bourses de Montréal, de Toronto et de l'Association canadienne des courtiers en valeurs mobilières.

Si ce défi vous intéresse, veuillez nous faire parvenir votre curriculum vitae détaillé et indiquer l'endroit où vous aimeriez travailler.

Tassé & Associés, Limitée
Seconde carrière
630, boul. René-Levesque Ouest
Bureau 1200
Montréal, Québec H3B 1S6
Télécopieur : (514) 879-3907

N'ACHETEZ PLUS D'OR



Profitez plutôt des privilèges
de la carte VISA *Classe OR* Desjardins
sans frais annuels.

Une généreuse limite de crédit minimale de 5000\$, une assurance collision/dommages pour la location de voiture à court terme, une carte supplémentaire sans frais, l'accès au centre de service voyage VISA International, tout cela sans frais annuels! La carte VISA *Classe OR* Desjardins, une idée brillante signée Desjardins.

Pour plus de renseignements, téléphonez au 1 800 CAISSES ou passez à votre caisse. Visitez aussi notre site Internet: www.desjardins.com

UNE CARTE EN OR SANS FRAIS

ÉCONOMIE

EN BREF

Fondation:
rendement de 4 %

(Le Devoir) — Le rendement de Fondation, le Fonds de développement de la CSN pour la coopération et l'emploi, a atteint 4,03 % au cours du premier semestre de son deuxième exercice financier se terminant le 30 juin 1997. Cela équivaudrait à un rendement annuelisé de 8,06 % si le rendement du Fonds se maintenait au même rythme au cours du deuxième semestre. «Ce résultat permet à Fondation d'augmenter la valeur de l'action de 29 ¢, de 10,72 \$ à 11,01 \$», a souligné l'institution. Le Fonds a démarré le 24 janvier 1996, avec une valeur initiale de 10 \$. Fondation comptait, au 30 juin 1997, 9748 actionnaires qui détenaient un avoir net de 23,2 millions. En tenant compte du prêt de dix millions consenti par le gouvernement du Québec, l'actif de Fondation était de près de 34 millions au 30 juin dernier.

Marges de crédit
pour Eaton

(Le Devoir) — La Compagnie T. Eaton a annoncé hier qu'elle avait obtenu des marges de crédit d'exploitation de 200 millions sur trois ans auprès de GE Capital Canada et de la Banque Royale. John Anderson, chef des finances d'Eaton, a déclaré que cette annonce était «une nouvelle étape dans la relation fructueuse que nous avons établie avec GE Capital et la Banque Royale tout au long du processus de restructuration. Cette nouvelle témoigne d'une grande confiance à l'endroit de la compagnie et constitue un signe encourageant pour l'avenir».

Tembec
veut acheter
Pine Falls Paper

(PC) — La société forestière Tembec, de Temiscaming, au Québec, a fait une offre pour acheter la Pine Falls Paper Company. Une majorité d'actionnaires ont déjà accepté en principe de vendre. «L'offre est dans les meilleurs intérêts de Pine Falls et ses employés (plus de 500) et elle assure la viabilité à long terme de l'usine», a affirmé Fern Pitre, président de la Pine Falls. Tembec paiera 100 millions pour la totalité du capital-actions, dont 35 % en argent et 65 % en actions privilégiées convertibles.

Air Canada lance
sa Cyber Billetterie

(Le Devoir) — Air Canada a lancé hier un nouveau produit Internet, la Cyber Billetterie, qui permettra au public comme aux agents de voyages de faire des réservations à partir de leur ordinateur. «Des essais sont en cours pour optimiser le fonctionnement et la fiabilité de la Cyber Billetterie une fois qu'elle ouvrira ses portes virtuelles au grand public en octobre 1997», a précisé Air Canada. Il s'agit d'un produit de réservation en direct, toute personne ayant accès à l'Internet aura instantanément accès à Air Canada à toute heure et en tout point du globe, a ajouté le transporteur. «La Cyber Billetterie offrira aux clients et aux agents de voyages la commodité d'accès à Air Canada 24 heures sur 24 et elle leur permettra de réserver des places pour tous les vols de la Société, y compris les vols des transporteurs régionaux et les vols à code multiple.» Le client pourra se procurer son billet dans une agence de voyages, sous forme électronique, par la poste, dans une agence urbaine ou à un comptoir de billetterie à l'aéroport. Les taux de commission en vigueur d'Air Canada s'appliqueront aux agences de voyages.

France Telecom:
Jospin d'accord

(Reuters) — Le Premier ministre, Lionel Jospin, a fait savoir vendredi qu'il approuvait la démarche retenue par Michel Delbarre dans son rapport sur France Telecom et notamment l'idée d'une ouverture du capital du groupe. «Cette démarche est de nature à conférer à France Telecom les atouts nécessaires pour affronter les défis du futur», écrit Matignon dans un communiqué. Ce texte cite en particulier «une stratégie internationale qui, par une ouverture du capital, lui permettra de rester l'un des tout premiers opérateurs mondiaux.»

LES INDICES

Montréal XXM	Toronto TSE-300	New York Dow Jones
↑ +3,56 3317,17	↑ +21,16 6743,22	↓ -44,83 7822,41
dollar canadien or		
↑ +0,16 72,37 ¢US	↑ +1,20 322,90 \$US	

Recommandations de M4

Le risque du moteur-roue est
trop grand pour Hydro-Québec

Selon les recommandations formulées par le conseil d'administration de Technologies M4 et remises à Hydro-Québec, la société d'État ne doit plus poursuivre seule le développement du moteur-roue. «Le risque financier serait trop grand et je ne pense pas que ce soit la mission d'Hydro. Mais il ne faudrait pas perdre cette avance technologique», a résumé Rodrigue Biron, président de la filiale d'Hydro.

GÉRARD BÉRUBÉ
LE DEVOIR

Il y a deux semaines, le conseil d'administration de M4 remettait à son actionnaire ses recommandations relatives au développement de la voiture à moteur-roue. Un comité ad hoc a été créé l'an dernier avec pour mandat initial d'identifier les avenues de commercialisation du moteur-roue ou de ses composantes. S'en remettant également aux observations d'un comité d'experts, M4 en arrive à la conclusion qu'Hydro-Québec ne devrait pas poursuivre, seule, l'aventure. Qu'elle devrait le faire en association avec des partenaires, financiers et industriels, au sein d'une nouvelle société où elle occuperait une position minoritaire. «Nous estimons qu'avec la remise de ce rapport, notre mandat est terminé. Nous avons rempli notre mission. La décision finale appartient désormais à Hydro», a souligné Rodrigue Biron. «Il ne nous reste plus qu'à démissionner», a-t-il ajouté, rappelant que son rôle et celui des cinq autres membres du conseil d'administration de M4 est exercé à titre de bénévole.

Du côté d'Hydro-Québec, ces recommandations seront étudiées et une décision sera prise lors de la prochaine réunion du conseil d'administration, le 12 septembre prochain.

Hydro-Québec a déjà investi 40 millions dans le développement du moteur-roue, une technologie peaufinée par les chercheurs d'Hydro sous l'impulsion de l'inventeur Pierre Couture. Mais il faudrait encore injecter une centaine de millions dans la mise au point d'une version commerciale, et entre 400 et 500 millions pour créer la «plateforme» de ce véhicule nouveau genre. Quant à la mise au point d'une première voiture hybride, une somme additionnelle d'au moins deux milliards serait nécessaire. «Ce que nous disons, c'est que le moteur-roue est une bonne idée. Le risque serait cependant trop grand pour Hydro-Québec».



Faillite de Nationair

Robert Obadia voudrait bien
régler à l'amiableGÉRARD BÉRUBÉ
LE DEVOIR

Robert Obadia aimerait bien régler à l'amiable le dossier de sa faillite personnelle et soumettre à ses créanciers une proposition d'ensemble. Le président de la défunte Nationair est toutefois bloqué par les procureurs de ses ex-employés, qui entendent porter en appel une décision de la Cour supérieure venant confirmer son évaluation du montant de la créance. «L'argent est là. Si le processus d'appel suit son cours, il faudra encore se battre pendant trois ans, et les employés, attendre encore tout ce temps, avant de toucher leur argent», a lancé Gilles Robillard, du syndicat Richter & Associés.

Ce syndicat est responsable du dossier de Nationair, le transporteur mort au combat au printemps 1993. Depuis ce temps, il traîne toujours, dans ses coffres 4 millions, obtenus de la liquidation des 36 millions d'actifs laissés par Nationair lors de sa faillite, pouvant être redistribués aux créanciers privilégiés. «À cette somme, il faut ajouter un règlement récent, qui nous apportera 1,6 million payable en trois ans. Et nous avons encore d'autres causes légales», dont cette poursuite de six millions contre les ex-grossistes de Nationair, qui devrait être entendue par les tribunaux vers la fin de septembre.

Parmi les créanciers privilégiés de Nationair, Revenu Canada a reçu satisfaction. Revenu Québec a été relégué au rang des créanciers ordinaires par les tribunaux, un sta-

et nous ne croyons pas qu'il entre dans la mission d'Hydro d'injecter autant d'argent dans ce projet. En revanche, il ne faudrait surtout pas perdre cette avance technologique.»

Scénario écarté

Rodrigue Biron et son comité ont écarté le scénario de vente des composantes. «Une somme de 40 millions a été consacrée à ce projet. Mais ce n'est pas une perte. C'est un actif. En vendant, Hydro pourrait récupérer les 40 millions, mais il n'y aurait plus aucune retombée.» L'idée de tout laisser tomber a également été écartée. Il reste donc la poursuite de la recherche-développement jusqu'à l'étape de la commercialisation. «On parle alors d'un montant susceptible de varier entre 200 millions et 750 millions, selon les chiffres avancés par différents experts, simplement pour le moteur-roue. On ne parle donc pas encore de la voiture», a lancé M. Biron.

En recommandant à Hydro de s'allier à d'autres partenaires au sein d'une nouvelle société dans laquelle elle jouerait un rôle minoritaire, le comité affirme que d'importants défis restent à surmonter avant même de déterminer si le moteur-roue peut être, d'une part, commercialisé et, d'autre part, commercialisé de manière rentable. «On pense, ici, à des partenaires financiers et technologiques ou industriels. À un grand du domaine de l'automobile ou à un important joueur qui gravite autour de cette industrie», a ajouté M. Biron, qui rappelle que des partenaires industriels se sont déjà manifestés dans le passé. «Toutefois, avant de bouger, ces partenaires ont préféré attendre que le concept soit validé. C'est fait.»

Le rapport du comité fait enfin ressortir que la technologie a été développée «en circuit fermé, sans relation avec le milieu automobile», qu'elle ne peut pas être intégrée à la fabrication de voitures électriques de la génération actuelle. On mentionne également des contraintes liées au poids du moteur-roue, à son prix de revient et à ses capacités à résister aux conditions routières.

L'été dernier, Hydro présentait aux journalistes la plus récente version de son prototype, qui venait de passer avec succès une batterie de tests au centre d'essai de Blainville. On présentait alors un modèle à deux roues motrices, qui prenait ainsi la relève du modèle à quatre roues motrices présenté en 1995. La nouvelle version du prototype offrait, comme principale nouveauté, une miniaturisation des différentes composantes placées à l'intérieur du moteur-roue.

tut que conteste le fisc québécois. Il reste les employés, dont la réclamation totale pour salaires non versés atteint quatre millions. Mais la portion privilégiée de cette créance n'est que de un million. «C'est ce que nous avons toujours prétendu. Et les tribunaux nous ont donné raison», a ajouté Gilles Robillard.

Encore trois ans

Encore récemment, soit le 6 août dernier, la Cour supérieure établissait à 1 024 000\$ (et non à quatre millions) la créance due aux employés. «Nous leur proposons 1,25 million, question d'éviter des délais. Mais leurs procureurs [MM. Labbé et Gauthier] veulent prendre le chemin de la Cour d'appel. Cela veut dire qu'il faudra se battre encore pendant trois ans. Que les employés devront également attendre trois ans de plus avant d'espérer recevoir un quelconque montant d'argent.»

Ce délai de trois ans vient également retarder les procédures dans cet autre volet du dossier Nationair, celui des accusations pour faillite personnelle frauduleuse déposées contre Robert Obadia, son épouse et son fils. Ce procès a été reporté à deux reprises. M. Obadia poursuivant les discussions afin d'en arriver à un règlement à l'amiable. On lui prête l'intention de vouloir formuler une proposition globale à ses créanciers, parmi lesquels figurent également les réclamations des ex-employés de Nationair. Mais tout risque d'être retardé de trois ans, ici aussi.

«Alliance stratégique»
entre Mobil Oil
et Chevron

Calgary (AFP) — Mobil Oil Canada et Chevron Canada Resources, filiales des géants américains, ont annoncé hier la conclusion d'une «alliance stratégique» pour le lancement d'un important programme de prospection gazière et pétrolière dans l'océan Atlantique, au large des côtes de Terre-Neuve.

Le programme sera lancé dans une zone couvrant 12 millions d'hectares et qui pourrait contenir des réserves s'élevant à entre 10 et 20 milliards de barils de pétrole, on-elles indiquées.

Mobil Canada et Chevron Canada détiennent déjà respectivement 33 % et 26,8 % du gisement d'Hibernia, situé dans le même secteur et dont les réserves exploitables prouvées sont d'environ 600 millions de barils de pétrole.

Hibernia, situé à 315 km au sud-est de Saint-Jean de Terre-Neuve, est le gisement le plus important découvert à ce jour dans l'est canadien. Son entrée en production est prévue pour la fin de l'année. Dans le même périmètre, un consortium regroupant d'autres compagnies prévoit également d'exploiter à partir de l'an 2001 le gisement Terra Nova, dont les réserves exploitables sont estimées à environ 400 millions de barils de pétrole.

La BdeM met une
nouvelle compagnie
sur pied

Boston (PC-AP) — La Banque de Montréal a annoncé jeudi qu'elle mettrait sur pied une nouvelle compagnie américaine émettrice de cartes de crédit en collaboration avec la BankBoston et la firme-conseil First Annapolis.

L'entente prévoit que la Banque de Montréal et sa filiale américaine, Harris Bank, fourniront à la nouvelle entreprise leur clientèle, soit 500 000 détenteurs de cartes de crédit, et 750 millions en créances.

La Banque de Montréal investit également 115 millions en liquidités et détiendra une participation de 69 % dans la nouvelle compagnie.

BankBoston échangera sa clientèle — 550 000 comptes — et environ 1,2 milliard de dollars de créances contre des liquidités. Elle conservera ses activités régionales dans le domaine des cartes de crédit.

BankBoston recevra aussi 50 millions en actions privilégiées et 19 % des actions ordinaires de la nouvelle compagnie, plus 5 millions comptant.

First Annapolis détiendra un intérêt de 12 %. John Soerlund, de First Annapolis, deviendra p.-d.g. de la nouvelle compagnie.

Industrie laitière

Les Américains
accusent le Canada
de pratique déloyale

Les producteurs demandent
à Washington de déposer une plainte
auprès de l'Organisation mondiale
du commerce

ASSOCIATED PRESS

Washington — L'industrie laitière américaine accuse le Canada de pratique déloyale dans ses politiques de prix à l'exportation et demande à Washington de déposer une plainte auprès de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

Trois organisations représentant la majorité des producteurs laitiers des États-Unis ont formellement déposé leur requête, hier, auprès de la représentante américaine au Commerce, Charlene Barshefsky, avec l'espoir qu'elle donne suite à leur démarche en déposant une plainte à l'OMC, chargée de veiller à la bonne application des accords commerciaux internationaux (dont ceux conclus dans le cadre du GATT).

«La politique canadienne est une menace à la croissance continue des exportations de l'industrie laitière américaine», a déclaré Tom Suber, directeur du Conseil des exportations laitières des États-Unis (U.S. Dairy Export Council). «Le Canada accroît ses parts de marché outre-mer aux dépens des États-Unis et d'autres pays.»

Dans leur requête auprès de Mme Barshefsky, les producteurs américains dénoncent la politique de prix en vigueur au Canada depuis 1995, et qui permettrait à l'industrie laitière canadienne de vendre ses produits à des prix faibles outre-mer alors qu'elle impose des tarifs plus élevés aux consommateurs canadiens.

En dollars américains, les producteurs américains évaluent à 88 cents le prix de la livre de beurre canadien vendue outre-mer, alors que les consommateurs canadiens doivent payer 1,77 \$.

«C'est exactement le contraire de ce que nous recherchons lors de la dernière ronde de négociations du GATT», a déclaré E. Linwood Tipton, directeur de l'Association internationale des produits laitiers (International Dairy Foods Association).



ARCHIVES LE DEVOIR

Les producteurs américains dénoncent la politique de prix en vigueur au Canada depuis 1995.

L'industrie laitière américaine craint aussi que la politique tarifaire canadienne n'incite l'Union européenne ou d'autres pays à faire de même, mettant ainsi en péril les exportations américaines qui ont totalisé 744,8 millions \$ US en 1996.

Mme Barshefsky dispose maintenant de 45 jours pour décider si elle donne suite à la requête et dépose une plainte auprès de l'OMC. M. Suber a néanmoins indiqué que l'industrie laitière américaine avait travaillé en étroite collaboration avec le bureau de la représentante au Commerce, et qu'il s'attendait donc à une réponse positive de la part de Mme Barshefsky.

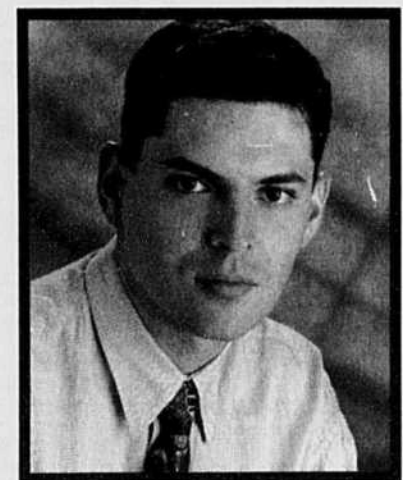
Dans leur requête, les producteurs américains accusent aussi le Canada de ne pas respecter son engagement de permettre annuellement l'importation de 64 500 tonnes de lait en provenance des États-Unis. Ottawa maintient pour sa part que les quantités de lait ramenées au pays par des consommateurs canadiens qui font leurs emplettes aux États-Unis suffisent à remplir cet engagement.

HEC

E x a m e n C M A

ER
AU QUÉBEC

et 2^e au Canada
à l'examen national d'admission CMA.



Kenneth Chavarria (HEC 96) a raflé la 1^{re} place au Québec et la 2^e place au Canada à l'Examen national d'admission CMA.

Au tableau d'honneur

L'École des Hautes Études Commerciales tient à féliciter Kenneth Chavarria (HEC 96) qui s'est classé au 1^{er} rang au Québec, sur 539 candidats, et au 2^e rang au Canada, sur 2086 candidats, à l'examen national d'admission CMA, avec une note remarquable de 93 %.

L'École des HEC se classe également au 1^{er} rang au Québec parmi les universités ayant présenté plus de 10 candidats à l'Examen d'accès de l'Ordre des comptables en management accrédités du Québec avec un taux de réussite de 87,8 %. La réussite de ses candidats faisant sa fierté, l'École est très heureuse de ce taux qui dépasse largement les moyennes québécoise et canadienne.

L'esprit d'entreprise

ÉCONOMIE

COMMUNICATION

La fin du monde est sur le Web

L'émission *La Fin du monde* est à sept heures, qui, à Quatre Saisons, joue la carte des expériences inédites, fait aussi des essais dans un autre média. Cette semaine, alors que l'émission prenait l'afiche, on lançait aussi un site Web relié au contenu de l'émission. «C'est la première fois qu'une émission de télévision grand public, diffusée à une heure de grande écoute, lance en même temps un site Web», dit Pierre Côté, vice-président de la firme eMarketing, qui gère et exploi-



Marie-Claude
Ducas

te le site Web. eMarketing gère aussi le site *Cyberblack*, lié à la bière Black Label, et a conçu les sites de MusiquePlus et du Cirque du Soleil. Le site de *La Fin du monde*... offre aux internautes quelques informations sur le contenu de l'émission et sur l'équipe qui la réalise chaque semaine, mais leur propose surtout de participer au contenu de l'émission. On peut ainsi faire parvenir des questions que l'on aimerait entendre posées à l'invité du jour (entre autres, cette semaine,

Pierre Péleadeau et Howard Stern) et jouer soi-même au reporter en signalant à l'équipe des événements et des faits inédits. «Nous avons eu 1000 visites et une centaine de messages des premières heures du lancement», dit Pierre Côté. Et, chaque fois, une bonne trentaine de questions sont adressées à l'invité.

Le contenu du site, qui n'est pour l'instant pas très fourni, devrait être peu à peu enrichi, et de nouvelles formules publicitaires doivent aussi s'y rattacher. «Je veux aller au-delà de la formule habituelle des bandesaux publicitaires», dit d'ailleurs Pierre Côté, qui juge cette formule «désuète». Les «bandeaux publicitaires» sont, comme leur nom l'indique, des bandes que l'on peut voir sur une page Web et qui contiennent un message destiné à nous inciter à cliquer pour en savoir davantage sur l'offre de l'annonceur. «C'est comparable à ce que font les annonceurs à la télévision, par exemple», poursuit Pierre Côté. Et, selon moi, c'est dépassé, du moins sur un média comme Internet. On ne peut pas se contenter de simplement montrer aux gens une annonce, en espérant qu'ils vont y réagir. En plus, Internet permet aux annonceurs de recueillir des informations sur leur clientèle. Ils auraient tort de ne pas en profiter», souligne le directeur de eMarketing.

«Internet offre aussi aux annonceurs un moyen de rejoindre des clients qui, au départ, sont intéressés par leurs produits, dit-il. Les gens sont de moins en moins réticents à la publicité sur le Net, surtout envers les annonceurs qui les intéressent directement et leur offrent quelque chose dont ils ont besoin.»

Est-ce la formule gagnante? Il y aura encore une bonne période de tâtonnements avant qu'on le sache. Au cours des derniers mois, le Groupe de travail sur les applications publicitaires d'Internet (GTAPI) a effectué une étude qui tente de mettre un peu d'ordre dans la cacophonie qui règne depuis le début autour de ces questions. On y retrouve entre autres un lexique de termes qui pourra permettre de s'assurer que tout le monde parle de la même chose, et une suggestion de méthodologie afin de mesurer et d'analyser la fréquentation des sites. Et l'expérience continue...

La Fin du monde
www.lafindumonde.com
Étude du GTAPI sur le site du Mondial de la publicité francophone
www.lapub.org

Le retour des Boomerang

Les prix Boomerang, qui récompensent chaque année les meilleurs initiatives en communications interactives, seront décernés le 4 décembre prochain. À cette occasion, deux journées d'activités, de conférences et de démonstrations sur le sujet se tiendront, les 3 et 4 décembre prochains.

Les participants doivent soumettre leurs pièces avant le 15 septembre 1997. Renseignements: www.infopresse.com, ou (514) 842-5873, poste 247.

mcducas@infopresse.com

L'État français gardera le contrôle d'Air France

Le p.-d.g. Christian Blanc annonce son départ

JACQUES BAUDRIER
ASSOCIATED PRESS

Paris — Comme l'on pouvait s'y attendre, le conflit entre le gouvernement et Christian Blanc s'est achevé hier par le départ du p.-d.g. d'Air France, deux jours seulement après que ce dernier eut mis sa démission dans la balance de ses discussions avec l'État sur l'ouverture du capital du pavillon national.

Les annales de la compagnie retiendront peut-être que c'est le jour de la signature d'un accord d'alliance stratégique avec l'Aeroflot que M. Blanc a choisi d'annoncer son départ du groupe. Ironie du sort, le président de Démocratie libérale, Alain Madelin, n'avait-il pas accusé le gouvernement, en refusant toute privatisation de la compagnie, de vouloir «ressusciter Aeroflot»?

«Le gouvernement prend acte avec regret du renoncement de M. Blanc, président d'Air France», a laconiquement commenté Matignon, quelques heures après l'annonce de son départ. «Il indiquera rapidement le nom de son successeur appelé à poursuivre le développement de l'entreprise», a-t-il conclu.

Pretenant acte de la décision du gouvernement de ne pas privatiser Air France, M. Blanc a annoncé en fin de matinée qu'il ne serait pas candidat à sa propre succession lors du renouvellement des administrateurs début octobre.

«Il est du droit absolu de l'actionnaire de considérer qu'Air France peut demeurer la dernière grande compagnie occidentale majoritairement publique», a déclaré M. Blanc dans un communiqué. J'en ai pris acte. Il était naturel, dans ces conditions, que je m'efface pour permettre au gouvernement de désigner un président susceptible de conduire, sans réserve, une politique conforme à ses vœux.

Jeudi soir, lors d'un entretien de deux heures à Matignon, Lionel Jospin avait souhaité voir M. Blanc poursuivre sa mission à la tête d'Air France tout en affirmant que la privatisation de l'entreprise publique n'était pas à l'ordre du jour, se rangeant à l'avis exprimé mardi dernier, dans *L'Humanité*, par le ministre communiste de l'Équipement, des Transports et du Logement, Jean-Claude Gaysot, pour qui il n'y aurait «ni privatisation ni statu quo».

Dans un communiqué publié à l'issue de la rencontre, Matignon soulignait que le gouvernement entendait

qu'Air France «dispose de tous les atouts nécessaires à son développement au premier rang des compagnies aériennes mondiales» et qu'il était «notamment déterminé à conduire les évolutions — ouverture du capital, participation des salariés, adaptation des structures de direction — permettant à l'entreprise de nouer les alliances internationales indispensables à ce développement».

Dominique Strauss-Kahn l'a confirmé hier en assurant qu'il y aurait bien une ouverture du capital d'Air France, même si la compagnie aérienne est destinée à rester sous pavillon national.

«La privatisation n'est pas à l'ordre du jour, mais l'ouverture du capital, notamment aux salariés, ainsi qu'à des alliances internationales, est quelque chose qu'il va falloir conduire», a indiqué le ministre de l'Économie et des Finances à l'issue d'une réunion sur ce dossier à Matignon.

M. Blanc, nommé en octobre 1993 à la tête d'Air France par le gouvernement d'Édouard Balladur, estimait «nécessaire» la privatisation du groupe «dans la bataille concurrentielle du transport aérien mondial». Le plan de restructuration de la compagnie nationale avait été engagé en 1994. Les premiers résultats positifs sont apparus en mars 1997, avec 394 millions de FF de bénéfices, les premiers dégagés depuis 1989. En 1997, M. Blanc espère que l'entreprise obtiendra un résultat net consolidé de un milliard de FF.

Les réactions politiques ont été nombreuses après l'annonce de la démission de M. Blanc, les plus virulentes provenant de la droite. L'ancien premier ministre Édouard Balladur a trouvé «profondément décevant» le choix du gouvernement de rejeter la privatisation, tandis que pour le président de Démocratie libérale, Alain Madelin, Lionel Jospin «prend des décisions en fonction de considérations politiciennes, à savoir dans le dossier Air France, les exigences de son allié communiste».

Dans la majorité, le Parti socialiste a estimé que M. Blanc «s'est obstiné à demander une privatisation immédiate, alors qu'aucune raison objective ne l'y obligeait», se mettant ainsi «dans une position intenable». L'ancien premier ministre Michel Rocard a en revanche dénoncé sur Europe 1 «une tentative du Parti communiste d'obtenir, au nom de sa doctrine, que le gouvernement viole ses engagements internationaux».

Accord d'alliance signé à Moscou

Air France et Aeroflot vont mettre leurs réseaux en commun

AGENCE FRANCE-PRESSE

Moscou — Les compagnies aériennes française et russe Air France et Aeroflot ont annoncé hier qu'elles allaient mettre en commun leurs réseaux passagers et créer une ligne de fret conjointe Paris-Moscou.

Un accord d'alliance en ce sens a été signé à Moscou par le directeur général d'Air France, Marc Véron, et Valéri Okoulov, directeur général d'Aeroflot-Compagnie aérienne internationale.

M. Véron a estimé au cours d'une conférence de presse qu'il s'agissait d'un accord «historique» qui «inscrivait dans la construction d'un réseau mondial» pour la compagnie française.

Cet accord s'ajoute à ceux que Air France a déjà conclus aux États-Unis avec les compagnies américaines Delta Airlines et Continental, a ajouté M. Véron.

«L'accord permet aux passagers d'Aeroflot et d'Air France d'utiliser toutes les lignes de l'une et de l'autre des compagnies», a expliqué pour sa part Valéri Okoulov.

Un usager n'aura qu'un billet unique à acheter pour aller par exemple de Paris à Lékaterinbourg via Moscou, en faisant la première partie du voyage par Air France et la seconde par Aeroflot.

Air France devrait ainsi prolonger son réseau en province russe et dans les pays de la Communauté des États indépendants (CEI), Aeroflot comptant pour sa part profiter des points forts du réseau de la compagnie française, notamment en France, en Afrique et en Amérique latine, a dé-

claré M. Okoulov.

Le responsable d'Aeroflot a promis que le niveau du service sur les lignes intérieures de sa compagnie, aujourd'hui souvent très médiocre, serait amélioré pour «correspondre au niveau international».

«Les informations reçues sur les efforts faits par Aeroflot sur ses lignes internationales et nationales nous ont beaucoup impressionnés», a déclaré de son côté M. Véron.

Aeroflot et Air France ont également décidé d'ouvrir une ligne de fret commune hebdomadaire Paris-Moscou-Paris à partir du 17 septembre, assurée par un Ilouchine 76-TD.

Air France utilise 205 avions dans 197 aéroports de 98 pays. Aeroflot dispose de 115 appareils desservant 166 aéroports de 93 pays, dont dix villes en Russie et onze dans d'autres pays de la CEI, selon un communiqué de presse.



ARCHIVES LE DEVOIR

Air France utilise 205 avions dans 197 aéroports de 98 pays. Aeroflot dispose de 115 appareils desservant 166 aéroports de 93 pays.

LES TAUX D'INTÉRÊT

Voici les taux d'intérêt en vigueur le 4 septembre dans les principales institutions financières au Canada. Ces taux sont fournis par les institutions financières.

Banques	Dépôt à terme				Prêt hypothécaire			
	30-59 jrs	1 an	3 ans	5 ans	6 mois	1 an	3 ans	5 ans
Desjardins*	2,00	2,75	4,00	4,50	5,95	6,25	6,50	6,95
CIBC	2,00	3,00	4,00	4,75	5,95	6,25	6,50	7,00
Laurentienne	2,00	3,00	4,00	5,00	5,95	6,25	6,50	7,00
de Montréal	2,00	3,00	4,00	4,75	5,95	6,25	6,50	7,00
Nationale	1,75	3,00	4,00	4,60	5,95	6,25	6,50	7,00
Scotia	2,00	3,00	4,00	4,75	5,95	6,25	6,50	7,00
Royale	2,00	3,00	4,00	4,60	5,95	6,25	6,50	7,00
TD	2,00	3,00	4,00	4,75	—	6,25	6,50	7,00
de Hong-Kong	2,00	3,00	4,00	4,75	5,95	6,25	6,50	7,00

* Taux suggéré par la Fédération de Montréal

Fiducies	Dépôt à terme				Prêt hypothécaire			
	30-59 jrs	1 an	3 ans	5 ans	6 mois	1 an	3 ans	5 ans
Trust Bonaventure	2,25	3,50	4,38	5,25	—	—	6,50	7,00
Canada Trust	2,00	3,00	4,00	4,75	5,70	—	6,50	7,00
SunLife	2,75	3,88	4,75	5,25	5,95	6,25	6,50	6,99
Desjardins	2,00	3,00	4,00	4,75	5,95	6,25	6,50	6,95
Trust Général	1,75	3,00	4,00	4,60	5,95	6,25	6,50	7,00
Montréal Trust	2,00	3,00	4,00	4,75	5,95	6,25	6,50	7,00
Trust Royal	2,00	3,00	4,00	4,60	5,95	6,25	6,50	6,95
Investors	—	3,25	4,00	4,75	5,35	6,25	6,50	7,00

La suite
des avis
se trouve
en page
C 11

Téléphone: 985-3344
Télécopieur: 985-3340

AVIS PUBLICS

Sur Internet:
www.offres.ledevoir.com

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL
NO: 500-12-227340-951

COUR SUPÉRIEURE
(Chambre de la famille)
PRÉSENT: GREFFIER ADJOINT
CELINE LIZOTTE

Partie requérante
-C-
CEMIL KURCER

Partie intimée

ASSIGNATION
ORDRE est donné à CEMIL KURCER, de comparaître au greffe de cette Cour situé au 1^{er} est, rue Notre-Dame, Montréal, salle 2.17 le 2 octobre 1997 à 9h00, suite à la publication du présent avis dans le journal Le Devoir.

Une copie de la requête en modification des mesures accessoires a été remise au greffe à l'intention de CEMIL KURCER. Lieu: Montréal. Date: 27 août 1997. FRANÇOIS LEBLANC, G.A.

AVIS DE CLÔTURE DE COMPTE
AVIS est par les présentes donné que, à la suite du décès de JACQUELINE BOYER, de son vivant domiciliée au 4812, Place Honoré-Beaugrand, à Montréal, Québec H1K 3Y7, et survenu le 7 décembre 1996, le liquidateur désigné à la succession, Rosario Dubois, a

présenté sa reddition de compte aux héritiers, qui l'ont acceptée, le 18 avril 1997, et ce aux termes d'un acte sous seing privé, conformément à la Loi.

Ce compte peut être consulté par les intéressés, à l'étude de Me Michèle Forté, notaire, sise au 4416, boul. Pie IX, Montréal, Québec H1X 2B3. Donné ce 3 septembre 1997. ROSARIO DUBOIS, liquidateur.

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL
NO: 500-12-237895-978

COUR SUPÉRIEURE
PRÉSENT: GREFFIER ADJOINT
IVOANE ELIZABETH PEREZ GONZALEZ

Partie défenderesse
-C-
JOSE ROBERTO ORTIZ LEIVA

Partie défenderesse
ASSIGNATION
ORDRE est donné à JOSE ROBERTO ORTIZ LEIVA, de comparaître au greffe de cette Cour situé au 1^{er} est, rue Notre-Dame, Montréal, salle 1.100, dans les trente (30) jours de la date de la publication du présent avis dans le journal Le Devoir.

Une copie de la déclaration en divorce a été remise au greffe à l'intention de JOSE ROBERTO ORTIZ LEIVA.

Lieu: Montréal
Date: 03 septembre 1997
FRANÇOIS LEBLANC, G.A.

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL
NO: 500-22-009021-976

COUR DU QUÉBEC
(Chambre civile)

PRÉSENT: GREFFIER ADJOINT
COMMISSION DES NORMES DU TRAVAIL

Partie demanderesse
-C-
ALLEN FOX et
FRANK DI PASQUALE

Parties défenderesses
ASSIGNATION
ORDRE est donné à ALLEN FOX, de comparaître au greffe de cette Cour situé au 1^{er} est, rue Notre-Dame, Montréal, salle 1.100, dans les trente (30) jours de la date de la publication du présent avis dans le journal Le Devoir.

Une copie de la présente déclaration selon la procédure alléguée, avis à la partie défenderesse, liste de pièces et pièces a été remise au greffe à l'intention de ALLEN FOX. Lieu: Montréal. Date: le 29 août 1997. LISE DUCHESNE, G.A. Greffier adjoint.

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL
NO: 525-43-001174-974

COUR DU QUÉBEC
Chambre de la jeunesse

A: Madame FRANCE LAVOIE (adresse inconnue)

ORDONNANCE
Le Tribunal vous ordonne de comparaître dans un délai de trente (30) jours à compter de la publication de la présente ordonnance à la Cour du Québec, Chambre de la jeunesse au 410 est rue Bellechasse, Montréal, et vous avise qu'une copie de la demande en déclaration d'admissibilité à l'adoption concernant l'enfant MICHEL JR JOSEPH MARIO TROTTIER né le 1^{er} avril 1985 a été déposée à votre intention au Greffe de l'adoption.

Vous êtes avisés qu'à défaut de produire votre comparution ou votre contestation dans les délais légaux, il pourra être obtenu contre vous un jugement par défaut. Montréal, le 29 août 1997. I. MEUNIER, Greffier adjoint.

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL
NO: 505-12-018033-970

COUR SUPÉRIEURE
PRÉSENT

SONIA BEDDAWI
Partie demanderesse
-C-
ARTINE DEMIROJIAN

Partie défenderesse
ASSIGNATION
ORDRE est donné à ARTINE DEMIROJIAN, de comparaître au greffe de cette Cour situé au Palais de Justice de Longueuil, 1111 Jacques-Cartier est, salle R.C. 31, à Longueuil, dans les trente (30) jours de la publication du présent avis dans le journal Le Devoir.

Une copie de la déclaration de divorce et de la requête pour mesures provisoires a été remise au greffe à l'intention de ARTINE DEMIROJIAN. Longueuil, le 27 août 1997. LE GREFFIER.

La Sécurité Nationale Compagnie d'Assurances

CHANGEMENT DE DÉNOMINATION SOCIALE

Avis est par les présentes donné, conformément à l'article 224 de la Loi sur les sociétés d'assurances, S.C. 1991 c. 47, que la société La Sécurité Nationale Compagnie d'Assurances a l'intention de présenter une demande au ministre des Finances pour l'approbation du changement de la version française de sa dénomination sociale actuelle, soit «La Sécurité Nationale Compagnie d'Assurances», pour celle de «La Sécurité Nationale Compagnie d'Assurance».

Montréal, le 26 août 1997

Martineau Walker
Conseillers juridiques

Avis de présentation d'un Projet de loi d'intérêt privé

Fondation du Centre hospitalier de l'Université de Montréal

Avis public est, par les présentes, donné que la Fondation du Centre hospitalier de l'Université de Montréal s'adressera au Parlement du Québec, au cours de sa présente session ou de toute session ultérieure, pour l'adoption d'un projet de loi d'intérêt privé visant à ce que les mandats, dons ou legs donnés ou consentis ou qui seront consentis à l'une ou l'autre de la Fondation de l'Hôtel-Dieu de Montréal, la Fondation de l'Hôpital Notre-Dame ou la Fondation de l'Hôpital Saint-Luc soient désormais dévolus à la Fondation du Centre hospitalier de l'Université de Montréal.

Toute personne qui a des motifs d'intervention sur le projet de loi d'intérêt privé doit en informer le directeur de la législation de l'Assemblée nationale du Québec, édifice Honoré-Mercier, 1025, rue Saint-Augustin, bureau 2.68, Québec, Québec, G1A 1A8.

Les procureurs de la Fondation du Centre hospitalier de l'Université de Montréal

Brouillette Charpentier Fournier Dozois Fortin

ÉCONOMIE

Exportations québécoises

Croissance
aux États-Unis,
déclin en Europe

LE DEVOIR

En juin 1997, la valeur des exportations du Québec s'est chiffrée à 4,2 milliards. Pour la première moitié de l'année, la valeur cumulée atteint 25,1 milliards, a souligné le Bureau de la statistique du Québec.

D'une valeur de 20,5 milliards pour le premier semestre, les ventes aux États-Unis montrent une croissance de 7,2 % par rapport à la période correspondante de 1996. Elles comptent pour 81,7 % des exportations québécoises comparativement à 80,7 % en 1996. Par contre, les exportations vers la plupart des principaux clients européens ont décliné. À l'exception du Royaume-Uni (+38,2 %), les ventes en Allemagne (-24,4 %), en France (-3 %), aux Pays-Bas (-19,4 %), en Italie (-7,3 %), et en Belgique (-8,5 %) s'inscrivent en baisse.

«La hausse des exportations au Japon (+36,2 %), au Brésil (+36 %), à

Hong Kong (+17,1 %), en Chine (+64 %) et en Inde (+73,5 %) vient compenser ces baisses», a ajouté le BSQ.

Lorsque mesurées en volume et désaisonnalisées, les exportations internationales du Québec montrent, en juin dernier, leur troisième recul en six mois, soit de 4,5 % par rapport à mai 1997. Elles augmentent toutefois de 4,7 % par rapport à juin 1996 et, pour les six premiers mois de l'année, de 10,6 % comparativement aux six premiers mois de 1996.

Les importations du Québec ont, pour leur part, augmenté. Lorsque mesurées en volume et désaisonnalisées, elles diminuent toutefois de 0,9 % entre mai et juin 1997. Cette décroissance est la troisième des six derniers mois. «Par rapport à juin 1996, elles montrent cependant une hausse de 8,6 % et, pour les six premiers mois de 1997, leur progression est de 12,3 % en regard des six premiers mois de 1996.»

Monnaies et bourses asiatiques

Vif rebond
en Asie du Sud-Est

Singapour (AFP) — Les monnaies et Bourses d'Asie du Sud-Est ont connu un vif rebond hier après l'acceptation par les gouvernements de la région de mesures d'austérité et de maintien de la transparence des marchés aptes à ramener une confiance défailante.

La Bourse de Kuala Lumpur a ainsi connu une hausse de 12,4 %, en clôturant à 821,59 points, la plus forte progression sur une séance depuis 42 mois, tandis que le ringgit malaisien décollait de son plus bas niveau historique atteint la veille. Le premier ministre Mahathir Mohamad venait d'assouplir les restrictions imposées aux transactions sur actions faites par les étrangers et d'annoncer le principe du report ou de l'annulation de projets d'infrastructures très coûteux.

La Bourse de Jakarta a de même bondi de 11,3 % à 594,113 points. Les marchés de Singapour, de Thaïlande et des Philippines sont également en nette progression à l'issue de la semaine la plus agitée depuis le début de la crise financière régionale déclenchée le 2 juillet par la dévaluation du baht thaïlandais par rapport au dollar américain.

«Les marchés étaient vraiment tombés très bas en très peu de temps, mais la perception semble maintenant être que les gouvernements concernés vont se comporter de façon raisonnable», a estimé Eddie Lee, économiste à la firme d'investissements de Singapour Vickers Ballas.

Selon les opérateurs de marchés, la fuite des fonds étrangers sur ces marchés paraît s'être calmée hier, mais, selon M. Lee, «il est peu probable qu'ils reviennent immédiatement et en masse car ils voudront d'abord prendre le temps d'évaluer les situations».

Singapour a accompagné la Bourse de Kuala Lumpur en progressant vivement de 3,1 %, l'indice STI terminant à 1884,06 points.

La Bourse de Manille a clôturé en hausse de 1,5 % à 2109,22 points sur l'annonce, un taux d'inflation de 4,5 % d'août 1996 à août 1997, contre 4,8 %

en juillet, et après que la Banque centrale eut confirmé qu'elle desserrerait l'étau en baissant le coefficient des réserves obligatoires des banques, ce qui provoquera une détente des taux d'intérêt locaux.

La Bourse de Bangkok progresse de 3,5 % à 540,39 points.

En hausse

Les monnaies de la région ont connu le même mouvement de hausse, nombre d'opérateurs commençant à penser que la Malaisie, en particulier, va mettre une sourdine à sa rhétorique anti-étrangère accompagnée de tentatives d'interventions et de contrôles multiples sur les marchés financiers.

Le ringgit malaisien est repassé sous la barre historique des 3,00 pour un dollar américain à 2,9350 contre 3,0520 jeudi en clôture.

La roupie indonésienne se reprend à 2990 contre 3040 pour un dollar américain, le baht thaïlandais à 35,35 contre 36,10, le dollar de Singapour à 1,5170 contre 1,5255, et le peso philippin à 32,365 contre 32,38.

Le gouverneur de la Banque centrale des Philippines Gabriel Singson a clairement indiqué qu'il laisserait le peso trouver librement son niveau par rapport au dollar, en l'appuyant simplement par une politique monétaire ferme pour limiter tout mouvement erratique à la baisse. En outre, le président Fidel Ramos a réuni autour de lui les responsables privés et publics de l'économie du pays, le consensus dégageant une inflation à 7 % pour cette année, et la nécessité de taux d'intérêt intérieurs équilibrés pour laisser les firmes privées poursuivre leur développement.

L'Indonésie avait annoncé un peu plus tôt dans la semaine un programme de redressement en dix points, dont la libéralisation des achats par les étrangers des sociétés cotées en Bourse, une baisse des taux d'intérêt de référence, un encouragement aux exportations et le report d'importations projets gouvernementaux.

LIA LÉVESQUE
PRESSE CANADIENNE

Le fabricant de panneaux de particules et de mélamine Tafisa Canada investit 120 millions à Lac-Mégantic, créant 150 emplois, principalement pour des techniciens. Le gouvernement du Québec prend en charge les intérêts évalués à quelque 12 millions.

Le ministre d'État à l'Économie et aux Finances Bernard Landry participait à la conférence de presse pour annoncer le projet d'agrandissement, hier à Montréal, aux côtés des dirigeants du fabricant.

C'est par le moyen du programme FAIRE (Fonds pour l'accroissement de l'investissement privé et la relance de l'emploi), qui a déjà servi à soutenir l'usine de Kenworth, à Sainte-Thérèse, que la Société de développement industriel du Québec apportera son aide à Tafisa. La SDI prendra en charge les intérêts pour une «cible approximative» de 12 millions, évaluait le ministre Landry.

Tafisa est un fabricant de panneaux de particules et de mélamine, des panneaux qui entrent dans la fabrication d'armoires de cuisine et de salle de bains. Elle est la propriété conjointe de Panomeg, un groupe d'investisseurs de la région de Lac-Mégantic, de la SDI et de l'espagnole Tafisa SA.

L'investissement permettra d'ajouter une seconde chaîne de production

Création de 150 emplois

Tafisa Canada investit 120 millions
à Lac-Mégantic

JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Le ministre d'État à l'Économie et aux Finances Bernard Landry a annoncé le projet, hier, en conférence de presse. Il était accompagné d'Alberto Teizera, président du conseil d'administration de Tafisa SA et de Claude Livernoche, président-directeur général de Tafisa Canada.

à l'usine de Lac-Mégantic, en Estrie, précisait de son côté Claude R. Livernoche, président-directeur général de Tafisa Canada.

C'est la seconde fois en deux ans que Tafisa augmente sa capacité de production au Québec, notait le p.d.g. avec fierté. En fait, depuis l'approba-

tion du projet d'implantation à Lac-Mégantic, en 1988, les investissements dans cette usine totalisent 200 millions, incluant les 120 millions annoncés hier.

Présentement, 50 % de la production sont exportés. Avec l'agrandissement, les dirigeants s'attendent à ce que 70 % soient exportés hors du Québec.

L'augmentation de la capacité de production sera effectuée en trois phases, de cette année jusqu'en 2002. C'est lors de la deuxième phase que la plupart des emplois seront créés. Comme l'usine se veut moderne et informatisée, il s'agit à 70 % d'emplois de technicien spécialisé. «Tout est devenu technologique. Le scieur est devenu virtuel et ses adjoints aussi», résumait avec humour le ministre Landry.

En plus, 300 emplois indirects seront créés par cet investissement, dans des secteurs comme le transport, l'entretien, la réparation mécanique, la forêt et les scieries.

M. Landry a précisé que l'aide apportée par le gouvernement du Québec aux entreprises ne peut plus prendre la forme d'«interventions lourdes», de subventions directes, à cause des accords commerciaux entre pays. Les États doivent donc trouver de nouveaux moyens pour soutenir la création d'emplois, comme la prise en charge des intérêts ou les avances remboursables.

Conférence des banques suisses

Le secret bancaire au
centre des discussions

Berne (AFP) — Le secret bancaire était au centre de la conférence annuelle des banquiers suisses hier à Berne dans le contexte de la polémique sur les avoirs en déshérence dans leurs coffres depuis la Seconde Guerre mondiale.

«Le secret bancaire sert à protéger les clients et non les banques. Il faut rapidement établir une nouvelle loi» en la matière, a déclaré le président de l'Association suisse des banquiers (ASB) Georg Krayser.

M. Krayser, s'adressant à l'assemblée générale annuelle de l'ASB, a estimé qu'il faut rappeler à toutes les personnes qui critiquent le secret bancaire qu'il s'agit en fait du droit du client à la confidentialité sur sa situation financière personnelle.

«Ceux qui veulent abolir sapent en fait la protection de la personnalité des clients des banques. Et ils ne punissent pas les banques qu'ils avaient vraisemblablement visées», a-t-il poursuivi en référence au rôle de la presse anglo-saxonne dans le contexte de vive polémique autour du comportement de la Suisse pendant la dernière guerre.

L'ASB «est prête à collaborer dans le cadre de la préparation d'un projet de

loi pertinent. Il est clair que ce travail devra être exécuté rapidement, bien qu'il n'y ait aucune raison d'introduire une procédure d'urgence», selon son président.

Une nouvelle loi doit permettre aux banques suisses de lever le secret bancaire dans le cadre des recherches menées actuellement pour retrouver les titulaires des comptes ouverts avant et pendant la Seconde Guerre mondiale et qui sont restés sans nouvelles depuis, selon M. Krayser.

Cette nouvelle loi doit protéger les droits de la personnalité et de la propriété et devra définir la notion de déshérence en incluant les expériences faites en Suisse et dans d'autres pays.

Le président de l'ASB a estimé que cette réglementation devra s'appliquer à tous les gérants de fortune personnelle: non seulement banques et assurances, mais aussi sociétés fiduciaires, avocats, notaires.

M. Krayser a tenu son discours en présence du ministre suisse des Affaires étrangères, Flavio Cotti, du président de la direction de la Banque nationale suisse, Hans Meyer, et devant quelque 500 banquiers.

ÉTATS-UNIS

La hausse
du chômage n'émeut
pas Wall Street

AGENCE FRANCE-PRESSE

New York — Wall Street a reculé, hier, en raison de prises de bénéfices et d'un net regain de tension sur le marché obligataire après la publication d'un indice d'inflation établi par l'université Columbia.

L'indice Dow Jones des valeurs vedettes a perdu 44,83 points (-0,6 %) à 7822,41. Sur le marché obligataire, le rendement moyen de l'obligation du Trésor à 30 ans, principale référence et qui évolue à l'inverse du prix, est remonté à 6,64 % contre 6,6 % jeudi soir, après la publication d'une hausse à 105,4 en août contre 104,8 en juillet de l'indice d'inflation établi par l'université Columbia.

Ce taux avait initialement reculé à 6,59 % après l'annonce

de la création d'un nombre d'emplois inférieur aux attentes en août et d'une augmentation du taux de chômage.

Le nombre de créations nettes d'emplois s'est établi à 49 000 contre plus de 70 000 attendues et le taux de chômage a progressé à 4,9 % contre un taux inchangé à 4,8 % prévu.

La grève massive des salariés d'United Parcel Service (UPS) a fait régresser les créations d'emplois d'environ 153 000, a précisé le département du Travail.

À Wall Street, les investisseurs ont continué comme jeudi à prendre des bénéfices sur les valeurs vedettes tout en achetant les titres de sociétés plus petites. Les autres indicateurs boursiers ont terminé irrégulièrement, le Nasdaq a gagné 11,1 points à 1635,77 tandis que le S and P 500 a reculé.

Les investisseurs ont continué à prendre des bénéfices sur les valeurs vedettes tout en achetant les titres de sociétés plus petites

EN BREF

Lukoil veut investir
aux États-Unis

Reuter — La compagnie pétrolière russe Lukoil a annoncé hier qu'elle souhaitait investir 240 millions de dollars dans la construction d'un réseau de stations-service aux États-

Unis «Nous souhaitons investir 240 millions de dollars aux États-Unis d'ici l'an 2001», a dit lors d'une conférence de presse le président du numéro un pétrolier russe, Vagit Alekperov. Selon lui, le réseau américain de Lukoil devrait comprendre 2000 stations-service en l'an 2001.

AUTOMOBILE

Afflux de nouveautés au Salon de Francfort

JOHN GILARDI
REUTER

Francfort (Reuter) — Le Salon automobile de Francfort, qui se tiendra du 11 au 21 septembre, permettra aux professionnels et au public de découvrir 33 nouveautés mondiales, dont huit nouveautés européennes, parmi les centaines de véhicules qui y seront exposés.

On est bien loin maintenant, avec cette manifestation considérée comme la plus importante de l'industrie automobile mondiale, du premier salon de l'automobile tenu en Allemagne il y a exactement cent ans, dans les salons de l'hôtel Bristol de Berlin, où l'on avait alors présenté huit «voitures à moteur».

Allemagne

L'un des événements les plus attendus du salon sera le lancement par Volkswagen de la quatrième génération de la Golf, son modèle vedette. Toujours dans le groupe VW, la filiale Audi, dont les récents modèles A3 et A6 sont un succès, a annoncé une surprise qui pourrait être, croit-on, une version roadster de l'Audi TT.

Mercedes présentera son modèle

compact de la nouvelle Classe A, avec lequel il compte concurrencer les Volkswagen Golf et les Opel Astra de General Motors. Le salon permettra aussi la première apparition publique du véhicule de loisirs de la Classe M construit aux États-Unis, aux côtés de ses coupés SLK et CLK.

La marque allemande présentera en outre sa micro-voiture urbaine Smart, fruit d'un partenariat avec l'horloger suisse SMH, qui sera assemblée à l'usine lorraine de Hambach.

Le constructeur munichois BMW dévoilera son coupé deux places dérivé des séries Z et M.

Quant à Porsche, il présentera la nouvelle version, très attendue, de la 911, le modèle qui a fait son succès.

France

Pour le groupe PSA Peugeot-Citroën, si aucun modèle réellement nouveau n'est attendu chez Peugeot, Citroën doit en revanche lancer la Xsara, qui prendra la suite de la ZX.

Chez Renault, c'est dans le bas de la gamme qu'une nouveauté est attendue, le petit véhicule polyvalent Kangoo, à trois portes latérales.

Italie

Fiat présentera une version rajeunie de son modèle compact Punto, ainsi que la Palio, construite au Brésil, qui sera disponible en Europe au milieu de l'an prochain.

Toujours dans le groupe italien, Francfort verra la première apparition, dans la marque Alfa Romeo, de la 156. Ce modèle construit sur une plateforme dérivée de celle de la Fiat Marea vise à concurrencer les BMW de la Série 3.

Suède

Désireux de se lancer à son tour sur le marché des véhicules de loisirs, Volvo présentera un break V70 à quatre roues motrices, de même que la C70 Cabrio, qui sera commercialisée en Europe l'an prochain.

Saab, coentreprise de l'américain General Motors et du groupe suédois Investor, espère attaquer les Audi et les BMW avec son nouveau modèle 9-5 qui sera disponible dans les prochains jours. Dérivée de la Saab 9000, cette voiture constituera le haut de gamme du constructeur suédois.

États-Unis

Opel, la filiale européenne de Ge-

neral Motors, présentera sa nouvelle Astra, également vendue sous la marque britannique Vauxhall, et le premier constructeur mondial exposera aussi une nouvelle version de la Cadillac Seville.

Le numéro deux américain, Ford, mettra en avant son coupé Puma, dont il espère qu'il l'aidera à relancer ses ventes en Europe;

Pour sa part, Chrysler exposera la Jeep Grand Cherokee équipée d'un nouveau moteur de 5,9 litres et l'on pourra voir également sur son stand une petite vedette, à moteur diesel de 1,9 litre, qui vise le marché européen.

Japon

Le japonais Honda exposera un nouveau break Civic, qui sera construit en Grande-Bretagne, ainsi qu'un prototype, le roadster SSM.

Toyota présentera pour sa part sa nouvelle Corolla et a aussi annoncé le lancement d'un petit modèle.

Chez Mazda, la vedette reviendra à son nouveau modèle 626, avec en première mondiale la présentation de la version break de ce modèle.

Mitsubishi dévoilera de son côté une version rajeunie de son 4x4 Pajero.

COURS D'ANALYSE DES GRAPHIQUES
BOURSIERS

Posséder le meilleur outil d'analyse et avoir toute l'information nécessaire pour analyser les titres, c'est le point de départ vers le succès. Encore faut-il avoir une bonne connaissance théorique et pratique des phénomènes provoquant les mouvements boursiers.

Nous vous invitons à venir profiter des 14 ans d'expérience de Michel Carignan en analyse boursière. Ce cours d'une journée est conçu tant pour ceux qui sont au début de leur apprentissage que pour ceux qui veulent raffermir leur stratégie et corriger leurs lacunes.

Au programme:

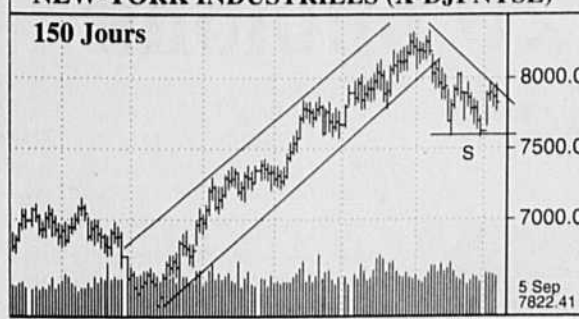
- Comment détecter les revirements haussiers dès leur début.
- Comment définir les tendances, les supports et les résistances.
- Quand et combien d'actions acheter et surtout quand prendre des profits.
- Comment placer les ordres d'achat, d'achat stop, de vente, de vente stop etc...

Partez du bon pied. Réservez dès maintenant votre place au cours d'analyse technique présenté par Michel Carignan le 27 septembre 1997 à Montréal. Le cours débute à 9:00 heures. Le pris de 142,44\$, incluant les taxes, comprend le repas qui est servi de 12:00 à 13:00. Le cours reprend à 13:00 et se termine à 16:00 heures. Tout l'après-midi est consacré à la pratique par simulation. Vous repartirez ensuite avec un test à faire seul pour vérifier vos connaissances et pour mesurer vos chances de succès.

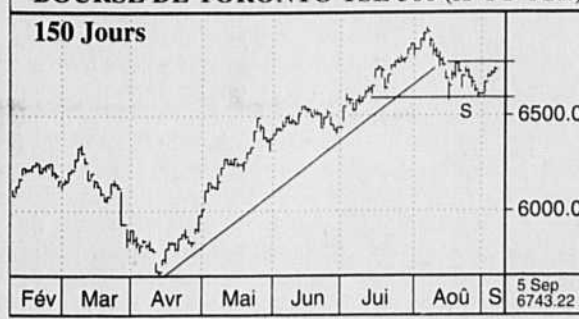
Inscription: (514) 392-1366

COUP D'ÉTAT BOURSIER

NEW-YORK INDUSTRIELS (X-DJI NYSE)



BOURSE DE TORONTO TSE 300 (X-TT TSE)



PÉTROLIÈRES TOR. (X-OG TSE)



PRODUITS INDUSTRIELS TOR. (X-IP TSE)



TRANSPORTS TOR. (X-TR TSE)



DÉTAILS TOR. (X-MR TSE)



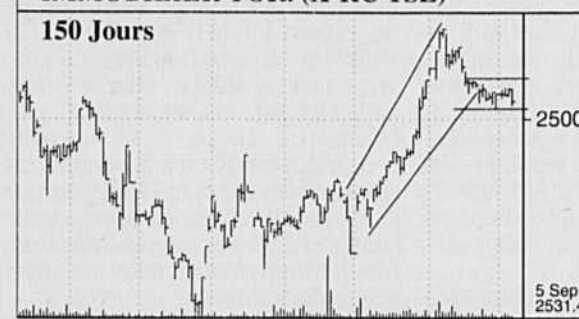
GESTION TOR. (X-MG TSE)



SERVICES FINANCIERS TOR. (X-FS TSE)



IMMOBILIER TOR. (X-RC TSE)



PAPETIÈRES TOR. (X-PF TSE)



AURIFÈRES TOR. (X-GL TSE)



DECISION-PLUS

Séminaire d'information
Obtenez à domicile dans votre ordinateur 5 ans de cotes historiques et les communiqués de presse émis par les compagnies inscrites en Bourse. Venez découvrir comment à partir de 15 minutes de travail par jour vous pouvez savoir exactement la direction du marché et des secteurs et ainsi améliorer dramatiquement votre rendement à la Bourse.
Mercredi le 10 Septembre 1997 à 19:00h
740 Notre-Dame Ouest Bureau 1210
Réservez votre place :
(514)392-1366
<http://www.decisionplus.com>

BOURSE DE MONTRÉAL

	Volume (000)	Ferme	Var. (\$)	Var. (%)
XXM:Indice du marché	15879	3317.17	+3.56	0.1
XCB:Bancaire	6488	5242.33	-19.18	-0.4
XCO:Hydrocarbures	3265	2778.28	+20.07	0.7
XCM:Mines et métaux	3327	2894.33	-	-
XCF:Produits forestiers	975	2907.28	-6.63	-0.2
XCI:Bien d'Équipement	2676	3610.57	+15.16	0.4
XCU:Services publics	3894	3118.96	+53.54	1.7

BOURSE DE TORONTO

	Volume (000)	Ferme	Var. (\$)	Var. (%)
TSE 35	17664	350.97	+0.78	0.2
TSE 100	29958	402.91	+1.23	0.3
TSE 200	18877	432.58	+1.51	0.4
TSE 300	48835	6743.22	+21.16	0.3
Institutions financières	7637	7102.45	-18.91	-0.3
Mines et métaux	3396	4945.92	-8.68	-0.2
Pétroliers	13535	7440.86	+66.86	0.9
Industrielles	6159	4992.42	+22.46	0.5
Aurifères	3317	8053.75	-30.04	-0.4
Pâtes et papiers	2738	5093.59	+21.53	0.4
Consommation	2787	10141.05	+54.85	0.5
Immobilieres	293	2531.48	-20.46	-0.8
Transport	1681	8674.86	+71.40	0.8
Pipelines	622	5707.77	+57.18	1.0
Services publics	2926	5498.71	+51.66	0.9
Communications	986	11828.41	-37.76	-0.3
Ventes au détail	1808	5924.43	+73.24	1.3
Sociétés de gestion	943	9150.40	-18.49	-0.2

BOURSE DE VANCOUVER

Indice général	26272	846.71	+3.53	0.4
----------------	-------	--------	-------	-----

MARCHÉ AMÉRICAIN

	Volume (000)	Ferme	Var. (\$)	Var. (%)
30 Industrielles	51071	7822.41	-44.83	-0.6
20 Transports	5972	2959.53	+9.07	0.3
15 Services publics	7119	235.52	-1.04	-0.4
65 Dow Jones Composé	64163	2460.09	-7.27	-0.3
Composite NYSE	-	484.64	-0.47	-0.1
Indice AMEX	-	0.00	-	-
S&P 500	-	939.35	+13.34	1.4
NASDAQ	-	1635.77	+11.14	0.7

LES PLUS ACTIFS DE TORONTO

Compagnies	Volume (000)	Haut (\$)	Bas (\$)	Ferm. (\$)	Var. (\$)	Var. (%)
POCO PETR LTD	2507	13.65	13.50	13.55	+0.10	0.7
CHAUVOY RES LTD	2135	32.00	31.10	31.50	+0.50	1.6
BCE INC	1837	40.30	39.50	39.95	+0.40	0.8
BANK OF MONTREAL	1536	53.05	51.90	52.10	+0.20	0.4
TOR BK	1239	43.30	42.05	42.60	+0.55	1.3
BOVAR INC	1133	0.69	0.63	0.67	+0.04	6.1
ST GENIEVRE RES	1098	0.81	0.75	0.79	+0.04	5.6
BK OF NOVA SCOTIA	1087	59.35	57.80	58.60	+0.80	1.3
ROYAL BANK OF CANADA	1086	66.50	65.15	65.75	+0.60	0.9
NEWBRIDGE	1004	77.45	75.00	76.85	+1.20	1.6

LES PLUS ACTIFS DE MONTRÉAL

Compagnies	Volume (000)	Haut (\$)	Bas (\$)	Ferm. (\$)	Var. (\$)	Var. (%)
MICRO TEMPUS INC	578	0.90	0.74	0.88	+0.11	14.3
TRANSCOA	321	26.65	26.50	26.55	+0.05	0.2
VASOGEN INC	308	3.20	3.00	3.10	+0.10	3.1
REPAIR ENTR INC	303	0.26	0.25	0.26	-	-
BOMBARDIER INC B	281	28.85	28.25	28.30	-0.25	-0.9
SODISCO-HOWDEN	269	0.10	0.10	0.10	-	-
POCO PETR LTD	255	13.60	13.60	13.60	+0.10	0.7
DOMINION TEXTILE	233	10.75	9.30	10.75	+2.00	22.9
ELAN ENERGY INC	201	10.60	10.55	10.55	+0.05	0.5
FALCONBRIDGE LTD	200	25.40	25.40	25.40	-0.05	-0.2



COMBATTRE LES VIOLATIONS ET NON LES SUBIR

AKTHAM NU'AYSA, TORTURÉ ET CONDAMNÉ À 9 ANS DE PRISON. DÉLIT: DISTRIBUTION D'UN DÉPLIANT DEMANDANT LA LIBÉRATION DES PRISONNIERS POLITIQUES.

AMNISTIE INTERNATIONALE
SECTION CANADIENNE / FRANÇAIS
(514) 766-9766

NOTRE ÉBÉNOMADAIRIE

A										B										C										D														
Volume	Haut	Bas	Clôt.	Var.	52 dern. sem.	Volume	Haut	Bas	Clôt.	Var.	52 dern. sem.	Volume	Haut	Bas	Clôt.	Var.	52 dern. sem.	Volume	Haut	Bas	Clôt.	Var.	52 dern. sem.																					
ABX Can	16000	1280	1180	1180	-0.070	2150	1000					ABX Can	16000	1280	1180	1180	-0.070	2150	1000					ABX Can	16000	1280	1180	1180	-0.070	2150	1000			ABX Can	16000	1280	1180	1180	-0.070	2150	1000			
ABX Can	16000	1280	1180	1180	-0.070	2150	1000					ABX Can	16000	1280	1180	1180	-0.070	2150	1000						ABX Can	16000	1280	1180	1180	-0.070	2150	1000			ABX Can	16000	1280	1180	1180	-0.070	2150	1000		
ABX Can	16000	1280	1180	1180	-0.070	2150	1000					ABX Can	16000	1280	1180	1180	-0.070	2150	1000						ABX Can	16000	1280	1180	1180	-0.070	2150	1000			ABX Can	16000	1280	1180	1180	-0.070	2150	1000		
ABX Can	16000	1280	1180	1180	-0.070	2150	1000					ABX Can	16000	1280	1180	1180	-0.070	2150	1000						ABX Can	16000	1280	1180	1180	-0.070	2150	1000			ABX Can	16000	1280	1180	1180	-0.070	2150	1000		
ABX Can	16000	1280	1180	1180	-0.070	2150	1000					ABX Can	16000	1280	1180	1180	-0.070	2150	1000						ABX Can	16000	1280	1180	1180	-0.070	2150	1000			ABX Can	16000	1280	1180	1180	-0.070	2150	1000		
ABX Can	16000	1280	1180	1180	-0.070	2150	1000					ABX Can	16000	1280	1180	1180	-0.070	2150	1000						ABX Can	16000	1280	1180	1180	-0.070	2150	1000			ABX Can	16000	1280	1180	1180	-0.070	2150	1000		
ABX Can	16000	1280	1180	1180	-0.070	2150	1000					ABX Can	16000	1280	1180	1180	-0.070	2150	1000						ABX Can	16000	1280	1180	1180	-0.070	2150	1000			ABX Can	16000	1280	1180	1180	-0.070	2150	1000		
ABX Can	16000	1280	1180	1180	-0.070	2150	1000					ABX Can	16000	1280	1180	1180	-0.070	2150	1000						ABX Can	16000	1280	1180	1180	-0.070	2150	1000			ABX Can	16000	1280	1180	1180	-0.070	2150	1000		
ABX Can	16000	1280	1180	1180	-0.070	2150	1000					ABX Can	16000	1280	1180	1180	-0.070	2150	1000						ABX Can	16000	1280	1180	1180	-0.070	2150	1000			ABX Can	16000	1280	1180	1180	-0.070	2150	1000		
ABX Can	16000	1280	1180	1180	-0.070	2150	1000					ABX Can	16000	1280	1180	1180	-0.070	2150	1000						ABX Can	16000	1280	1180	1180	-0.070	2150	1000			ABX Can	16000	1280	1180	1180	-0.070	2150	1000		
ABX Can	16000	1280	1180	1180	-0.070	2150	1000					ABX Can	16000	1280	1180	1180	-0.070	2150	1000						ABX Can	16000	1280	1180	1180	-0.070	2150	1000			ABX Can	16000	1280	1180	1180	-0.070	2150	1000		
ABX Can	16000	1280	1180	1180	-0.070	2150	1000					ABX Can	16000	1280	1180	1180	-0.070	2150	1000						ABX Can	16000	1280	1180	1180	-0.070	2150	1000			ABX Can	16000	1280	1180	1180	-0.070	2150	1000		
ABX Can	16000	1280	1180	1180	-0.070	2150	1000					ABX Can	16000	1280	1180	1180	-0.070	2150	1000						ABX Can	16000	1280	1180	1180	-0.070	2150	1000			ABX Can	16000	1280	1180	1180	-0.070	2150	1000		
ABX Can	16000	1280	1180	1180	-0.070	2150	1000					ABX Can	16000	1280	1180	1180	-0.070	2150	1000						ABX Can	16000	1280	1180	1180	-0.070	2150	1000			ABX Can	16000	1280	1180	1180	-0.070	2150	1000		
ABX Can	16000	1280	1180	1180	-0.070	2150	1000					ABX Can	16000	1280	1180	1180	-0.070	2150	1000						ABX Can	16000	1280	1180	1180	-0.070	2150	1000			ABX Can	16000	1280	1180	1180	-0.070	2150	1000		
ABX Can	16000	1280	1180	1180	-0.070	2150	1000					ABX Can	16000	1280	1180	1180	-0.070	2150	1000						ABX Can	16000	1280	1180	1180	-0.070	2150	1000			ABX Can	16000	1280	1180	1180	-0.070	2150	1000		
ABX Can	16000	1280	1180	1180	-0.070	2150	1000					ABX Can	16000	1280	1180	1180	-0.070	2150	1000						ABX Can	16000	1280	1180	1180	-0.070	2150	1000			ABX Can	16000	1280	1180	1180	-0.070	2150	1000		
ABX Can	16000	1280	1180	1180	-0.070	2150	1000					ABX Can	16000	1280	1180	1180	-0.070	2150	1000						ABX Can	16000	1280	1180	1180	-0.070	2150	1000			ABX Can	16000	1280	1180	1180	-0.070	2150	1000		
ABX Can	16000	1280	1180	1180	-0.070	2150	1000					ABX Can	16000	1280	1180	1180	-0.070	2150	1000						ABX Can	16000	1280	1180	1180	-0.070	2150	1000			ABX Can	16000	1280	1180	1180	-0.070	2150	1000		
ABX Can	16000	1280	1180	1180	-0.070	2150	1000					ABX Can	16000	1280	1180	1180	-0.070	2150	1000						ABX Can	16000	1280	1180	1180	-0.070	2150	1000			ABX Can	16000	1280	1180	1180	-0.070	2150	1000		
ABX Can	16000	1280	1180	1180	-0.070	2150	1000					ABX Can	16000	1280	1180	1180	-0.070	2150	1000						ABX Can	16000	1280	1180	1180	-0.070	2150	1000			ABX Can	16000	1280	1180	1180	-0.070	2150	1000		
ABX Can	16000	1280	1180	1180	-0.070	2150	1000					ABX Can	16000	1280	1180	1180	-0.070	2150	1000						ABX Can	16000	1280	1180	1180	-0.070	2150	1000			ABX Can	16000	1280	1180	1180	-0.070	2150	1000		
ABX Can	16000	1280	1180	1180	-0.070	2150	1000					ABX Can	16000	1280	1180	1180	-0.070	2150	1000						ABX Can	16000	1280	1180	1180	-0.070	2150	1000			ABX Can	16000	1280	1180	1180	-0.070	2150	1000		
ABX Can	16000	1280	1180	1180	-0.070	2150	1000					ABX Can	16000	1280	1180	1180	-0.070	2150	1000						ABX Can	16000	1280	1180	1180	-0.070	2150	1000			ABX Can	16000	1280	1180	1180	-0.070	2150	1000		
ABX Can	16000	1280	1180	1180	-0.070	2150	1000					ABX Can	16000	1280	1180	1180	-0.070	2150	1000						ABX Can	16000	1280	1180	1180	-0.070	2150	1000			ABX Can	16000	1280	1180	1180	-0.070	2150	1000		
ABX Can	16000	1280	1180	1180	-0.070	2150	1000					ABX Can	16000	1280	1180	1180	-0.070	2150	1000						ABX Can	16000	1280	1180	1180	-0.070	2150	1000			ABX Can	16000	1280	1180	1180	-0.070	2150	1000		
ABX Can	16000	1280	1180	1180	-0.070	2150	1000					ABX Can	16000	1280	1180	1180	-0.070	2150	1000						ABX Can	16000	1280	1180	1180	-0.070	2150	1000			ABX Can	16000	1280	1180	1180	-0.070	2150	1000		
ABX Can	16000	1280	1180	1180	-0.070	2150	1000					ABX Can	16000	1280	1180	1180	-0.070	2150	1000						ABX Can	16000	1280	1180	1180	-0.070	2150	1000			ABX Can	16000	1280	1180	1180	-0.070	2150	1000		
ABX Can	16000	1280	1180	1180	-0.070	2150	1000					ABX Can	16000	1280	1180	1180	-0.070	2150	1000						ABX Can	16000	1280	1180	1180	-0.070	2150	1000			ABX Can	16000	1280	1180	1180	-0.070	2150	1000		
ABX Can	16000	1280	1180	1180	-0.070	2150	1000					ABX Can	16000	1280	1180	1180	-0.070	2150	1000						ABX Can	16000	1280	1180	1180	-0.070	2150	1000			ABX Can	16000	1280	1180	1180	-0.070	2150	1000		
ABX Can	16000	1280	1180	1180	-0.070	2150	1000					ABX Can	16000	1280	1180	1180	-0.070	2150	1000						ABX Can	16000	1280	1180	1180	-0.070	2150	1000			ABX Can	16000	1280	1180	1180	-0.070	2150	1000		
ABX Can	16000	1280	1180	1180	-0.070	2150	1000					ABX Can	16000	1280	1180	1180	-0.070	2150	1000						ABX Can	16000	1280	1180	1180	-0.070	2150	1000			ABX Can	16000	1280	1180	1180	-0.070	2150	1000		
ABX Can	16000	1280	1180	1180	-0.070	2150	1000					ABX Can	16000	1280	1180	1180	-0.070	2150	1000						ABX Can	16000	1280	1180	1180	-0.070	2150	1000			ABX Can	16000	1280	1180	1180	-0.070	2150	1000		
ABX Can	16000	1280	1180	1180	-0.070	2150	1000					ABX Can	16000	1280	1180	1180	-0.070	2150	1000						ABX Can	16000	1280	1180	1180	-0.070	2150	1000			ABX Can	16000	1280	1180	1180	-0.070	2150	1000		
ABX Can	16000	1280	1180	1180	-0.070	2150	1000					ABX Can	16000	1280	1180	1180	-0.070	2150	1000						ABX Can	16000	1280	1180	1180	-0.070	2150	1000			ABX Can	16000	1280	1180	1180	-0.070	2150	1000		

• ALPHABÉTISATION •

Les nouveaux analphabètes

FRANÇOIS NORMAND
LE DEVOIR

Depuis le début des années 70, les sociétés sont en profonde mutation: l'information devient de plus en plus la nouvelle matière première du développement économique à partir de laquelle un pays pourra créer de la richesse. Les sociétés, particulièrement occidentales, sont passées d'une économie centrée sur la transformation des matières à une économie où le travail d'émission, de saisie, de traitement et d'analyse de l'information occupe une place grandissante. D'ores et déjà, il est indéniable que le savoir sous toutes ses formes deviendra, dans un proche avenir, la principale ressource des pays.

À la lumière de ce constat, on comprend l'urgence nécessaire d'aider les personnes victimes d'analphabétisme, dans un contexte où les autoroutes de l'information sont au centre des enjeux sociaux et culturels de demain. Les citoyens de toutes les sphères de la société sont touchés par les changements que provoquent dans la vie de tous les jours les nouvelles technologies de l'information et des communications.

Un risque d'exclusion «technologique» pèse par conséquent sur ceux qui n'auront pas les ressources (financières, matérielles ou personnelles, telles les compétences liées à l'écrit et à l'auto-apprentissage) leur permettant d'avoir accès à l'information qui circule sur l'autoroute de l'information et de la traiter.

Bien que l'évolution rapide des technologies de l'informatique et des communications crée un risque d'exclusion sociale, elle a, en même temps, créé de nouvelles possibilités pour la promotion de l'alphabétisation. Parmi l'ensemble des provinces canadiennes, l'Ontario fait d'ailleurs figure de pionnière en ce qui a trait à l'aménagement d'une infrastructure électronique pour favoriser l'alphabétisation.

En janvier 1995, le Secrétariat national à l'alphabétisation (SNA) — un organisme fédéral — a tenu un «dialogue» national, pour reprendre son expression, sur l'alphabétisation et la technologie. «Les participants ont dit considérer les technologies de télécommunications comme une grande priorité des milieux d'alphabétisation», peut-on lire dans un rapport intitulé *Création d'une infrastructure électronique pour soutenir la communauté de l'alphabétisation au Canada* (juin 1996). Les besoins en communications des milieux de l'alphabétisation ont été évalués dans trois études:

■ **le Rapport de CVC: Évaluation des besoins relativement à une infrastructure électronique pour soutenir la communauté canadienne de l'alphabétisation**, étude réalisée par l'organisme Conseils et Vérification Canada (CVC) pour le compte du Secrétariat national à l'alphabétisation (1996).

■ **le Rapport Blain: Rapport des entrevues de groupes tenues en Ontario et au Québec**, étude commandée par le Secrétariat national à l'alphabétisation et réalisée avec l'appui du ministère québécois de l'Éducation et du Conseil ontarien de formation et d'adaptation de la main-d'œuvre (1996).

■ **l'enquête du COFAM: Enquête sur les outils informatiques utilisés en Ontario par les organismes francophones d'alphabétisation des adultes**, étude menée par Mike Kelly pour le compte du Conseil ontarien de formation et d'adaptation de la main-d'œuvre (1995). Cette enquête a essentiellement porté sur le matériel informatique que l'on trouve sur le terrain, mais elle a également servi à évaluer d'autres besoins et priorités.

À la lumière de ces trois rapports, le Secrétariat national de l'alphabétisation a élaboré une stratégie comportant trois éléments fondamentaux: *primo*, offrir aux organismes d'alphabétisation les moyens de se procurer des outils informatiques; *secundo*, rationaliser les services d'infrastructure déjà offerts; *tertio*, prendre les mesures nécessaires pour soutenir l'infrastructure une fois qu'elle sera en place.

Un tel système de télécommunication pourrait fournir à la communauté canadienne de l'alphabétisation divers services:

■ la gamme des services de communication d'Internet, y compris le courrier électronique et des forums (ou groupes) de discussion qui tourneraient uniquement autour des sujets

qui intéressent les milieux canadiens de l'alphabétisation;

■ la facilité d'accès, grâce à une interface conviviale commune;

■ un soutien à l'utilisateur sur trois plans différents: assistance technique, formation et applications nouvelles de la technologie;

■ des services auxiliaires tels que le suivi et l'échange de statistiques, démarche de travail, comme les demandes de subventions, et suivi des personnes dirigées;

■ la formation à distance: cours ou programmes offerts aux «élèves», aux alphabétisateurs ou aux administrateurs;

■ des ressources pour la rédaction en commun des documents.

Les politiques en retard

Les recherches menées démontrent que les organismes d'alphabétisation francophone de l'Ontario sont parmi les organismes d'alphabétisation francophone canadiens les mieux équipés en télécommunication. Au Québec, la situation n'est guère reluisante puisque les équipements adaptés pour la télécommunication sont quasi inexistantes. Seulement 11 % — on doit cependant tenir compte d'une marge d'erreur de plus ou moins 4 % — des organismes d'alphabétisation utilisent la télématique. À ce chapitre, le Québec a aussi un retard comparativement au Nouveau-Brunswick. Pour analyser le phénomène de l'application des nouvelles technologies en matière d'alphabétisation, et identifier des pistes de solution pour remédier à la situation, trois enquêtes ont été menées:

■ **Étude de faisabilité-Rapport synthèse**, étude produite par François Blain et Hélène Tremblay de l'organisme *La Boîte à projets*.

■ **le Rapport des entrevues de groupes tenues en Ontario et au Québec: Évaluation des besoins d'une infrastructure électronique pour soutenir la communauté canadienne de l'alphabétisation**, rapport réalisé par le Secrétariat national à l'alphabétisation (18 mars 1996).

■ **l'état de la situation des NTIC (nouvelles technologies de l'information et des communications) dans les organismes d'alphabétisation du Québec**, enquête réalisée par François Blain et Hélène Tremblay de l'organisme *La Boîte à projets* (septembre 1996).

Ces trois enquêtes révèlent qu'au Québec, près des trois quarts des organismes d'alphabétisation, ayant participé à la recherche, ont accès à des micro-ordinateurs — la majorité de ces appareils se retrouvent dans les commissions scolaires. Ils servent autant à la gestion qu'à la pédagogie. Malheureusement, la télématique est peu connue et peu utilisée dans les services d'alphabétisation des commissions scolaires et dans les groupes d'alphabétisation populaire autonome.

Plusieurs éléments expliquent cette lacune: d'une part, les centres d'alphabétisation ne sont pas reliés à l'infrastructure, de l'autre, les agents d'alphabétisation connaissent mal les possibilités de la télématique, ses enjeux et son utilité en éducation. Malgré cela, l'intérêt pour cette technologie est présent et significatif, concluent dans l'ensemble les trois rapports. Il se manifeste pour l'application de la télématique à la gestion, mais dans une moindre mesure à la pédagogie. C'est là qu'il faut corriger le tir.

À ce propos, les orientations du gouvernement du Québec et du ministère de l'Éducation permettent d'entrevoir bientôt d'importants développements des technologies de l'information et des communications dans le domaine de l'éducation au Québec. Or, en matière d'alphabétisation, la télématique en est à l'étape d'introduction.

Pour corriger la situation, le comité aviseur recommande que la Direction de la formation générale des adultes du Québec mette progressivement en place un réseau télématique, sur une période de trois ans, reliant l'ensemble des organismes d'alphabétisation au Québec et au sein de la francophonie canadienne. Pour ce faire, il faudra prévoir l'achat de micro-ordinateurs, l'achat de dispositifs de communication, l'achat d'une trousse de logiciels et d'un logiciel de communication, l'accès au réseau Internet, des frais de télécommunication, un encadrement administratif ainsi que des ressources de formation et de soutien techniques et pédagogiques. Total estimé de cette vaste opération: 2,2 milliards de dollars.

Par-delà la lecture et l'écriture

Savoir lire ne signifie pas nécessairement comprendre le sens de ce qu'on lit

CLAIRE HARVEY
COLLABORATION SPÉCIALE

L'alphabétisme, ce n'est pas seulement apprendre à lire et à écrire. C'est utiliser les écrits tout au long de sa vie pour fonctionner dans la société, atteindre ses objectifs et parfaire ses connaissances. Voilà une des conclusions du rapport de l'enquête internationale sur l'alphabétisation des adultes (EIAA) intitulé *Lire l'avenir: un portrait de l'alphabétisme au Canada*.

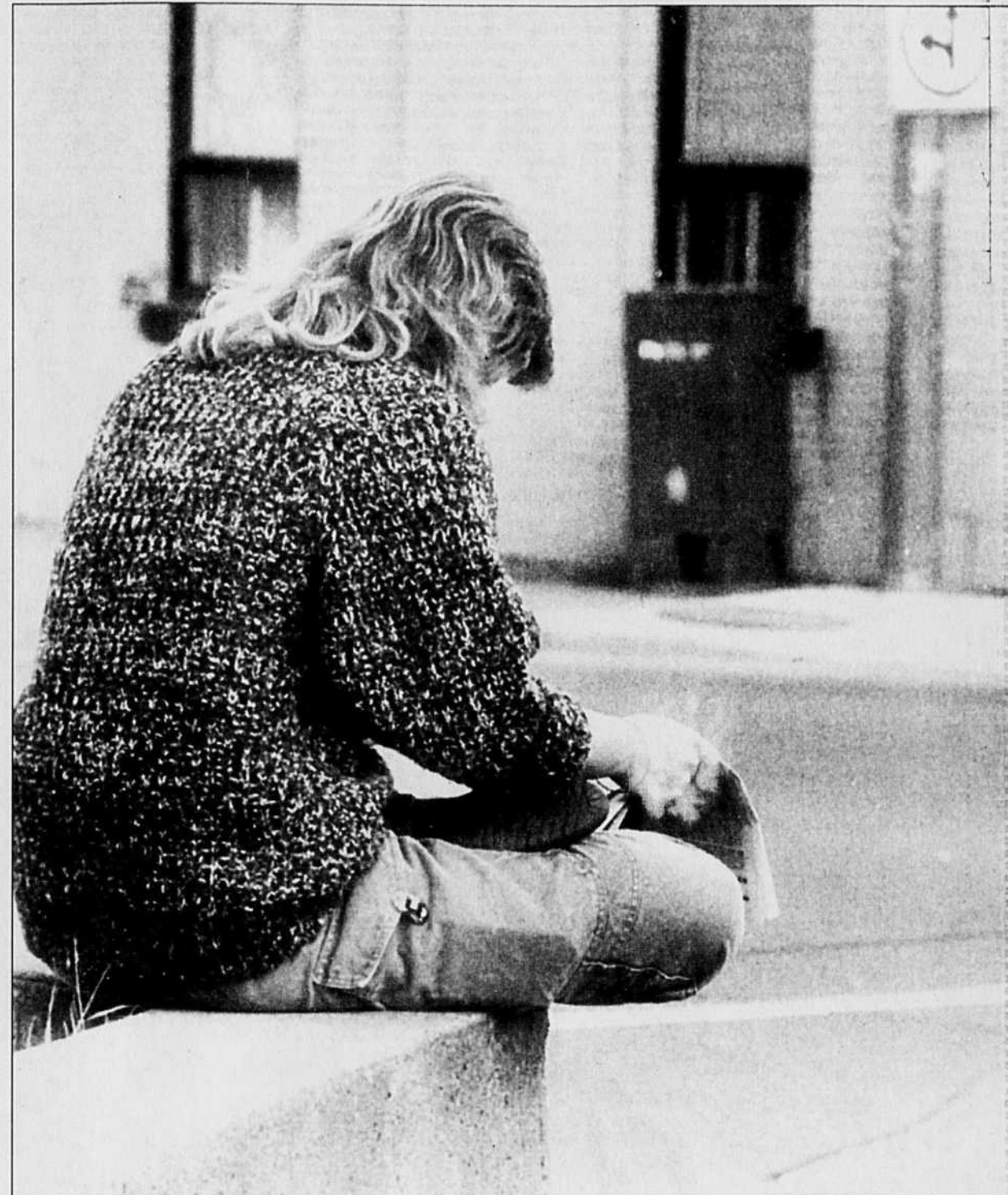
Ce rapport se fonde sur les données de l'enquête internationale sur l'alphabétisation des adultes *Littérature, économie et société*, menée en 1994 par Statistique Canada en collaboration avec l'Educational Testing Service aux États-Unis, l'Organisation de coopération de développement économiques (OCDE), l'Unesco et l'Eurostat. Publié en septembre 1996, le volet canadien trace le portrait de l'alphabétisme au moyen de divers indicateurs démographiques, comme l'âge, le niveau de scolarité, la profession et le revenu.

Cinq capacités de lecture ont été retenues, à partir de la complexité des tâches à effectuer. Par exemple, au premier niveau, les répondants devaient utiliser les directives données sur une bouteille pour déterminer la dose d'aspirine recommandée, tandis qu'au cinquième ils devaient trouver deux éléments de réponse cachés dans le texte d'une annonce d'un service des ressources humaines. On a mesuré ces capacités de lecture d'après trois sources de documents: les textes suivis (journaux, revues et romans), les textes schématiques (tableaux, listes et plans) et les textes au contenu quantitatif, comportant des opérations mathématiques.

Selon les résultats de l'EIAA, le Québec se classe au dernier rang canadien, avec en moyenne 29 % des adultes de 16 à 69 ans ayant un niveau 1 de capacité (le plus faible niveau de compréhension). Viennent ensuite les provinces de l'Atlantique (25,3 %), suivies de l'Ontario (20 %) et des provinces de l'Ouest (18,3 %). Sur le plan international, le Québec devance la Pologne de 22 points et se compare aux États-Unis. Mais les Québécois sont loin derrière les citoyens des autres pays membres de l'OCDE qui ont participé à l'enquête, soit la Suède, l'Allemagne, les Pays-Bas et la Suisse.

Interpréter avec prudence

Sylvie Roy, consultante en recherche et en formation à la Direction de la formation générale des adultes au ministère de l'Éducation, signale qu'il faut cependant interpréter les statistiques relatives au Canada avec prudence. «Le volet canadien de l'EIAA n'a pas été conçu pour comparer le classement relatif des Canadiens



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

Après la fin des études, les capacités de lecture peuvent se détériorer lorsqu'elles ne sont pas utilisées.

de l'Ouest par rapport à ceux de l'Est. L'échantillon de quelque 5660 répondants est réparti inégalement entre les provinces, de sorte que les données manquent de précision».

Si de telles imprécisions ont pour effet de diminuer les différences statistiquement significatives, le volet canadien permet cependant de confirmer un fait important. Il met en relief la relation étroite entre la scolarité et l'alphabétisme, puisqu'environ neuf adultes sur dix ayant moins de huit ans de scolarité se classent au niveau le plus faible pour les trois textes. Reste

que ce rapport est loin d'être absolu, car plus du tiers de la population a des capacités supérieures ou inférieures à ce que prédit le modèle statistique.

Comme le fait remarquer Hélène Tremblay, vice-présidente de la Fédération canadienne pour l'alphabétisation en français (FCAF), l'alphabétisme ne se résume pas à l'ensemble des capacités acquises à l'école. Après la fin des études, les capacités de lecture peuvent se détériorer lorsqu'elles ne sont pas utilisées. En revanche, on peut les accroître en augmentant la fréquence et la variété des pratiques de lecture.

Les résultats de l'EIAA prouvent aussi que le degré d'alphabétisme varie sensiblement avec l'âge des répondants, c'est-à-dire que les capacités de lecture sont meilleures chez les plus jeunes, qui sont aussi les plus scolarisés, que chez les personnes âgées de 65 ans. À cela s'ajoutent de nombreux facteurs sociaux, familiaux et culturels. En général, les personnes peu scolarisées ont des capacités de lecture faibles, moins de chances de travailler, des revenus moindres et peu d'occasions de lire. Ces personnes ont rarement accès aux programmes de formation en milieu de travail pour parfaire leurs connaissances. On comprendra que leurs enfants ont peu de chances de s'initier au langage écrit en bas âge et d'avoir à l'école une attitude positive envers la lecture.

Pas d'amélioration

Au-delà de ce sombre constat, l'EIAA permet de constater que la situation ne s'est guère améliorée depuis l'enquête sur les capacités de lecture et d'écriture utilisées quotidiennement (ECLEUQ), menée par Statistique Canada en 1989 auprès de 9455 adultes de 16 à 69 ans. On peut tout au plus dire que la situation semble s'être stabilisée, ce qui signifie que les mesures mises de l'avant au cours des dernières années n'ont pas donné les résultats espérés.

À preuve, on enregistre depuis quatre ans une baisse constante du nombre de personnes inscrites à des cours d'alphabétisation dans les com-

missions scolaires du Québec. En 1995-1996, quelque 19 272 adultes ont suivi des cours d'alphabétisation, alors qu'en 1991-1992 le nombre d'inscriptions atteignait 31 657.

Même en ajoutant les quelque 3000 adultes qui fréquentent les organismes d'éducation populaire autonome et d'alphabétisation, force est de constater qu'on ne répond qu'à une infime partie des besoins. Le Québec compte encore plus de 900 000 adultes ayant des capacités de lecture extrêmement limitées. Il s'agit d'un Québecois sur sept (incluant les nouveaux-nés), ce qui est un vrai scandale pour une société industrialisée.

Pour mieux rejoindre les analphabètes, la FCAF explore diverses avenues, comme la pédagogie de projet dans les classes d'alphabétisation ou la formation en entreprise. La pédagogie de projet consiste à faire en sorte que les adultes tirent des avantages immédiats de leurs apprentissages. Par exemple, dans le cadre d'un projet cafétéria, les adultes apprendront à lire les recettes, calculer les ingrédients et gérer leur budget. Ils pourront ensuite transférer ces apprentissages dans d'autres sphères de leur vie.

Comme le souligne Hélène Tremblay, il reste que les commissions scolaires et les groupes populaires en alphabétisation ne pourront relever le défi que pose l'alphabétisme, sans le soutien de la famille, de l'école, des organismes communautaires, du milieu culturel et des entreprises.

C'est pourquoi à l'occasion de la Journée internationale de l'alphabétisation, le 8 septembre, on organise diverses manifestations pour sensibiliser le grand public. Les Partenaires en alphabétisation du Québec lanceront un concours provincial d'affiches auprès des écoles primaires et secondaires et dans les établissements qui offrent de la formation de base aux adultes. Le 7 septembre, le Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec (RPAQ) attirera de nouveau l'attention du public sur un plan national, qui avait déjà été proposé l'an dernier, visant à prévenir et combattre l'analphabétisme.



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

Lire et comprendre ce qui est inscrit sur les produits d'usage courant n'est pas à la portée de tous les Canadiens.



LES ENSEIGNANTES ET LES ENSEIGNANTS
DES SYNDICATS MEMBRES DE LA
FÉDÉRATION AUTONOME DU COLLÉGIAL
1259, rue Berri • Bureau 400
Montréal (Qc) H2L 4C7
Tél. : (514) 848-9977
Télec. : (514) 848-0166
Internet : fac@lafac.qc.ca

Pour vaincre l'analphabétisme L'ÉTAT DOIT S'INVESTIR

déjà
10
ans

• ALPHABÉTISATION •

Quand les régions se concertent

LINDA BOUTIN
COLLABORATION SPÉCIALE«**N**ous ne sommes pas officiellement un organisme de pression», précise d'emblée Renée Nor-

mandin, membre du comité de coordination de l'Équipe interrégionale en alphabétisation. N'en déplaise à sa représentante, son organisme a tout de même du poids auprès du ministère de l'Éducation ou de la Direction de la

formation générale aux adultes. À preuve: les fonctionnaires consultent ses membres sur les questions de perfectionnement des formateurs, du recrutement des adultes, du développement des stratégies, etc. «C'est vrai

qu'on est un interlocuteur important, reconnaît Mme Normandin. Nous sommes importants parce que nous sommes sur le terrain.»

Réunissant des représentants de groupes populaires et de commis-

sions scolaires des neuf régions du Québec depuis déjà 15 ans, l'Équipe interrégionale en alphabétisation ne saurait disparaître. Elle encourage la circulation de l'information d'une région à une autre. Pourtant, les représentants régionaux ne se rencontrent que deux fois par année. Le reste du temps, ils se téléphonent ou se téléco- pient. Le principal du travail se réalise surtout aux tables de concertation régionales.

Grâce à l'Équipe interrégionale, le personnel enseignant de la région de l'Abitibi est au courant de ce qui se passe chez les collègues des autres régions. Soit que l'expertise de ceux-ci leur donne des idées, soit que la leur serve d'exemple. «Si l'Équipe interrégionale n'existait pas, les régions trouveraient ça pénible. L'expérience nous a démontré qu'il est très difficile de fonctionner seul dans son coin», conclut Renée Normandin.

Il n'y a pas d'âge pour apprendre, pour s'alphabétiser



ARCHIVES LE DEVOIR

En alphabétisation, les bienfaits de la prévention ne sont visibles qu'au bout d'une longue période.

Et si on parlait de prévention

LINDA BOUTIN
COLLABORATION SPÉCIALE

C'est en 1992 que Cécile Cloutier a cofondé le Collectif de recherche pédagogique en vue de prévenir l'analphabétisme et le décrochage scolaire. «Je trouvais qu'on n'en avait que pour la formation en alphabétisation. On oubliait tout le volet préventif.» La douzaine de membres du Collectif de recherche pédagogique, en grande majorité des professionnelles du milieu de l'éducation, gagnent petit à petit du terrain. Mais il y a toutefois loin de la coupe aux lèvres. «Il est difficile de convaincre les intervenants du milieu des bienfaits de la prévention, car les résultats ne sont visibles qu'au bout d'une longue période», déplore Cécile Cloutier.

En collaboration avec des membres du Groupe de recherche action préventif de la ville de Québec, aujourd'hui dissout, cette ancienne enseignante et conseillère pédagogique a conçu des ateliers puis des guides d'animation destinés aux clien-

tèles des garderies, des écoles élémentaires, des CLSC ou des centres de formation aux adultes. Intitulé *La main dans la main*, ce projet pédagogique est surtout offert aux familles défavorisées, et peut être donné par le personnel des organismes qui ont suivi au préalable une formation. La littérature jeunesse occupe une place majeure dans l'enseignement du Collectif. «On met l'accent sur l'amour du livre versus la réussite scolaire», précise Cécile Cloutier.

Le Collectif de recherche pédagogique ne manque pas d'idées ni d'audace. Cet automne, il compte lancer un magazine pour la clientèle alphabète du Québec. Caractères immenses, pages aérées, illustrations nombreuses, textes rédigés de façon simple, le premier numéro de *Autrement dit* devrait être en kiosque à la fin novembre. On souhaite que cette revue puisse également servir de matériel pédagogique. Un projet un peu fou, non? «Je crois que nous sommes des missionnaires un peu folles», répond du tac au tac Cécile Cloutier.

Tactique politique

LINDA BOUTIN
COLLABORATION SPÉCIALE

C'est beau d'enseigner à écrire et à lire aux adultes, mais si les organismes de formation n'agissent auprès des décideurs, le taux d'analphabétisme demeurera élevé parmi la population québécoise. C'est du moins ce que croient les représentants du Regroupement des organismes populaires en alphabétisation au Québec (RGPAQ).

Créé en 1981, le Regroupement a vu croître le nombre de ses adhérents au fil des ans. D'une vingtaine qu'ils étaient, l'organisme a atteint dernièrement le cap des soixante-dix membres.

Le dernier boom remonte en 1994. «Le ministre de l'Éducation de l'époque, Jean Garon, avait injecté des fonds dans la création d'organismes régionaux. Dans la seule région Beauce-Appalaches, par exemple, près d'une dizaine d'organismes populaires ont vu le jour», se souvient Martin-Pierre Nombé, agent de liaison au RGPAQ.

Pour faire partie du Regroupement, l'organisme communautaire doit épouser sa philosophie, c'est-à-dire croire que l'analphabétisme est davantage une affaire de société qu'une affaire d'individu. Un trait commun parmi les membres: la volonté d'impliquer les participants dans leur organisation. «La personne ne fait pas que prendre des cours d'alphabétisation, elle participe également aux diverses activités telles que le conseil d'administration, la gestion du café-rencontre, etc.», explique Martin-Pierre Nombé.

Si l'alphabétisation fait aujourd'hui partie du discours politique, ce serait en grande partie grâce aux multiples actions du Regroupement menées au-

près des différents paliers gouvernementaux. Le RGPAQ se mêle à tous les dossiers touchant de près ou de loin la pauvreté, car ne l'oublions pas, l'analphabétisme frappe presque uniquement les couches défavorisées.

L'an dernier seulement, le Regroupement s'est prononcé sur les réformes de l'éducation, de l'aide sociale et de l'assurance-chômage. Même si l'alphabétisation a gagné des points parmi la classe politique, il reste toujours des sceptiques. «Il y a encore bien des préjugés, soupire Martin-Pierre Nombé. Par exemple, le gouvernement provincial conteste le taux d'analphabétisme avancé par Statistique Canada.»

Documents pédagogiques

Quand les membres du Regroupement ne sont pas en train de cogiter sur une question sociale, ils conçoivent des documents pédagogiques en collaboration avec des professeurs d'université. Outre les organismes communautaires, leurs ouvrages sont également distribués dans les classes d'alphabétisation offertes par les commissions scolaires. Les titres les plus populaires: *L'évaluation de l'apprentissage* et *Agir ensemble démocratiquement*.

Le Regroupement regorge d'informations. Besoin de connaître le taux d'analphabétisme en France? Vous dénicheriez la réponse au centre de documentation du Regroupement, situé dans le même immeuble que la Fondation québécoise pour l'alphabétisation, rue Berri. Subventionné par le ministère de l'Éducation, le Regroupement roule avec une équipe de cinq employés. L'an dernier, les organismes communautaires du RGPAQ ont ouvert leurs portes à quelque 5000 personnes analphabètes.

Fédération canadienne pour l'alphabétisation en français

235, chemin Montréal, bureau 205, Vanier (Ontario) K1L 6C7
Téléphone : (613) 749-5333 Télécopieur : (613) 749-2252
Courrier électronique : alpha@fcaf.franco.ca
Adresse Internet : www.franco.ca/alpha/



• ALPHABÉTISATION •

Les entreprises s'engagent

RÉGINALD HARVEY
COLLABORATION SPÉCIALE

Dans le milieu des affaires et de l'entreprise, une nouvelle forme d'alphabétisation des travailleurs voit graduellement le jour au fur et à mesure que les progrès technologiques remodelent les façons de faire. Le temps de l'adaptation inévitable aux réalités d'une production réinventée est arrivé.

Dorénavant, les formateurs s'appliquent à évaluer en priorité et avec précision le type de formation pratique qui convient le mieux au travailleur pour évoluer efficacement dans son nouvel environnement de travail. Par la suite, il s'agit pour eux de développer les compétences de base de tout un chacun afin d'harmoniser leurs interventions à l'ensemble de la production.

Des exigences nouvelles

Jean-Paul Barré est président et directeur général des Industries Lassonde (les jus Oasis et Rougemont), une entreprise agroalimentaire québécoise qui compte 550 employés et dont le chiffre d'affaires annuel oscille autour des 160 millions de dollars. M. Barré évoque les presque 80 ans d'histoire de la compagnie pour illustrer à quel point les exigences ont changé quant au degré de connaissance requis de la part de la main-d'œuvre. Dans les années soixante et soixante-dix, fait-il observer, «on engageait de bons travailleurs», sans trop se soucier de leur bagage de savoir.

Aujourd'hui, le travail manuel a presque complètement disparu de nos usines pour faire place aux ordinateurs et à des machines programmables de plus en plus sophistiquées. Des connaissances de base sont nécessaires pour accéder à la formation technique ou mécanique qui rend possible l'utilisation de ces outils de travail. Avec le temps, les travailleurs se sont vus confier de nouvelles responsabilités et les rapports à rédiger sont devenus monnaie courante dans tous les départements. Voilà pourquoi, depuis environ quatre ou cinq ans, chez Lassonde, la formation est planifiée, organisée, systématique et continue.

Jean-Paul Barré insiste sur l'importance de disposer d'une équipe de formateurs à l'intérieur même de l'entreprise. D'autant plus que, «dans notre cas, dit-il, les procédés de production



ARCHIVES LE DEVOIR

Aujourd'hui le travail manuel a presque complètement disparu de nos usines, pour faire place à des machines programmables de plus en plus sophistiquées.

présentent un caractère unique, qui exige l'utilisation combinée de machines de haute technologie aussi bien européennes qu'américaines.» La compagnie compte donc parmi son personnel des techniciens spécialisés et des universitaires en mesure de dispenser à leurs collègues de la formation technique plus pointue, dans des locaux spécialement aménagés à cette fin.

«Il faut démystifier la complexité du savoir, en montrant le pourquoi et le comment des choses. Peu importe leur niveau de formation au départ, il est surprenant de constater à quel point, quand ils le veulent bien, bon nombre de travailleurs démontrent une grande facilité à apprendre», conclut Jean-Paul Barré.

Un programme pour les entrepreneurs

Selon une telle vision et en vertu d'un tel engagement, il n'est donc pas étonnant de constater que le pdg de Lassonde soit devenu le porte-parole du regroupement des treize commissions scolaires de la Montérégie, qui ont conçu le programme de formation de base «Atout» à l'intention des entrepreneurs de la région. Hélène Tremblay, coordonnatrice du programme pour les services de l'éducation aux adultes de ces commissions scolaires, explique qu'il a fallu recourir à des données américaines et australiennes pour, dans un premier temps, identifier les compétences de base qui sont demandées aux travailleurs dans un monde du travail renouvelé. A partir de quoi, après validation auprès de la clientèle, les ser-

vices ont élaboré des modules de formation qui comprennent, mais aussi qui dépassent largement la problématique écriture, lecture, calcul.

Elle précise qu'il est aujourd'hui nécessaire pour le travailleur de naviguer dans des activités intellectuelles qui sont raisonnables, comme «apprendre à apprendre» et reconnaître une réalité virtuelle. Face au phénomène du départ marqué des cadres intermédiaires, ce travailleur doit de plus en plus développer ses capacités de gérer du temps, de l'argent et des ressources, voire celles de devenir un formateur à l'interne. L'employé ne peut plus se contenter d'exécuter, il doit posséder les compétences pour contribuer avec ses collègues à l'ensemble du processus de production.

Selon Mme Tremblay, il n'est pas toujours facile de vendre un tel concept aux entreprises qui ne sont pas toutes rendues au point de négocier le virage technologique. D'où l'utilité de s'associer avec une entreprise reconnue du milieu, pour former un partenariat visant à la promotion et à la diffusion du programme Atout.

Jusqu'à maintenant, six entreprises se sont jointes au programme et la diversité de leurs besoins laisse voir la pertinence du champ des compétences de base identifiées par les responsables des services de l'éducation aux adultes. A l'un ou l'autre endroit, la formation pourra, selon le cas, porter tour à tour aussi bien sur l'écriture, la lecture et le calcul que sur la gestion du temps, le travail d'équipe, les prises de décisions ou les apprentissages.

Pour le droit des adultes à l'éducation

LOUISE JACQUES
COLLABORATION SPÉCIALE

Voilà plus de cinquante ans que l'Institut canadien d'éducation des adultes (ICEA) se bat pour que les francophones d'ici puissent retourner apprendre, ou continuer à le faire lorsqu'ils sont devenus adultes.

«Bien qu'ayant évolué avec le temps, notre mission a toujours été centrée sur la promotion de l'éducation aux adultes et du droit des adultes à l'éducation», confirme Lina Trudel, directrice de l'ICEA. Il le fait notamment en effectuant des tâches de recherche et d'analyse stratégique, en assumant des fonctions de liaison, de concertation, de représentation et d'intervention publique, en développant et en diffusant des outils adaptés à la réalité des adultes.

Loin de travailler en vase clos, l'ICEA se veut plutôt le carrefour de quelque 80 organismes ou individus nantis d'une mission éducative: des universités aux commissions scolaires, des grandes centrales syndicales aux médias, des organismes de solidarité internationale ou communautaires aux centres d'alphabétisation.

«Notre priorité, c'est d'élargir l'accès à la formation aux personnes les plus démunies, les moins scolarisées», poursuit Lina Trudel.

Il est de plus en plus connu que l'alphabétisation ne passe pas uniquement par la scolarisation, mais par la mise en place de tout un environnement qui permet d'éviter l'analphabétisme de retour, c'est-à-dire la perte des acquis par manque de pratique. Par conséquent, ce n'est pas d'hier que l'ICEA se préoccupe d'alphabétisme. Ainsi, en 1981, l'Institut soutenait la mise sur pied du Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec (RGPAQ). «Nous avons défendu sa reconnaissance et son apport auprès de l'État», rappelle Mme Trudel.

A l'automne 1989, son séminaire pancanadien En toutes lettres et en français débouchait sur la création de la Fédération francophone de l'alphabétisation. L'année suivante, conjointement avec la CEQ et le RGPAQ, l'Institut organise un colloque portant sur les droits des personnes analphabètes.

Déjà, en 1989, avec Relais-femmes et le Centre d'orientation et de formation des femmes en recherche d'emploi, l'ICEA invitait les femmes à identifier et à valoriser leurs compétences. Ce projet, *Question de compétences*, sera par la suite adapté de façon à servir l'ensemble des adultes mal à l'aise avec l'écrit. Conséquemment, l'ICEA s'est consacré à l'élaboration d'ateliers, aujourd'hui validés, qui amènent le participant à prendre conscience qu'il vaut beaucoup mieux s'il ne sait ni lire, ni écrire.

«Nous partons du principe que les personnes analphabètes sont intelligentes, possèdent des savoirs acquis de l'expérience, mais restent en situation de dévalorisation, poursuit la directrice. Mais outre l'écrit formel, un ensemble de compétences génériques sont très en demande au niveau du travail: le sens de l'organisation, celui des responsabilités, la débrouillardise... Reconnaître ses compétences aide à rebâtir la confiance en soi et peut servir de levier pour se mettre en processus d'alphabétisation.»

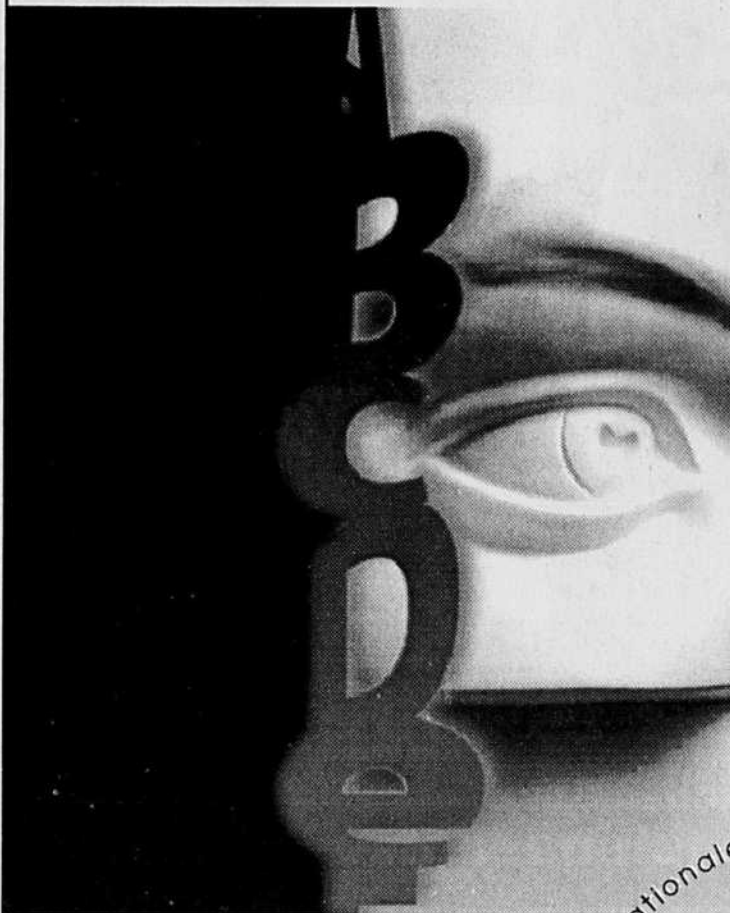


ARCHIVES LE DEVOIR

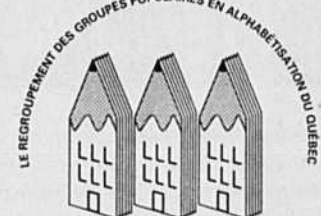
Reconnaître ses compétences aide à rebâtir la confiance en soi et peut servir de levier pour entreprendre une démarche d'alphabétisation.

L'analphabétisme en progression au Québec

Au moins
1,3 million
d'adultes
analphabètes
en 1997



Septembre 1997

31^e Journée internationale de l'alphabétisation

Un meilleur climat de travail lié aux apprentissages

RÉGINALD HARVEY
COLLABORATION SPÉCIALE

Au printemps de 1994, cadres et employés de l'usine Kraft de Mont-Royal se lançaient dans un audacieux programme de formation qui allait toucher plus de 200 des quelque 1250 travailleurs de l'entreprise, et être couronné d'un prix d'excellence aux «Mercuriades du commerce» au printemps 1995, à Montréal. Au total, Kraft Canada compte quelque 4000 travailleurs au pays, dont plus de la moitié sont à l'œuvre au Québec dans ses deux usines de Mont-Royal et de LaSalle.

Après une période de mise en veilleuse, au début de 1996, pour faire le point et en raison d'un mouvement naturel significatif dans le roulement du personnel, le plan de formation, baptisé «Clé», est actuellement en phase de relance et devrait reprendre incessamment.

Selon Lucille Doiron, conseillère pédagogique au CREP (Centre de ressources en éducation populaire de la Commission des écoles catholiques de Montréal), qui a pris en charge, chez Kraft, les opérations du programme Clé, le mandat du Centre auprès des entrepreneurs consiste à offrir soit en dehors des murs, soit sur les lieux de travail, de la formation sur mesure donnant accès à une formation plus technique. Dans les interventions auprès des entreprises, la pierre angulaire réside le plus souvent dans le rafraîchissement des connaissances de base reliées aux aspects pratiques du travail.

Il s'agit d'une approche pédagogique particulière qui prend son véritable éclairage au moment où la conseillère trace le portrait suivant des opérateurs qui œuvrent dans les grandes usines montréalaises: ils ont en moyenne 45 ans, ont acquis

quelque 25 ans d'expérience, et leur degré de scolarisation se situe autour de la neuvième et dixième année. Il est donc nécessaire d'adopter, selon cette réalité, un positionnement de formation qui se situe à un niveau autre que celui de la formation technique.

Par la suite, fort d'une remise à jour de son savoir de base et ainsi mieux outillé, le travailleur pourra accéder à des formations plus mécaniques et techniques, qui sont devenues indispensables dans les contextes de travail actuels.

Au delà de la mise à jour des connaissances de base liées au travail, ce programme, notamment en raison du recrutement du personnel de formation à l'intérieur même de l'usine, a grandement contribué au rapprochement entre les employés. Cette vaste opération de dépoussiérage du savoir a également largement servi à créer un climat de confiance et de respect en milieu de travail.

Denis Bellemare, directeur de la performance organisationnelle chez Kraft Canada, et Lise Saint-Arnaud, directrice des communications internes, reconnaissent tous les deux que, pour mener l'opération à bon port, il fallait que les employés ne se sentent pas menacés et éprouvent un sentiment de respect. Dans un tel environnement, dès le départ en 1994, les participants ont manifesté un goût commun de s'engager dans un processus d'amélioration de leurs connaissances. Les deux cadres constatent que les travailleurs ont puisé dans cette expérience une nouvelle confiance en eux et dans l'entreprise.

Une expérience d'envergure

Lucille Doiron — pour qui il s'agit d'un premier mandat de ce genre — affirme que tous les participants au projet Clé sont montés à bord du bateau avec enthousiasme. Ils étaient conscients que les enjeux étaient énormes et qu'il s'agissait de jamais vu au Québec que de faire intervenir massivement des gens de l'interne dans une formation s'étendant à la grandeur de l'usine et se déroulant aussi bien de jour que de nuit sur une base de 24 heures sur 24.

Les 1200 travailleurs ont été rencontrés par groupes restreints de cinq à huit personnes pour recevoir des explications sur le projet. Au terme de ces séances d'information et d'évaluation, quelque 250 candidats à la formation ont été identifiés. Entre-temps, environ 80 formateurs internes étaient repérés et formés. Durant toute la durée des opérations, le Centre des ressources se chargeait de la préparation du matériel pédagogique et de la coordination des opérations en collaboration avec des personnes ressources de l'entreprise.

Denis Bellemare de Kraft Canada évalue que, durant les deux années de durée du programme, les personnes visées ont reçu une moyenne annuelle de 60 heures de formation. Il calcule que la compagnie a versé la somme de 1000 \$ par travailleur pour défrayer les coûts d'un tel projet. Après un an d'interruption, la relance du programme Clé s'annonce prometteuse. Lucille Doiron explique que, durant ce temps d'arrêt, les énergies ont été centrées sur la recherche et le développement pour identifier les façons de bonifier le programme. D'ores et déjà il est acquis, selon elle, qu'il sera désormais possible de mieux évaluer les besoins dans un espace de temps réduit et de combler plus rapidement ceux-ci en vertu d'un cadre mieux défini.

lire écrire compter

lire écrire compter

lire écrire compter

lire écrire compter

lire écrire compter

lire écrire compter

lire écrire compter

lire écrire compter

lire écrire compter

lire écrire compter

lire écrire compter

lire écrire compter

lire écrire compter

lire écrire compter

ON CONÇOIT MAL qu'une personne puisse participer pleinement à la vie de la société si elle ne sait lire, écrire, compter.

C'est pourquoi le gouvernement du Québec attache tant d'importance à sa responsabilité envers ceux et celles qui, pour toutes sortes de raisons, n'ont pas accès au monde de la connaissance. Le ministère de l'Éducation entend donc maintenir, avec l'aide de ses partenaires, les efforts de longue date qu'il poursuit dans le domaine de l'alphabétisation. Il ne saurait en être autrement dans une société généreuse et égalitaire.

Québec

La ministre de l'éducation,

PAULINE MAROIS

• ALPHABÉTISATION •

Toujours plus haut, toujours plus loin

LINDA BOUTIN
COLLABORATION SPÉCIALE

Créée en 1990 dans la foulée de l'année internationale de l'alphabétisation, la Fondation québécoise pour l'alphabétisation avait reçu au départ de ses membres le mandat de populariser la formation auprès des personnes analphabètes et de sensibiliser la population québécoise au problème des adultes qui ne savent ni lire ni écrire. Pour ce faire, elle a développé une foule d'activités de sensibilisation souvent greffées à des activités de financement, et mis sur pied la ligne téléphonique Info-Alpha. Ses projets ont porté fruit: rien que l'année dernière, environ 3000 hommes et femmes analphabètes ont téléphoné à la ligne Info-Alpha pour obtenir, notamment, de l'aide ou le nom d'un centre de formation.

Mais selon les membres de la Fondation, ce chiffre demeure encore trop peu élevé. Au cours des prochaines années, on vise à doubler le nombre de personnes référées aux 275 organismes communautaires ou commissions scolaires qui dispensent une formation en alphabétisation. En vue d'une plus grande accessibilité auprès de sa clientèle, la Fondation québécoise pour l'alphabétisation offre depuis peu de nouveaux services.

Dès la fin de septembre, les bénévoles des services de référence accueilleront leur clientèle dans les locaux de la Fondation situés rue Berri, dans le centre-ville de Montréal. «De plus en plus de gens arrêtaient chez nous pour se renseigner sur nos services. On s'est dit: "pourquoi ne pas offrir un service de dépannage?",» rapporte Sophie Labrecque, directrice générale de la Fondation. Afin de faciliter les démarches des nouveaux usagers qui manquent souvent de confiance en eux, les bénévoles leur



ARCHIVES LE DEVOIR

La Fondation québécoise pour l'alphabétisation offrira bientôt des services de référence aux employés désirant inscrire leur personnel faiblement scolarisé à des cours de lecture, d'écriture et de calcul.

proposent le service «limousine», qui consiste à les accompagner de façon étroite.

De plus, la Fondation compte bientôt offrir des services de référence aux employés faiblement scolarisés à des cours de lecture, d'écriture et de comptage. «Depuis l'entrée en vigueur de la loi portant sur la formation professionnelle, des chefs d'entreprise nous téléphonent pour connaître le nom des centres de formation aux adultes», dit Sophie Labrecque.

Depuis peu, la Fondation a ajouté une nouvelle corde à son arc: une campagne de financement à l'échelle provinciale. La partie s'annonce toutefois difficile. Comment se démarquer

parmi la soixantaine de fondations qui défendent des causes aussi valables que l'alphabétisation? «Pendant un an, nous avons mis un voile sur nos activités financières afin de développer des stratégies d'approche», explique la directrice générale de la Fondation. C'est de septembre à octobre que la campagne de financement battra son plein. Une activité qui nécessitera les énergies de plusieurs centaines de bénévoles. Nous souhaitons recueillir 100 000 \$ auprès des entreprises privées et du grand public. Une somme qu'on compte par la suite investir dans des projets innovateurs destinés à une clientèle faiblement scolarisée, ce qui paraît-il ne manque pas!

Numéro de la ligne Info-Alpha: 1-800-361-9142

L'alphabétisation familiale

Toute activité de la vie quotidienne qui peut contribuer à la découverte du langage écrit est à encourager

DENYSE PERREAULT
COLLABORATION SPÉCIALE

François Blain et Hélène Tremblay ont rêvé d'un monde «idéel». Un monde où l'hôpital, le CLSC et les organismes de santé publique... l'école, la bibliothèque et la commission scolaire... la municipalité et les groupes communautaires utiliseraient — dans le cadre de leurs activités quotidiennes et sans qu'il en coûte un sou de plus — des moyens simples pour contribuer à l'éveil des enfants d'âge préscolaire au langage écrit, en leur donnant le goût du livre et de la lecture.

Du même souffle, on aiderait les parents à se rendre compte de l'importance de leur rôle de premiers éducateurs dans la vie de leurs enfants, tout en leur offrant les outils nécessaires pour le mieux accomplir. Et ce, même s'ils sont analphabètes.

François Blain est agent de développement pour De A à Z, on s'aide!, projet dont Hélène Tremblay a la charge. Et leur monde «idéel» est actuellement en cours d'expérimentation dans un quartier défavorisé de Longueuil qui compte 5000 habitants, dont 365 enfants de moins de quatre ans. Subventionné par la Direction de la formation générale des adultes du ministère de l'Éducation du Québec, ce projet pilote en alphabétisation familiale, entrepris il y a deux ans, se déroule sous la maîtrise d'œuvre de la commission scolaire Jacques-Cartier, en collaboration avec plus d'une dizaine d'organismes communautaires et publics de Longueuil.

Ensemble, autrement

Des recherches ont démontré qu'il ne suffit pas de s'adresser aux adultes pour redresser les torts causés par l'analphabétisme. D'où l'élaboration, aux États-Unis et en Angleterre, d'une approche familiale reposant sur une maxime simple: mieux vaut prévenir que guérir. Autre prémisses importante: la prévention est l'affaire de tous. «Toute activité de la vie quotidienne qui peut contribuer à la découverte du langage écrit, à l'amélioration et au maintien des capacités de lecture et d'écriture des enfants comme des parents, dans quelque lieu que ce soit, est à encourager», fait remarquer Hélène Tremblay. Des actions de prévention peuvent être menées à la maison, à l'hôpital, durant une clinique de vaccination, à l'école, à la bibliothèque, durant une réunion de parents...

Cette mission à caractère collectif devrait en somme être intégrée dans la vocation quotidienne de chaque établissement ou personne concernée... tout en tenant compte d'une réalité économique contraignante où l'on demande à tout le monde de faire plus avec moins ou avec peu.

De A à Z, on s'aide! consiste en cinq activités qui s'échelonnent sur quatre ans, dès la naissance d'un enfant. «Certains ateliers conçus par le CLSC, la Direction de la santé publique de la Montérégie ou la Commission scolaire sont par exemple gérés par divers organismes communautaires», résume Hélène Tremblay. Le secteur des adultes de la Commission scolaire subventionne les activités de formation des parents, la municipalité en défraie les coûts auprès des enfants. Et le reste à l'avenant... Autrement dit, De A à Z, on s'aide! veut faire ensemble et autrement. C'est le phénomène de la concertation dans sa version la plus active.

Pourquoi intervenir si tôt dans la vie d'un enfant? «Il y a des moments charnières durant la petite enfance, répond François Blain; des temps forts où la sensibilité des parents au changement de leur enfant est très grande, comme après l'accouchement, lors des premiers pas ou de l'entrée à l'école... En brisant la routine, ces changements créent une brèche dans laquelle on peut insérer des activités très simples et très concrètes. Il y a des gens qui sont bien placés pour le faire tout naturellement. Nous cherchons également à créer une continuité dans les organismes touchés, afin que notre programme en arrive à faire partie des meubles et à se poursuivre, même en cas de changement de personnel. Pour nous, il s'agit d'un objectif majeur.»

Apprendre à apprendre

«Cette continuité est à mon sens encore assez difficile à obtenir et, dans un proche avenir, nous allons nous attaquer à cette lacune courante en alphabétisation, commente Cécile Cloutier, présidente du Collectif de recherche pédagogique, établi à Sillery. À quoi sert de subventionner des expériences si on laisse ensuite dormir sur les tablettes des outils qui ont fait leurs preuves?»

Pour permettre aux enfants comme aux parents de mieux apprendre à apprendre en utilisant le livre, le collectif a déjà expérimenté deux activités. Dans «Grandir avec les livres» on les manipule; on va à la bibliothèque pour apprendre à chercher; l'enfant crée même son livre personnalisé. Pour offrir «Les contes sur roues», on rassemble quelques mères avec leurs enfants. Petit à petit, une animatrice apprend aux mamans à devenir elles-mêmes animatrices, c'est-à-dire à raconter une histoire.

«Le livre est bien sûr un outil de développement pour l'enfant, souligne Mme Cloutier. Mais c'est aussi un moyen de communication privilégié entre le parent et son enfant. Il permet aux adultes peu ou pas alphabétisés, de constater qu'ils en savent bien plus qu'ils ne le supposaient à propos de leur enfant. Ce qui leur donne davantage confiance en eux et en leurs capacités. Une personne à qui on n'a jamais lu de contes durant son enfance n'aura pas tendance à le faire... jusqu'à ce qu'elle constate l'effet que cela peut avoir sur son enfant à qui elle souhaite donner toutes les chances.»

A l'heure actuelle, le Collectif en est au stade du débroussaillage avec une expérience qui touchera sous peu les familles immigrantes. On utilisera la littérature québécoise pour les jeunes, plus facile d'approche, pour leur permettre de faire connaissance avec notre culture et, inversement, la littérature enfantine d'ailleurs sera présentée aux parents québécois, toujours dans l'esprit de l'alphabétisation familiale qui ne veut pas séparer la famille du milieu dans lequel elle vit. (Pour informations sur ces trois activités: (418) 682-0262)

Lentement mais sûrement, ces projets font des petits. Conseiller pédagogique au Centre d'éducation pour adultes Lescage, de Thetford Mines, Jean-Yves Desjardins ira bientôt répertorier ce qui existe dans les provinces de l'Ouest et les Territoires, où cette approche est d'ores et déjà répandue auprès des familles francophones. «Dans un contexte minoritaire, dit-il, la famille est le principal pivot de la langue. Mais rien n'interdit d'échanger nos connaissances et d'adapter certains programmes aux besoins des familles québécoises.» Pour M. Desjardins et son équipe, il n'est certes pas question de réinventer la roue. Mais simplement de contribuer à la faire tourner...

LA référence.

Le Correcteur 101 analyse, corrige, explique!

- Vérificateur orthographique et typographique
- Correction grammaticale et syntaxique
- Dictionnaire intégré: définitions et synonymes
- Intégration: Microsoft Word 95 (7.0) et 96 (8.0), Coopération: Pagemaker, QuarkXpress, ClarisWorks, WordPerfect et Eudora
- Correction du courrier électronique
- Messagerie Internet intégrée
- Le seul logiciel de correction adapté aux pages Web en format HTML



<http://www.machinasapiens.com>

CDEACF
Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine

Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine souhaite à toute la communauté d'alphabétisation beaucoup de succès dans son travail.

1265, rue Berri, bureau 340, Montréal, Québec H2L 4X4.

Téléphone: (514) 844-3674

Télécopie: (514) 844-1598

Courriel électronique: cdeacf@cam.org. Internet: <http://www.cam.org/~cdeacf>

LA COLLECTION

Son fonds documentaire informatisé comprend plus de 23 000 livres, 1 000 dossiers thématiques, 1 300 revues et bulletins et près de 300 vidéocassettes et microfilms. Le CDEACF gère les productions IFPCA (Initiatives fédérales provinciales conjointes en Alphabétisation).

Le CDEACF offre au grand public les services suivants:

- la documentation spécialisée et diversifiée
- la production et la distribution de bibliographies.
- un bulletin des nouvelles acquisitions
- La formation
- La consultation

Si vous voulez devenir membre ou désirez un service, contactez le CDEACF.

L'alphabétisation

Qu'en disent les personnes apprenantes ?

L'alphabétisation, ça m'a aidé beaucoup, ça m'a amené tellement de choses. Je suis contracteur et j'ai appris à calculer. Je peux faire mes contrats et calculer rapidement. L'alphabétisation m'a donné la fierté et la confiance en moi.

Léo Martel du Yukon, 46 ans

Moi, j'ai fait de l'alphabétisation familiale. Ça m'a montré comment c'était important de lire en français.

Murielle Elliott de la Saskatchewan, 34 ans

L'alphabétisation, c'est fantastique. Quelqu'un qui a des difficultés à lire et à écrire, l'alphabétisation est là pour lui. Il n'est jamais trop tard.

Berthe Lajoie du Manitoba, 55 ans

L'alphabétisation m'a permis d'avancer en mathématique et en français. La chaleur du groupe m'a ouvert les portes pour pouvoir être à mon aise.

Marcelle Girard du Québec, 50 ans

J'avais 33 ans quand j'ai fait de l'alphabétisation. J'ai amélioré mon écriture. Maintenant, j'ai plus confiance en moi.

Louise Desbien des Territoires du Nord Ouest, 38 ans

L'alpha ça me permet d'avoir une vie meilleure. J'apprends des choses que je n'ai pas apprises à l'école, comme de travailler à l'ordinateur.

Sarah Gallant de l'Île-du-Prince-Édouard

Des groupes qui ont à coeur l'alphabétisation en français

Pluri-elles (Manitoba) Inc.
674, rue Langevin
Saint-Basile (Manitoba) R2H 2W4
Tél.: (204) 233-1735 Téléc.: (204) 233-0277
Cour. élec.: pluri-el@cafnet.mb.ca

Service fransaskois
d'éducation des adultes
Collège Mathieu
Gravelbourg (Saskatchewan) S0H 1X0
Tél.: (306) 648-3129 Téléc.: (306) 648-2295
Cour. élec.: sfea.cdavault@sk.sympatico.ca

Éducentric
1575, 7^e Avenue ouest
Vancouver (Colombie-Britannique) V6J 1S1
Tél.: (604) 736-6112 Téléc.: (604) 736-4661
Cour. élec.: francv@educentric.com

Équipe interrégionale en
alphabétisation
3575, boul. St-Laurent, Bureau 535
Montréal (Québec) H2X 2T7
Tél.: (514) 287-9004 Téléc.: (514) 287-9108
Cour.élec.: dumamp@infobahnot.com

Fédération Franco-Ténoise
C.P. 1325
Yellowknife (Territoires du Nord Ouest) X1A 2N9
Tél.: (403) 920-2919 Téléc.: (403) 873-2158
Cour. élec.: ft@franco-nord.com

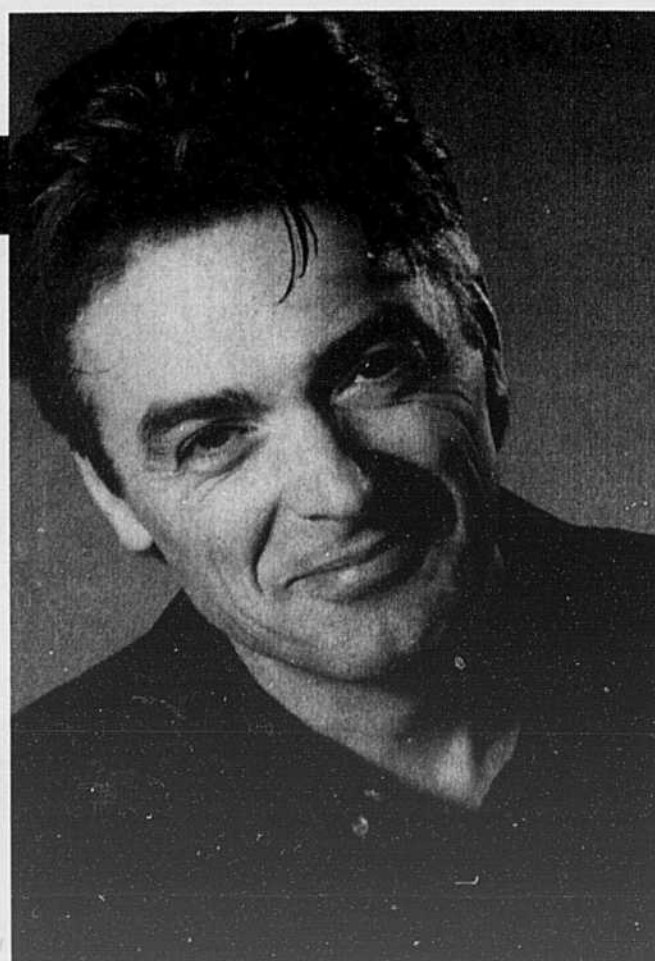
Société éducative de
l'Île-du-Prince-Édouard
48, chemin Mill, C.P. 159
Wellington (Île-du-Prince-Édouard) C0B 2E0
Tél.: (902) 854-3010 Téléc.: (902) 854-3011
Cour. élec.: sucolette@wellington.ccfne.ns.ca

Association Franco-Yukonnaise
C.P. 5205
Whitehorse (Yukon) Y1A 4Z1
Tél.: (403) 668-2663 Téléc.: (403) 668-3511
Cour. élec.: francogk@knet.yk.ca

Réseau national d'action
éducation femmes
1173, chemin Cyrville, Bureau 306
Gloucester (Ontario) K1J 7S6
Tél.: (613) 741-9978 Téléc.: (613) 741-3805
Cour. élec.: rnaef@sympatico.ca

Je joins ma voix
à celle des
adultes qui
s'alphabétisent.

Daniel Lavoie,
auteur-compositeur-interprète
et porte-parole de
l'alphabétisation en français



Téléphone: 985-3344
Télécopieur: 985-3340

AVIS PUBLICS

Sur Internet:
www.offres.ledevoir.com

Suite des avis de la page C 4

Canada, Province de Québec, District de Montréal, Cour du Québec (Chambre civile). No de cause: 500-22-003921-973. BRIAN SHER, SAISSANT VS 2993-5455 QUÉBEC INC. FASIR, MARBRE ET GRANIT EUROPA INC. & ALS, SAISIS. Le 17 septembre 1997, à 10h00, au lieu d'entente de la saisie, au 8143 de la RUE PASCAL-GAGNON EN LA VILLE ST-LEONARD, DISTRICT DE MONTRÉAL, seront vendus par autorité de Justice, les biens et les effets des saisis en cette cause: Lot de feuilles de marbre et de granite; escalier mobile en métal; lot de fils en métal; etc. Montréal, le 04 SEPTEMBRE 1997, VALERIE MORIN H.J., District de Montréal. VALADE & ASSOCIES, 875-9499.

Canada, Province de Québec, District de Montréal, Cour Municipale de Montréal. No de cause: 647 858 223, 648 074 711. VILLE DE MONTRÉAL, SAISSANT VS NHAÏLY MARCELLE, SAISIS. Le 01 OCTOBRE 1997 à 11h15, au domicile du saisi, 11 930 BOUL LACADIE EN LA VILLE ET DISTRICT DE MONTRÉAL, seront vendus par autorité de Justice, les biens et effets des saisis en cette cause: véhicule Audi 5000 1984 beige; système de son «Technics»; magnéscope «Sony»; horloge grand-père noir et gris; etc. Montréal, le 04 septembre 1997, MARTINA PETER H.J., District de Montréal. VALADE & ASSOCIES, 875-9499.

Canada, Province de Québec, District de Montréal, Cour Municipale de Montréal. No 997 080 101. VILLE DE MONTRÉAL, SAISSANT VS ALEXANDRE MOUSTAKI, SAISIS. Le 24 SEPTEMBRE 1997 à 10h00, au domicile du saisi, 3910 EDMOND ST-GERMAIN EN LA VILLE DE ST-HUBERT ET DISTRICT DE MONTRÉAL, seront vendus par autorité de Justice, les biens et effets des saisis, en cette cause: mini chaîne stéréo «Sanyo»; amplificateur «Nikko»; Tapdeck «Nakamichi»; «Panasonic»; etc. Montréal, le 04 septembre 1997, PIERRE THIBOUTOT H.J., District de Montréal. VALADE & ASSOCIES, 875-9499.

Canada, Province de Québec, District de Montréal, Cour Municipale de Montréal. No de cause: 620 157 904, 636 850 686. VILLE DE MONTRÉAL, SAISSANT VS ANDREAS AKIS DIMITRI, SAISIS. Le 10 OCTOBRE 1997 à 10h15, au domicile du saisi, 5005 BOUL NOTRE-DAME EN LA VILLE DE CHOMÉDIE ET DISTRICT DE LAVAL, seront vendus par autorité de Justice, les biens et les effets des saisis, en cette cause: télévision «Belcor»; magnéscope «VHS»; ordinateur «Olivetti» et acc.; système de son «Sharp»; piano électrique, etc. Montréal, le 4 septembre 1997, MARTINA PETER H.J., District de Montréal. VALADE & ASSOCIES, 875-9499.

Canada, Province de Québec, District de Montréal, Cour Municipale de Ste-Anne-de-Bellevue. No: C3467-5673, C3467-56723, C3467-56734. VILLE DE STE-ANNE-DE-BELLEVUE, SAISSANT VS JEAN-YVES LEBLANC, SAISIS. Le 1ER OCTOBRE 1997 à 11h00, au domicile du saisi, PLACE THIMENS EN LA VILLE DE ST-LAURENT ET DISTRICT DE MONTRÉAL, seront vendus par autorité de Justice, les biens et les effets des saisis en cette cause: 16 tables avec base en métal et dessus en bois noir et matrice gris; 1 petit évier enroulé 12 po. en stainless steel; 1 petit bar réfrigéré à 2 portes en bois et acc.; 1 machine à glace. Et autres biens saisis en cette cause. Conditions: ARGENT COMPTANT. CAMILLE BERNARD, huissier, 397-9277, Montréal, le 03 septembre 1997, GRENIER & ASS., HUISSIER.

Province de Québec, District de MONTRÉAL COUR DU QUÉBEC. No: 500-02-035926-968. ALEXANDRE ET RIJUX INC. demanderesse -vs- RUCCOLO OTTAVIO, défenderesse. Le 18 septembre 1997, à 10h30 de l'avant-midi, AU LIEU D'ENTREPOSAGE du défendeur, au no 8670A, 10e AVENUE, en la cité de MONTRÉAL, district de Montréal, seront vendus par autorité de Justice, les biens et effets du défendeur, saisis en cette cause, consistant en: 16 tables avec base en métal et dessus en bois noir et matrice gris; 1 petit évier enroulé 12 po. en stainless steel; 1 petit bar réfrigéré à 2 portes en bois et acc.; 1 machine à glace. Et autres biens saisis en cette cause. Conditions: ARGENT COMPTANT. CAMILLE BERNARD, huissier, 397-9277, Montréal, le 03 septembre 1997, GRENIER & ASS., HUISSIER.

CANADA, PROVINCE DE QUÉBEC, DISTRICT DE LAVAL. No: 500-05-023668-963. CANOES-977, COUR DU QUÉBEC. CHA HONG KIM ET AL. Partie demanderesse C. SYLVAIN BRUNEAU, Partie défenderesse. AVIS PUBLIC: est par la présente, donné que les effets mobiliers de la partie défenderesse saisis en cette cause seront vendus au: 1000, LAVAL, APP 417, LAVAL DIT DISTRICT, à 10h00, le 18 septembre 1997, à savoir: un véhicule automobile de marque Mazda gris et acc.; un bureau en bois 3 tiroirs, 1 porte; un télécouleur 20"; et acc. LESQUELS EFFETS seront vendus pour ARGENT COMPTANT ou au plus offrant et dernier enchérisseur. Donné à Laval, ce 2 septembre 1997, ERIC LATRAVERSE, huissier de Justice. LATRAVERSE ET ASS., HUISSIERS, 1717, St-Martin Ouest, suite 255, Laval, Québec, H7S 1H2. Tél: (514) 978-8869. Fax: (514) 978-9013.

CANADA, PROVINCE DE QUÉBEC, DISTRICT DE LONGUEUIL, COUR MUNICIPALE DE LA PRAIRIE. No: 97-

016345. VILLE DE LA PRAIRIE, Partie demanderesse -vs- ROCH DUBÉ, Partie défenderesse. Le 19e jour de septembre 1997 à 10h00, au 285, LONGTIN, app 4, LA PRAIRIE, Qc, district de Longueuil, seront vendus par autorité de Justice les biens et effets de: ROCH DUBÉ. Saisis en cette cause, consistant en: 1 Véhicule de marque Mazda 323 1989 de couleur blanc avec 4 portes, plaque 365 ALV, série #JM1BF2228K0301863 et acc. CONDITIONS: ARGENT COMPTANT. GILBOURCHE VISE, Information: RICHARD LAURIN, Huissier du district de Longueuil. (514)465-4650 GAUCHER, HUISSIERS, 558, Notre-Dame, bureau 102, Saint-Lambert, Québec, J4P 2K7.

CANADA, PROVINCE DE QUÉBEC, DISTRICT DE LONGUEUIL, COUR MUNICIPALE DE CHAMBLY. No: C96-113882. VILLE DE CHAMBLY, Partie demanderesse -vs- BENOIT BELANGER, Partie défenderesse. Le 18e jour de septembre 1997 à 10h00, au 2345, CH. BELLERIVE, CARIGNAN, Qc, district de Longueuil, seront vendus par autorité de Justice les biens et effets de: BENOIT BELANGER. Saisis en cette cause, consistant en: 1 Distributeur d'eau circulaire noir et blanc et acc.; 1 télévision couleur Citizen et acc.; 1 micro-ondes Sanyo et acc.; 1 Enceinte NCC et acc., série 9509392 DB; 1 écran Doli et acc., série K123533; 1 clavier NCC et acc., série 95002545 M. CONDITIONS: ARGENT COMPTANT. GILBOURCHE VISE, Information: MAURICE GAUCHER, Huissier du district de Longueuil. (514)465-4650 GAUCHER, HUISSIERS, 558, Notre-Dame, bureau 102, Saint-Lambert, Québec, J4P 2K7.

CANADA, PROVINCE DE QUÉBEC, DISTRICT: LONGUEUIL, COUR MUNICIPALE DE LA PRAIRIE. No: 96-012457. Ville de La Prairie, Partie demanderesse, -vs- SOFIE ST-GEORGE, Partie défenderesse. Le 18ième jour de septembre 1997, à 10h00, au 1225, Fourmelle, Laprarie, Qc, district de Longueuil, seront vendus par autorité de Justice, les biens et effets de: SOFIE ST-GEORGE, saisis en cette cause, consistant en: 1 télévision 26" Sanyo, modèle Caption MTS. Conditions: ARGENT COMPTANT. GILBOURCHE VISE, Information: Richard Laurin, huissier du district de Longueuil. (514)465-4650 GAUCHER, HUISSIERS, 558, Notre-Dame, bureau 102, Saint-Lambert, Québec, J4P 2K7.

CANADA, PROVINCE DE QUÉBEC, DISTRICT DE TERREBONNE, COUR DU QUÉBEC. No: 700-32-003648-977 ROSAIRE DUQUETTE, Partie demanderesse, -VS- RINALDO BUTTARAZZI, Partie défenderesse. AVIS PUBLIC EST PAR LA PRÉSENTE donné que les effets mobiliers de la partie défenderesse, saisis en cette cause, seront vendus au 3911, SABREVOIS, à MONTRÉAL-NORD. Le 21 septembre 1997, à 10h00, savoir: 1 Tapis, en moquette, 6 chaises, 1 vaisselle en bois; 1 lave-vaisselle; 1 four micro-ondes; 2 machines à coudre; 1 téléviseur Sony 36 po.; 1 téléviseur RCA 20 po.; 1 congélateur, 1 grand garde-manger, en métal; 2 portes LESQUELS EFFETS seront vendus pour argent comptant au plus offrant et dernier enchérisseur. DONNÉ À St-Jérôme, ce 2 septembre 1997, PATRICK FAULT, HUISSIER DE JUSTICE, FILION & ASSOCIES HUISSIERS, 110 de Margitny, St-Jérôme, Québec, J7Y 2G1. Tél: (514) 436-8282.

Dans l'affaire de la faillite de: Gin Pang Trading Inc. 988 De Bullion Montréal, Québec H2X 2Y8

AVIS AUX CREANCIERS D'UNE ASSEMBLEE

AVIS est par la présente donné que la compagnie-débitrice susdit a déposé une cession le 25 août 1997; que la première assemblée des créanciers sera tenue le 18 septembre 1997 à 13h30 heures au bureau du séquestre officiel, 5, Place Ville-Marie, 8ième étage, Montréal, Québec.

DATE de Montréal, ce 27 août 1997 PFEIFFER & PFEIFFER INC. syndic

Adresse: 1085, St-Alexandre, #400 Montréal, Québec H2Z 1P4

Tél: (514)393-8122

Dans l'affaire de la faillite de: Pierre Cloutier, Fonctionnaire (n.a.s. -224-491-001) 6497 André-Grasset Montréal, Québec H2M 2M5

AVIS AUX CREANCIERS D'UNE ASSEMBLEE

AVIS est par la présente donné que le débiteur susdit a déposé une cession le 27 août 1997; que la première assemblée des créanciers sera tenue le 18 septembre 1997, à 14h15, au bureau du syndic, 1085 St-Alexandre, #400, Montréal, Québec.

DATE de Montréal, ce 28 août 1997 PFEIFFER & PFEIFFER INC. syndic

ADRESSE: 1085, St-Alexandre, #400 Montréal, Québec H2Z 1P4

Tél: (514)393-8122

AVIS DE CLOTURE D'INVENTAIRE

Avis est donné conformément au Code civil du Québec de la clôture de l'inventaire en regard de la succession de REAL DESBOIS, né le 9 octobre 1934, en son vivant domicilié au 2015 rue Beaudry, en la ville de Montréal, province de Québec, et décédé le 1er janvier 1994 à Montréal. Cet inventaire peut être consulté par toute personne ayant un intérêt à l'étude BEAUCHAMP & GILBERT, NOTAIRES, au 1670 rue Sherbrooke est, Montréal, province de Québec, H2L 1M5.

Province de Québec, District de TERREBONNE, COUR MUNICIPALE VILLE DE MIRABEL. No: 96C-005844, 96C-005926, VILLE DE STE-SOPHIE, partie demanderesse -vs- RODRIGUE MORISSETTE, partie défenderesse. Le 18e jour du mois de septembre 1997, à 11h00 de l'avant-midi, AU DOMICILE de la partie défenderesse, situé au 501, RUE DUPRE, STE-SOPHIE, Qc, district de Terrebonne, seront vendus par autorité de Justice, les biens et effets de la partie défenderesse, saisis en cette cause, consistant en: 1 Lampe sur pied, noire, 1

véhicule routier style Pick-Up de marque Isuzu 1984; 1 four micro-ondes Toshiba; 1 scie orange Black & Decker #5738; 1 lot de matériaux. Et autres articles divers. Condition: ARGENT COMPTANT. ERIC DION, Huissier, JASMIN, JASMIN & ASS., 150, Boul. Ste-Rose #200, Ste-Rose, Laval, Québec, H7L 1L3, (514)622-9222, fax: (514)622-9222. Laval, le 4 septembre 1997.

CANADA PROVINCE DE QUÉBEC DISTRICT DE MONTRÉAL No: 500-12-237646-975

COUR SUPÉRIEURE (Chambre de la famille)

PRESENT: GREFFIER ADJOINT MIREILLE CHARTOUNI

Partie demanderesse -vs- GEORGES AL-HAWA

Partie défenderesse ASSIGNATION

ORDRE est donné à GEORGES AL-HAWA, de comparaître au greffe de cette Cour situé au 1, rue Notre-Dame, Montréal, salle 1.100, dans les trente (30) jours de la date de la publication du présent avis dans le journal Le Devoir.

Une copie de l'action en divorce a été remise au greffe à l'intention de GEORGES AL-HAWA.

Lieu: Montréal Date: 25 août 1997 LISE DUCHESNE, G.A. Greffier adjoint.

CANADA PROVINCE DE QUÉBEC DISTRICT DE LONGUEUIL No: 505-05-003130-975

COUR SUPÉRIEURE

JACQUES LAVOIE -et- LAURE LACHAPPELLE

Parties requérantes -vs- GHYSLAINE LAVOIE

Partie intimée CENTRE DE RENOVATIONS LACHENAIE INC., appelée autrefois la MAISON OSTIGUY INC.

Partie intimée CARON BELANGER ERNST & YOUNG syndics

-et- DENISE FOUQUETTE

Mise-en-cause OFFICIER DE LA PUBLICITE DE LA CIRCONSCRIPTION FONCIERE DE CHAMBLY

Mis-en-cause PAR ORDRE DE LA COUR CENTRE DE RENOVATIONS LACHENAIE INC., est, par les présentes, requise de comparaître personnellement à la Cour ou par l'entremise de ses procureurs le 7 octobre 1997 en salle 2.17 au Palais de Justice de Longueuil au 1111 Jacques Cartier est, Longueuil.

Une copie de la requête en délaissement forcé et prise en paiement d'un immeuble est laissée au greffe de la Cour supérieure du district de Longueuil à son intention. VEUILLEZ AGIR EN CONSEQUENCE.

Longueuil, le 29 août 1997 Greffier adjoint de la Cour supérieure.

CANADA PROVINCE DE QUÉBEC DISTRICT DE LONGUEUIL No: 505-05-003130-975

COUR SUPÉRIEURE

JACQUES LAVOIE -et- LAURE LACHAPPELLE

Parties requérantes -vs- GHYSLAINE LAVOIE

Partie intimée CENTRE DE RENOVATIONS LACHENAIE INC., appelée autrefois la MAISON OSTIGUY INC.

Partie intimée CARON BELANGER ERNST & YOUNG syndics

-et- DENISE FOUQUETTE

Mise-en-cause OFFICIER DE LA PUBLICITE DE LA CIRCONSCRIPTION FONCIERE DE CHAMBLY

Mis-en-cause PAR ORDRE DE LA COUR Madame DENISE FOUQUETTE est, par les présentes, requise de comparaître personnellement à la Cour ou par l'entremise de ses procureurs le 7 octobre 1997 en salle 2.17 au Palais de Justice de Longueuil au 1111 Jacques Cartier est, Longueuil.

Une copie de la déclaration en divorce a été remise au greffe à l'intention de Mme BHANMATIE DHARAMALL, de comparaître au greffe de cette Cour situé au 1 est, rue Notre-Dame, Montréal, salle 1.100, dans les trente (30) jours de la date de la publication du présent avis dans le journal Le Devoir.

Une copie de la déclaration en divorce a été remise au greffe à l'intention de Mme BHANMATIE DHARAMALL.

Lieu: Montréal Date: 29 août 1997 PAUL LARUE, G.A. Greffier adjoint.

ORDRE est donné à Mme BHANMATIE DHARAMALL, de comparaître au greffe de cette Cour situé au 1 est, rue Notre-Dame, Montréal, salle 1.100, dans les trente (30) jours de la date de la publication du présent avis dans le journal Le Devoir.

Une copie de la déclaration en divorce a été remise au greffe à l'intention de Mme BHANMATIE DHARAMALL.

Lieu: Montréal Date: 29 août 1997 PAUL LARUE, G.A. Greffier adjoint.

ORDRE est donné à Mme BHANMATIE DHARAMALL, de comparaître au greffe de cette Cour situé au 1 est, rue Notre-Dame, Montréal, salle 1.100, dans les trente (30) jours de la date de la publication du présent avis dans le journal Le Devoir.

Une copie de la déclaration en divorce a été remise au greffe à l'intention de Mme BHANMATIE DHARAMALL.

Lieu: Montréal Date: 29 août 1997 PAUL LARUE, G.A. Greffier adjoint.

ORDRE est donné à Mme BHANMATIE DHARAMALL, de comparaître au greffe de cette Cour situé au 1 est, rue Notre-Dame, Montréal, salle 1.100, dans les trente (30) jours de la date de la publication du présent avis dans le journal Le Devoir.

Une copie de la déclaration en divorce a été remise au greffe à l'intention de Mme BHANMATIE DHARAMALL.

Lieu: Montréal Date: 29 août 1997 PAUL LARUE, G.A. Greffier adjoint.

ORDRE est donné à Mme BHANMATIE DHARAMALL, de comparaître au greffe de cette Cour situé au 1 est, rue Notre-Dame, Montréal, salle 1.100, dans les trente (30) jours de la date de la publication du présent avis dans le journal Le Devoir.

Une copie de la déclaration en divorce a été remise au greffe à l'intention de Mme BHANMATIE DHARAMALL.

Lieu: Montréal Date: 29 août 1997 PAUL LARUE, G.A. Greffier adjoint.

ORDRE est donné à Mme BHANMATIE DHARAMALL, de comparaître au greffe de cette Cour situé au 1 est, rue Notre-Dame, Montréal, salle 1.100, dans les trente (30) jours de la date de la publication du présent avis dans le journal Le Devoir.

Une copie de la déclaration en divorce a été remise au greffe à l'intention de Mme BHANMATIE DHARAMALL.

Lieu: Montréal Date: 29 août 1997 PAUL LARUE, G.A. Greffier adjoint.

ORDRE est donné à Mme BHANMATIE DHARAMALL, de comparaître au greffe de cette Cour situé au 1 est, rue Notre-Dame, Montréal, salle 1.100, dans les trente (30) jours de la date de la publication du présent avis dans le journal Le Devoir.

Une copie de la déclaration en divorce a été remise au greffe à l'intention de Mme BHANMATIE DHARAMALL.

Lieu: Montréal Date: 29 août 1997 PAUL LARUE, G.A. Greffier adjoint.

ORDRE est donné à Mme BHANMATIE DHARAMALL, de comparaître au greffe de cette Cour situé au 1 est, rue Notre-Dame, Montréal, salle 1.100, dans les trente (30) jours de la date de la publication du présent avis dans le journal Le Devoir.

Une copie de la déclaration en divorce a été remise au greffe à l'intention de Mme BHANMATIE DHARAMALL.

Lieu: Montréal Date: 29 août 1997 PAUL LARUE, G.A. Greffier adjoint.

ORDRE est donné à Mme BHANMATIE DHARAMALL, de comparaître au greffe de cette Cour situé au 1 est, rue Notre-Dame, Montréal, salle 1.100, dans les trente (30) jours de la date de la publication du présent avis dans le journal Le Devoir.

Une copie de la déclaration en divorce a été remise au greffe à l'intention de Mme BHANMATIE DHARAMALL.

Lieu: Montréal Date: 29 août 1997 PAUL LARUE, G.A. Greffier adjoint.

ORDRE est donné à Mme BHANMATIE DHARAMALL, de comparaître au greffe de cette Cour situé au 1 est, rue Notre-Dame, Montréal, salle 1.100, dans les trente (30) jours de la date de la publication du présent avis dans le journal Le Devoir.

Une copie de la déclaration en divorce a été remise au greffe à l'intention de Mme BHANMATIE DHARAMALL.

Lieu: Montréal Date: 29 août 1997 PAUL LARUE, G.A. Greffier adjoint.

ORDRE est donné à Mme BHANMATIE DHARAMALL, de comparaître au greffe de cette Cour situé au 1 est, rue Notre-Dame, Montréal, salle 1.100, dans les trente (30) jours de la date de la publication du présent avis dans le journal Le Devoir.

Une copie de la déclaration en divorce a été remise au greffe à l'intention de Mme BHANMATIE DHARAMALL.

Lieu: Montréal Date: 29 août 1997 PAUL LARUE, G.A. Greffier adjoint.

ORDRE est donné à Mme BHANMATIE DHARAMALL, de comparaître au greffe de cette Cour situé au 1 est, rue Notre-Dame, Montréal, salle 1.100, dans les trente (30) jours de la date de la publication du présent avis dans le journal Le Devoir.

Une copie de la déclaration en divorce a été remise au greffe à l'intention de Mme BHANMATIE DHARAMALL.

Lieu: Montréal Date: 29 août 1997 PAUL LARUE, G.A. Greffier adjoint.

ORDRE est donné à Mme BHANMATIE DHARAMALL, de comparaître au greffe de cette Cour situé au 1 est, rue Notre-Dame, Montréal, salle 1.100, dans les trente (30) jours de la date de la publication du présent avis dans le journal Le Devoir.

Une copie de la déclaration en divorce a été remise au greffe à l'intention de Mme BHANMATIE DHARAMALL.

Lieu: Montréal Date: 29 août 1997 PAUL LARUE, G.A. Greffier adjoint.

ORDRE est donné à Mme BHANMATIE DHARAMALL, de comparaître au greffe de cette Cour situé au 1 est, rue Notre-Dame, Montréal, salle 1.100, dans les trente (30) jours de la date de la publication du présent avis dans le journal Le Devoir.

Une copie de la déclaration en divorce a été remise au greffe à l'intention de Mme BHANMATIE DHARAMALL.

Lieu: Montréal Date: 29 août 1997 PAUL LARUE, G.A. Greffier adjoint.

ORDRE est donné à Mme BHANMATIE DHARAMALL, de comparaître au greffe de cette Cour situé au 1 est, rue Notre-Dame, Montréal, salle 1.100, dans les trente (30) jours de la date de la publication du présent avis dans le journal Le Devoir.

Une copie de la déclaration en divorce a été remise au greffe à l'intention de Mme BHANMATIE DHARAMALL.

Lieu: Montréal Date: 29 août 1997 PAUL LARUE, G.A. Greffier adjoint.

ORDRE est donné à Mme BHANMATIE DHARAMALL, de comparaître au greffe de cette Cour situé au 1 est, rue Notre-Dame, Montréal, salle 1.100, dans les trente (30) jours de la date de la publication du présent avis dans le journal Le Devoir.

Une copie de la déclaration en divorce a été remise au greffe à l'intention de Mme BHANMATIE DHARAMALL.

Lieu: Montréal Date: 29 août 1997 PAUL LARUE, G.A. Greffier adjoint.

ORDRE est donné à Mme BHANMATIE DHARAMALL, de comparaître au greffe de cette Cour situé au 1 est, rue Notre-Dame, Montréal, salle 1.100, dans les trente (30) jours de la date de la publication du présent avis dans le journal Le Devoir.

Une copie de la déclaration en divorce a été remise au greffe à l'intention de Mme BHANMATIE DHARAMALL.

Lieu: Montréal Date: 29 août 1997 PAUL LARUE, G.A. Greffier adjoint.

ORDRE est donné à Mme BHANMATIE DHARAMALL, de comparaître au greffe de cette Cour situé au 1 est, rue Notre-Dame, Montréal, salle 1.100, dans les trente (30) jours de la date de la publication du présent avis dans le journal Le Devoir.

Une copie de la déclaration en divorce a été remise au greffe à l'intention de Mme BHANMATIE DHARAMALL.

Lieu: Montréal Date: 29 août 1997 PAUL LARUE, G.A. Greffier adjoint.

ORDRE est donné à Mme BHANMATIE DHARAMALL, de comparaître au greffe de cette Cour situé au 1 est, rue Notre-Dame, Montréal, salle 1.100, dans les trente (30) jours de la date de la publication du présent avis dans le journal Le Devoir.

Une copie de la déclaration en divorce a été remise au greffe à l'intention de Mme BHANMATIE DHARAMALL.

Lieu: Montréal Date: 29 août 1997 PAUL LARUE, G.A. Greffier adjoint.

ORDRE est donné à Mme BHANMATIE DHARAMALL, de comparaître au greffe de cette Cour situé au 1 est, rue Notre-Dame, Montréal, salle 1.100, dans les trente (30) jours de la date de la publication du présent avis dans le journal Le Devoir.

Une copie de la déclaration en divorce a été remise au greffe à l'intention de Mme BHANMATIE DHARAMALL.

Lieu: Montréal Date: 29 août 1997 PAUL LARUE, G.A. Greffier adjoint.

ORDRE est donné à Mme BHANMATIE DHARAMALL, de comparaître au greffe de cette Cour situé au 1 est, rue Notre-Dame, Montréal, salle 1.100, dans les trente (30) jours de la date de la publication du présent avis dans le journal Le Devoir.

Une copie de la déclaration en divorce a été remise au greffe à l'intention de Mme BHANMATIE DHARAMALL.

Lieu: Montréal Date: 29 août 1997 PAUL LARUE, G.A. Greffier adjoint.

ORDRE est donné à Mme BHANMATIE DHARAMALL, de comparaître au greffe de cette Cour situé au 1 est, rue Notre-Dame, Montréal, salle 1.100, dans les trente (30) jours de la date de la publication du présent avis dans le journal Le Devoir.

Une copie de la déclaration en divorce a été remise au greffe à l'intention de Mme BHANMATIE DHARAMALL.

Lieu: Montréal Date: 29 août 1997 PAUL LARUE, G.A. Greffier adjoint.

ORDRE est donné à Mme BHANMATIE DHARAMALL, de comparaître au greffe de cette Cour situé au 1 est, rue Notre-Dame, Montréal, salle 1.100, dans les trente (30) jours de la date de la publication du présent avis dans le journal Le Devoir.

Une copie de la déclaration en divorce a été remise au greffe à l'intention de Mme BHANMATIE DHARAMALL.

Lieu: Montréal Date: 29 août 1997 PAUL LARUE, G.A. Greffier adjoint.

Téléphone: 985-3344

LES PETITES ANNONCES

Télécopieur: 985-3340



LANORAIE, FACE AU FLEUVE

À 35 min. de Montréal, maison de style canadien entièrement rénovée, située au cœur du village et sur le bord du St-Laurent. Façade en pierre et côtés en briques. 7,5 pièces, sous-sol semi-fini, foyers, garage double. Terrain paysager de 19 020 p.c. Entrée du sous-sol indépendante. 200 000 \$

Propriétaire: (514) 887-2839

RÉSIDENCES DE PRESTIGE

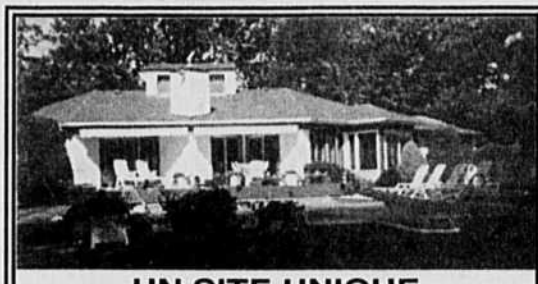
985-3322



AUBAINE EXCEPTIONNELLE

À 5 minutes de Ste-Foy. Vue panoramique sur le fleuve. Résidence luxueuse en pierre de granit de 86 X 26. Terrain: 23,080 p.c. Plancher de marbre. Escalier à faire rêver. Salle de bain des maîtres ultra moderne. Plafond cathédral en séquoia. Sauna. Piscine creusée en béton de 20 par 40. Cuisine d'été. Deux foyers. Possibilité de logement à revenu et de bureaux pour professionnels. Directement du propriétaire: \$259,500.00

Tél. (418) 831-1272.



UN SITE UNIQUE

REPENTIGNY - Vue imprenable sur le fleuve St-Laurent. Terrain privé de 33 190 p.c. en bordure du fleuve. Confort, prestige et construction supérieure, telles sont les caractéristiques de cette luxueuse maison. Évaluation municipale 417 000 \$. Prix demandé 349 000 \$.

Claudette Lavallée
La Capitale Banlieue Est Coop
(514) 582-0022

I · N · D · E · X

- 100 • 199**
IMMOBILIER RÉSIDENTIEL
Achat-vente-échange
100 Visites libres
101 Propriétés à vendre
103 Condominiums et co-propriétés
105 Propriétés à louer
115 Extérieur de Montréal
120 Laurentides
121 Cantons de l'Est
125 Hors-frontières
130 Maisons de campagne
132 Chalets
134 Terres-fermes
135 Terrains
150 Transactions diverses
151 Services immobiliers
Location
160 App. et log. à louer
164 Condominiums à louer
165 Propriétés à louer
175 Maisons de campagne à louer
176 Chalets à louer
- 200 • 299**
IMMOBILIER COMMERCIAL
Achat-vente-échange
201 Propriétés commerciales
203 Propriétés industrielles
205 Espaces commerciaux
210 Commerces à vendre
220 Entrepôt (Vente-location)
230 Gestion immobilière
Location
251 Bureaux à louer
259 Espaces comm. et ind. à louer
275 Locaux à louer
- 300 • 399**
MARCHANDISES
301 Œuvres d'art
303 Antiquités
313 Ordinateurs
314 Bureautique
315 Téléphonie
318 Mobilier de bureau et acc.
- 400 • 499**
OFFRES D'EMPLOIS
401 Postes cadre et professionnel
402 Éducation
405 Santé + serv. communautaires
408 Secteur culturel
410 Bureaux
415 Secteur informatique
420 Secteur vente
435 Restaurants et hôtellerie
440 Services domestiques
455 Emplois partiels + saisonniers
- 500 • 599**
PROPOSITIONS D'AFFAIRES
ET DE SERVICES
501 Occasions d'affaires
508 Services financiers
510 Comptabilité
512 Déclaration d'impôts
515 Informatique et bureautique
520 Préparation de C.V.
522 Traitement de texte
523 Traduction, rédaction
529 Services professionnels
530 Cours
540 Santé
542 Massothérapie
543 Psychothérapie
544 Croissance personnelle
546 Cartomancie, astrologie
550 Voyages
555 Garderie
560 Entretien, rénovation
564 Décoration intérieure
570 Terrassement, paysagistes
575 Déménagement
- 600 • 699**
VEHICULES
675 Bateaux, yachts, voiliers
695 Automobiles

LES PETITES ANNONCES

DU LUNDI AU VENDREDI
DE 8H30 À 17H00

Pour placer, modifier ou annuler votre annonce, téléphonez avant 14 h 30 pour l'édition du lendemain.

Téléphone: 985-3344
Télécopieur: 985-3340

Conditions de paiement: cartes de crédit

101
PROPRIÉTÉS À VENDRE

N.D.G.

Duplex avec foyer.

Impeccable. Rénové.

209,000 \$

LOUISE POITRAS

682-0101

ReMax 2000, crr imm agréé

AHUNTSIC, Grande-Allée, magnifique

triplez tout confort, nombreux extras, gar.

double, air clim. Superbement aménagé.

Pas d'agent. 475.000\$. 388-3929.

BOUL. GOUIN, R.D.P.

9 pièces + garage, atelier 5 pces,

129.000\$. 494-9947.

LONGUEUIL, Bellevue, cottage 10 pcs,

très propre, directement du proprio.

179.000\$. 463-2985.

101
PROPRIÉTÉS À VENDRE

P.A.T. cott. brique, grand terrain, extra,

498-0018.

REPENTIGNY, maison en pierre de 10

pièces sur le bord de l'eau. En face gar.

double + petit logement 4 1/2 au 2e.

300.000\$. Libre. Succession. 592-4257.

ST-BRUNO

Bungalow 80, 4 c.c., 2 s.b./bains,

thermomoppe. Évaluation 131.000\$.

Faut vendre! Demande 120 000\$. 441-

9318.

ST-FRANÇOIS-DU-LAC

Maison riveraine, ext. complètement

rénovée/96, piscine 24' (96), solarium

isolé, 4 c.c., foyer, s.s. fini et beaucoup

plus... Terrain 100 x 400. T.I. services

mun. Acheurs sérieux. 125.000\$ nego.

(514)568-2506, (514)568-6187 (fax).

103
CONDOMINIUMS
CO-PROPRIÉTÉS

BROSSARD

Prix spécial

105 000 \$

Évalué à 119 000 \$

4 1/2 transformé

en 3 1/2, 11^e étage.

Vue fleuve et centre-ville.

Stationnement intérieur.

Piscine, tourbillon, sauna et

autres commodités.

465-3698 (proprio)

PTE ST-CHARLES, historique, 4 1/2 +

mezz. ou s.s., 75-100 m. Rénovés, vue

centre-ville, alarme, jardin. 58-63.000\$.

846-1157.

105
PROPRIÉTÉS À REVENUS

8971 PIE IX, Mtl. 8x4 1/2, chauffé loc.,

tout rénové. Meilleure offre pour vente

rapide. 321-7916 (jour).

QUÉBEC

Quartier Montcalm, 12 logis, revenu

53.800\$, dépenses 21.000\$. Proprio.

36.000\$ nego. (418)657-0391.

115
EXTÉRIEUR DE MONTRÉAL

OU À LOUER (semaine). LA MALBAIE.

Chalet + maison centenaire rénovée.

Vue imprenable sur fleuve, terrain

300.000 pi. 175.000\$. 418-653-4325,

418-658-4900.

VIEUX-QUÉBEC

Maison de ville de 150 mc sur 3 étages,

entièrement rénové, insonorisé, syst. de

sécurité, 2 s.b., spa, foyer, terrasse, stat.

159.000\$. (418)692-3102.

121
CANTONS DE L'EST

POUR QUI CHERCHE

LA TRANQUILLITÉ

Très belle maison,

3cc, 2 s de bain, foyer,

solarium, véranda

grillagée, garage, étang,

5,2 acres à proximité

du Mont Sutton

M. DARRAH

(514)538-4000

Imm. Dynamique, CTR. AGRÉE

LA PATRIE (pied Mt. Mégantic). Grande

maison. 3 c. à c., 2 s.b., foyer, Jardins

bio. Sur 104 acres + lac en co-propriété.

95.000\$. 819-888-2833.

130
MAISONS DE CAMPAGNE

Lagnadière

Maison ancienne circa 1850

Entièrement restaurée.

Magnifique aménagement

paysager.

Petit bijou. À voir!

70 000 \$.

Fin de semaine

(514) 885-3041

135
TERRAINS

STE-ANNE-DES-LACS Magnifique

terrain boisé 43.166 p.c. - 1000 pi. Lac

des Seigneurs, accès plage privée,

40.000\$ (514)435-0967.

160
APPARTEMENTS-LOGEMENTS À
LOUER

31/2 - LOUIS-HÉBERT

Secteur Parc Molson, tranquille, bois

franc, libre imm. 727-5832.

4 1/2 CHAUFFÉ, métro Beaubien, grand,

ensoleillé, pas d'animaux. 274-9514.

5 1/2 - 6, ROSEMONT, 2e, cachet, bien

éclairé, bois franc, balcons privés, près

services, libre. Pour gens tranquilles,

idéale 2 personnes. Références: 376-

1586.

A OUTREMONT (non loin U de Mtl)

Près tous services + métro Outremont.

Appart. clair, repeint, bois franc,

cuisinière, frigo, chauffage, eau chaude

ind. - 802 RUE DOLLARD 5102 412, 450\$

- 825 DE L'ÉPÉE 512, 500\$ + 590\$

Pour inf: 278-5605, page 857-4458,

répondeur 737-8721.

A OUTREMONT, charmant et calme, 3

pièces, cuisinière, frigo., élec, chauff.

ind. Entrée priv. Oct. 279-6325.

A VOIR! Superbe gr. 3 1/2, ent. rénové,

tr. éclairé, pl. bois franc, portes

françaises, plac. lav./séch., terrasse

arrière. Réf.: 375/5015. 257-0327,

984-0507.

ANTRE-AMIS

Club d'hébergement international

(échange, location). Maisons et appart.

court/long terme. Mtl: 990-0838. Rive-

sud. 463-1179.

BEAU MEUBLÉ. Quartier latin, 3e d'un

triplez, 2 c.c., 2 s. de b., 2 puits de lum.

930 p.c., 905\$. 526-9595.

BERNARD/WISEMAN. Grand 4 1/2, 2

chambres fermées, chauffé, moderne,

clair. Libre. 271-4168.

CH.-COLOMB/BEAUBIEN - 6 1/2

Rénové cachet, 3e, 2 c.c., 670\$/mois.

270-1437.

DISCRIMINATION
INTERDITE

«La Commission des droits de la

personne du Québec rappelle que

lorsqu'un logement est offert en location

(ou sous-location), toute personne

disposée à payer le loyer et à respecter

le bail doit être traitée en pleine égalité,

sans distinction, exclusion ou préférence

fondée sur la race, la couleur, le sexe, la

grossesse, l'orientation sexuelle, l'état

civil, l'âge du locataire ou de ses enfants,

la religion, les convictions politiques, la

langue, l'origine ethnique ou nationale, la

condition sociale, le handicap ou

l'utilisation d'un moyen pour pallier ce

handicap.»

160
APPARTEMENTS-LOGEMENTS À
LOUER

ILE-DES-SOEURS. 3 1/2, 630\$, chauffé,

stat., lav/vaiss., 14e ét. 647-7631.

LOFT meublé, chauffé, 2.750 p.c.,

St-Laurent près Laurier. Poss. location

commerciale. 2.000\$. 270-1835.

N.D.G., Charmante maison 10 pièces,

meublée, grand confort. À louer de

janvier à juillet 98. 1.500\$/m. Idéale pour

professionnel invité. 484-7030.

OUTREMONT, 50 Willowdale, 2 1/2, 3

1/2, 4 1/2, ascenseurs, chauffé,

849-7061.

OUTREMONT, Willowdale près métro,

grand 7 1/2 chauffé + s.s., garage

double. Libre 1er oct. 1.300\$. 342-9429

(rép.).

OUTREMONT, ave. Bernard, charmant

app. meublé, 5 1/2, 2 balcons, 3e ét.,

quartier calme, immeuble à condos,

chauffé, 900\$. 842-9674.

OUTREMONT, luxueux h. duplex,

entièrement rénové, très ensoleil., 8 1/2, 2

s.b., air clim., access. ménagers, foyer,

terrasse, jardin, gar. 1.800\$. 274-1072,

bur: (418)651-6096.

OUTREMONT, rue Laurier, grand 5

pièces, boiseries, calme, poss. occup.

25% bureau. 1150\$/m. 948-3909.

OUTREMONT, rue Laurier. Grand 5

pièces, boiseries, calme. Poss. occup.

25% bureau. 1.150\$/m. 948-3909.

OUTREMONT, Luxueux 3 1/2 meublé,

grand demi s.s. Tout incl., foyer,

tourbillon. Fin sep. 650\$. 271-4577.

PLATEAU - 4 1/2

Cuisinière, réfrigérateur, libre. 527-7435.

PLATEAU, haut duplex, 4 1/2 rénové,

entrée lav./séch. 550\$. 423-8935

(page 2).

ST-LÉONARD - 5 1/2

Tranquille, 2e étage, 550\$, non-chauffé,

références S.V.P. 322-1902, 270-6727.

165
PROPRIÉTÉS À LOUER

MAISON 2 ÉTAGES, 3 c.c., 2 s.b., 4

électros. Belle rue du plateau, cour

ensoleillée, 2 pas du métro Laurier. Ter

oct. 1.100\$. Anne-Marie: 523-9266, 987-

3000, poste 7990.

PARIS, 35 et 95 m carrés, 3 & 10 min. du

métro. 735-6623.

PARIS-BUTTES CHAUMONT-19e

Joli studio, bien équipé, belle vue. Min. 2

mois. 486-8042.

PARIS-MONTMARTRE

Charmant appartement avec vue

magnifique. Tranquille, ensoleillé. Idéal 2

pers. 2.500\$/mois.

486-0258

175
MAISONS DE CAMPAGNE
À LOUER

CHALET CORMORAN-PERCÉ

Vue exceptionnelle Rocher Percé +

village, 3 c.c. + literies, salon + foyer,

cuisine complète, lav./séch., lave-vaiss.,

gr. terrasse ext. Location sem., prix hors-

saison sept. oct. nov. déc.

(418)782-2397.

ERMITAGE, 1h. de Montréal (Estrie).

Tranquille, nature, bord rivière. Chauff.

élec. bois. 400\$. 539-3910.

ESTRIE (1h de Mtl.), amateurs de

solitude, site panoramique. Week-end-

Téléphone: 985-3344

LES PETITES ANNONCES

Télécopieur: 985-3340

530
COURS

MÉTHODE JOSÉ SILVA
SOIRÉE D'INFO GRATUITE
MERCREDI 17 SEPT. - 19h30
Centre St-Pierre, 1212 Panet, Mt

PILOTAGE
Vous avez 40 ans et plus et vous voulez apprendre à piloter à votre rythme en toute sécurité. Je suis instructeur de vol et, vous offre un service adapté à vos objectifs. Vol d'introduction 25\$. Page: (514) 921-9469.

PROF. D'ANGLAIS PRIVÉ. Idéal pour professionnels (les) intéressés à améliorer leur performances en conversation, prononciation ou écriture. 982-1986 (8hrs/200\$). Aussi enseignement au bureau disp. (centre-ville).

546

CARTOMANCIE, ASTROLOGIE

SADOU, médium & clairvoyant africain. Satisfactions garanties, résultats rapides. 342-3763.

560

ENTRETIEN, RÉNOVATION

JE SUIS la personne que vous cherchez pour votre ménage. Honnête, minutieuse, non-fum. Réf. disp. Pierrette. 493-9170.

575

DÉMÉNAGEMENTS

ARTISAN - DÉMÉNAGEUR
Court, ponctuel, attentionné
VINCENT SCALLON, 946-9553

GILLES JODOIN TRANSPORT INC.
Déménagements de tous genres. Spécialité: Appareils électriques. Assurance complète. 253-4374.

598

SERVICES DIVERS

CONCEPTION GRAPHIQUE: 251-1670
Produits imprimés - Sites Internet
http://www.milink.net/~jacfil

COUPLE A LA RETRAITE offre services à domicile: cuisine, lecture, sorties et déplacements. Dossier 513. LE DEVOIR, 2050 rue de Bleury, 8ième étage, Montréal, Québec, H3A 3M9.

695

AUTOMOBILES

MERCEDES, 280SE 4.5 '72, 71573 mi, pas d'hiver. A1, 22.000\$. (416) 621-2674.

SENTRA Nissan, 94, 81.000 km, 5 vitesses, 2 portes. Impeccable. 979-0310.

DÉCÈS



DAPHNA CASTEL

ADDENDUM

Le samedi 20 septembre 1997, au lieu du 13 septembre, un hommage sera rendu à Daphna, à St-Placide, débutant par une cérémonie commémorative en l'église St-Placide à 15h. Parents et amis sont priés d'assister sans autre invitation. Daphna est décédée à Montréal, le 28 août 1997, à l'âge de 58 ans, est décédée, suite à une brève maladie. Elle laisse dans le deuil son conjoint Jacques Rueland, son fils Darren Lenkorn, son père Joseph, sa mère Fay et son frère David Castel et sa femme Lori Stone, son beau-fils Simon Rueland, ainsi que de nombreux parents et amis tant au Québec qu'en Israël, ses collègues et étudiants du Collège Dawson, ses partenaires et amis du Mouvement environnement nord-américain. Sa dépouille a été inhumée en Israël le 3 septembre dernier. Par ses dernières volontés Daphna Castel a constitué un Fonds de défense du patrimoine naturel québécois auquel vous pouvez contribuer en adressant vos dons à la Fondation Daphna Castel, 1335 des Mélozes, St-Placide J0V 2B0. Les messages de condoléances pourront être adressés à cette même adresse.



GRENON, YVON

Le 30 juillet 1997 est décédé subitement (crise cardiaque), Yvon Grenon, à l'âge de 42 ans, 5 mois.

Un souvenir impérissable nous lie à toi, Yvon: ton père Gérard Grenon (décédé); ta mère Edith La Rochelle-Grenon; tes 3 frères et ta belle-sœur: André (décédé), Guy et Gilles (Jacinthe Hudon); tes 2 nièces: Marie-Michèle (9 ans) et Rosalie (6 ans) et autres parents.

La paix est avec toi, Yvon!

Au revoir!



Un don
aux œuvres
du Cardinal Léger
exprime vos condoléances et
aide les plus
pauvres du monde;
ceux d'ailleurs et
ceux d'ici.

Utilisez les cartes dans les maisons funéraires. Nous enverrons votre message de sympathie à la famille éplorée.

Pour information:
(514) 495-2421

REMERCIEMENTS

Remerciements au Sacré-Cœur pour l'aide obtenue. Que le Sacré-Cœur de Jésus soit loué, adoré et glorifié, à travers le monde pour tous les siècles. Amen.

Dites cette prière 6 fois par jour pendant 9 jours et vos prières seront exaucées même si cela semble impossible. N'oubliez pas de remercier le Sacré-Cœur avec promesse de publication, quand la faveur sera obtenue. L.M.

CONSTRUISONS LA PAIX POUR LES ENFANTS ET LES FAMILLES DU RWANDA



Donnez généreusement
Tel.: (514) 875-9911
1-888-875-9913
1-888-875-9914

Avez-vous mangé

Cœur atout
aujourd'hui?



Au cœur de la solution!
Tél.: (514) 871-1551 ou 1 800 567-8563
Téléc.: (514) 871-1464

« Attendez-vous que l'on fasse une crise avant de nous aider? »

Donnez :



ÉPILEPSIE CANADA

ou à l'association de l'épilepsie de votre région

(514) 845-7855 • 1 800 860-5499

Rencontres

Pour placer une annonce gratuite

- Composez le (514) 985-2507 avec un téléphone à tonalité.
- Écoutez les instructions, vous recevrez un numéro de membre et un code d'accès.
- Appelez avant lundi 12h pour que votre annonce paraisse le vendredi et le samedi suivant.
- Les messages vocaux Vox-tel et Le Devoir n'assurent aucune responsabilité concernant les rencontres faites par l'entremise de notre service de télé-rencontre.
- Les utilisateurs du service doivent avoir plus de 18 ans.



Pour répondre aux annonces:

- Notez le numéro de l'annonce

Composez le 1-900-451-6528

Des frais de 2,18 \$ par minute seront portés à votre compte de téléphone.

Pour savoir si vous avez des messages:

- Composez le (514) 985-2507

- Entrez votre numéro de membre suivi du code d'accès

Sans frais.

Pour récupérer vos messages:

- Composez le 1-900-451-6528

- Entrez votre numéro de membre suivi du code d'accès

Des frais de 2,18 \$ par minute seront portés à votre compte de téléphone.

Rencontres

Femme cherche homme

Professionnelle curieuse

Aime croisières, voyages, apprendre, parler différentes langues, cherche homme 40aine, pour augmenter capacités d'intimité. 2324

Chaleureuse, passionnée, dynamique

Jeune retraitée, 55 ans, libre, imaginative, cherche complice communicatif, croyant à l'amour et au bonheur, pour partager douceurs du foyer, campagne, bon vin, lecture. 2327

Femme sybarite

Professionnelle 40aine, 5'3", 118 lb, charmante, cultivée, sensible, sensuelle, épanouie, aime mots, ciné, musique, fous rires, cherche H épiqueur, intelligent, sensible, capable d'engagement. 2328

Belle universitaire

31 ans, de race noire, cherche très bel H 5'10" et plus, entre 34-40 ans, autonome, sensuel, doux, patient, pour vivre une nouvelle intimité. 2313

Belle et charmante paradoxale

De Québec, yx gris-vert, chev noisette, 34 ans, 5'5", 135 lb, n-fum, timide et audacieuse, intense et légère, cherche H peu conventionnel, attentionné, sain, pour relation amoureuse profonde. 2329

Femme poète

Québec, fin 30aine, grande, blonde, ronde, sans enfant, expressive et lyrique, possédant plusieurs dons, cherche Ame soeur, corps fraternel, esprit cousin, pour tout partager. 2225

Pour homme passionné seulement

Professionnelle, 40aine, comblée par sa famille, ses amis, son travail, cherche partenaire ayant beaucoup de responsabilités, pour partager vie d'aventures, de joies, de passions. 2285

Belle personnalité

5'4", chev foncés, jolie, universitaire, vive, dynamique, enjouée, douce, affectueuse, cherche H 32-45 ans, 5'9" et plus, chev foncés, bien dans sa peau, pour partager plein de choses. 2330

Pseudo-retraitée

60aine, n-fum, libre et joyeuse, style musico, intello, voyageuse, cherche complice avec sens de l'humour et affinités. 2331

Invitation cœur libre et ouvert

Jolie femme professionnelle, 40 ans, amoureuse de la vie, imparfaite et entière, cherche H ayant envie de vivre et apprécier les plaisirs et défis de l'amour dans une vie à deux. 2332

Pour la complicité et l'intimité

Jolie professionnelle de la rive-sud, raffinée et chaleureuse, cherche partenaire, 45-55 ans, n-fum, cultivé, tendre, disponible pour inventer une histoire, discuter de tout et de rien. 2291

Douce et cultivée

Jessica, 49 ans, mince, belle app, aime arts, randonnées pédestres, nature, spontanéité, frémissements de l'Ame, cherche bel homme cultivé, n-fum, sincère. 2300

Pas une femme d'intérieur

5'2", n-fum, caractère fort mais flexible, authentique, douce, pas cavaleuse, aime intimité, amis, botanique, théâtre, aimerait danser, cherche H ayant l'accessoire et désirant l'essentiel. 2293

Bas-du-Fleuve

Entrepreneuse, 50aine, 5'4", blonde, soignée, aime voyages, nature, danse, golf, défis, cherche H 40aine ou début 50aine, avec affinités. 2280

Femme extraordinaire

Femme extraordinaire aimant les mots, amoureuse de la pensée, cherche homme tout-à-fait exceptionnel, costaud, 40aine et professionnel. 2309

Active et chaleureuse

Distinguée professionnelle de l'Éducation, libre, cherche alter ego n-fum, 45-55 ans, jovial, intégré, désirant partager beaux instants, activités culturelles, certains sports, voyages. 2311

Jolie petite femme

Jolie petite femme de 50 ans, cherche H spécial, pour partager monde des arts, nature et grande vie amoureuse. 2318

De la classe et du charme

Européenne, physique agréable, dynamique, autonome, sociable, cherche gentilhomme, 60aine active, sobre, n-fum, cultivé, sérieux, pour relation stable et harmonieuse. 2316

Barbie modèle Ginette Reno

Louise, 36 ans, jolie, rieuse, fonceuse, fière, aime enfants, restos, surprises, cherche H bien dans sa peau, esprit ouvert, autonome, pour relation stable basée sur le respect et la complicité. 2319

Belle Etudiante en sciences pures

Aussi artiste, en quête de l'Ame soeur, la 40aine, vif, audacieux, aimant voyages, nature, beaux arts, prenant la vie avec humour. 2322

De la région de Québec

Femme de cœur et de classe, aime arts, danse, voyages, bon vin, nature, cherche ami de cœur, 49-60 ans, 5'11" et plus, n-fum, sensible, élégant, universitaire ou professionnel, dynamique. 2246

Touche à tout dilettante

Jolie femme de 44 ans, mince, idéaliste, intéressée par les relations humaines, cherche universitaire humaniste, ayant Ame d'artiste ou de chercheur, tendre et communicatif. 2266

Active et passionnée

Ste-Foy, professionnelle de la santé, 50 ans, racée, goûts variés, du petit bonheur au grand voyage, cherche amour avec un professionnel libre, n-fum, raffiné, cœur jeune, jovial, sincère. 2274

Sportive et féminine

Cantons-de-l'Est, 5'6", jolie, svelte, n-fum, autonome, drôle et passionnée, cherche H 45-55 ans, respectueux et raffiné, pour relation stable. 2283

Yeux bleus et mèches cendrées

Ni toutonne ni filiforme, jolie, raffinée, enjouée, artiste sur les bords, cherche alter ego 55 ans et plus, beau de corps et d'esprit, sans pantoufle, bedaine, dentier ou cigare. 2287

Pour l'aimer telle qu'elle est

Cherche homme près de 38 ans, n-fum, en santé, libre, sensible, capable d'introspection, versatile dans son habillage, aimant plein air, voyager, chanter, danser, patin-à-roues-alignées. 2256

Plaisir pour les yeux et l'esprit

Femme très bien sur tous les plans cherche homme très bien sur tous les plans pour ensoleiller la deuxième moitié du chemin. 2260

Professionnelle d'Ottawa

Originnaire de Montréal, jolie grassette de 32 ans, 5'5", aime nature, animaux, soirées en tête-à-tête, cherche professionnel libre avec affinités. 2262

Diplômée universitaire, mère de deux

Originnaire de 36 ans, chev et yx foncés, affectueuse, charmante, d'agréable compagnie, cadre, aime longues marches, lecture, spectacles, cherche H 5'8" et plus, solide, ardent, aimant la vie. 2241

Une grande passionnée de la vie

Professionnelle divorcée de 39 ans, fière, autonome, poids santé, rieuse, bien dans sa peau, cherche complice pour partager tout et rien, l'amitié et le reste. 2263

Jeune d'allure et d'esprit

62 ans, 5'7", expressive, vraie, active, ingénieuse, peintre, cherche H 55-65 ans, grand, n-fum, intelligent et créateur, aimant nature et joie de vivre. 2265

Belle femme de Québec

Fin 40aine, grande, mince, intense, simple, pas banale, vraie, plutôt intello, active, cherche H bon, beau et vivant, 45-55 ans, n-fum mais pas parfait pour créer liens intimes et particuliers. 2222

À découvrir

Professionnelle de la santé, 32 ans, allure romantique, cultivée, aime héros du grand Écran, lecture, voyages, cherche H 28-39 ans, raffiné, pas compliqué pour relation stable. 2224

Célibataire montréalaise

Fin 40aine, fonctionnaire, s'intéresse à plusieurs activités culturelles, cherche H célibataire entre 40-55 ans, intelligent et créateur, ayant des projets d'avenir. 2228

Brossardoise aux goûts raffinés

Cherche complice, 60aine active, loyal et libre, sobre, n-fum, bien dans sa peau pour mieux savourer livres, films, musique, théâtre, promenades et voyages. 2232

Se laisser sans culpabilité

Cherche homme fin 30aine, n-fum, pour pouvoir aimer sans agripper, apprécier sans juger, rejoindre sans envahir, inviter sans insistance, critiquer sans blâmer, aider sans diminuer. 2234

Valeurs familiales et profondes

42 ans, 5'2", honnête, sincère, affectueuse, croit aux valeurs familiales et profondes, nature, responsable, dynamique, aime nature, ville, cherche H fidèle, honnête, franc, capable de partage. 2248

Séduisante professionnelle

40aine, cultivée, raffinée, racée, sensible, vivante, vibrante, aime musique, ciné, théâtre, sports, cherche bel homme capable d'investir pour partager goûts, intérêts et moments précieux. 2121

Amitié et partage

Début 60aine, retraitée, mélomane, aime la mer, cherche H 55-60 ans, libre, cultivé, autonome pour partager solitude. 2207

Homme cherche femme

Intellectuel, une Ame d'artisan

56 ans, physique honnête, 6', en quête d'affection qui soit mêlée d'intelligence vive et d'amitié, cherche complice aux désirs convergents, belle et lumineuse, libre parmi ses ombres. 2323

Européen, but sérieux

Début 50aine, mince, 1m65, Éléphant, cherche F mince, Éléphant, de classe, pour se réaliser dans l'amour et construire un carré de sable à deux. 2333

Romantique et chevaleresque

Professionnel de l'Éducation, 49 ans, 1m74, 73 kilos, féru d'arts, d'histoire, de poésie, cherche F svelte, universitaire, cultivée, bilingue, pour relation stable et harmonieuse. 2320

Gentleman, spirituel et en forme

44 ans, 6', 185 lb, dynamique, cherche joliesse, grande et mince universitaire, 35-40 ans, sans enfant, n-fum, but sérieux. 1992

Sportif passionné de culture

43 ans, cherche F 30aine, libre, sportive, aimant vélo, marche, ski de fond, tennis, ciné d'auteur, littérature, musique baroque et de chambre, expositions, amitié d'abord. 2290

Epicurien barbu et protecteur

41 ans, 5'8", 185 lb, châtain, yx pers, barbe, doux, protecteur, Epicurien, aime Ciné, restos, marche, camping, cherche complice pour relation sérieuse. 2292

Professionnel cultivé

Fin 30aine, papa à mi-temps, aime rigoler, cherche F enjouée, un peu bohème, sensible, affectueuse, pour éventuellement fonder une famille. 2312

Séduisant mais pas séducteur

45 ans, app très jeune, 6'3", mince, allure sportive, professionnel, n-fum, aime plein air, voyages, cherche belle F 27-37 ans, 5'5" et plus, mince, intelligente, affectueuse, sens de l'humour. 2211

Professeur de littérature

À la retraite mais romantique, curieux de tout, désireux de goûter avec une femme la nature, cuisine et vin, dans l'espoir d'une relation amoureuse. 2315

Cuvée spéciale

Grand, beau ténébreux, homme de parole, son et lumière, n-fum, cherche Ame soeur, inaccessible étoile, 50aine radieuse, pour relation stable et exclusive. 2227

Pour rencontres discrètes

Pierre, homme marié, 57", 140 lb, cherche femme mariée, pour rencontres occasionnelles et discrètes. 2269

Attentionné, altruiste, loyal

Professionnel de 27 ans, honnête, magnanime, aime ciné, restos, voyages, vélo, cherche jeune femme ambitieuse, déterminée, au bon cœur, pour relation sérieuse. 2272

Caméléon de 40 ans

Grand, mince, professionnel, mature, bien conservé, sportif, intellectuel, autonome, passionné de la vie, cherche jeune F de belle app, intelligente, indépendante, pour partager bons moments. 2273

Séduisant et optimiste

Professionnel fin 30aine, idéaliste, un brin cynique, romantique à souhait, sportif, parfaitement serein, désire s'enthousiasmer avec jolies femmes dans la 30aine. 2275

Douceur et nature

Alain, 39 ans, 6', 185 lb, de belle app, professionnel, respectueux, travaillant, n-fum, aime vélo, voyages, camping, marche, cherche compagne avec ou sans enfant, sensible et dynamique. 2281

Veuf libre de Laval

60aine, 5'10", 165 lb, actif, croyant, sociable, plutôt intellectuel, aime lecture, sorties, voyages, dialogue, cherche petite F 50aine, n-fum, autonome, affectueuse, démonstrative. 2131

Passionné de nature et de beauté

Début 50aine, n-fum, partage son temps entre la ville, la forêt, les voyages, cherche F de bon esprit, sensible, sensuelle, pour dialogue, projets, aventure et qui sait? 2286

Aime le calme de la campagne

Gilbert, 5'8", 170 lb, père, aime musique classique, arts visuels, bricolage, la cuisine, cherche compagne épanouie et compatible. 2026

Du Saguenay-Lac St Jean

Homme dynamique, vivant, esprit ouvert, aime lecture, nature, cherche F 35-45 ans, n-fum, sachant parler au cœur. 2140

Cherche femme désirant enfant

Jacques, 48 ans, 5'8", chev poivre et sel, yx pers, résidant la rive-sud, cherche femme désirant enfant, 38-45 ans, n-fum, drôle, proportionnée, capable de partage, aimant arts et nature. 2261

Jeune homme dans la 50aine

Mi-universitaire, mi-bricoleur, 1m65, 57 kilos, aime musique, jeux de mouvements, cherche femme pour composer la vie au quotidien. 2218

Professionnel de 40 ans

5'5", poids santé, apparence agréable, chrétien croyant, aime cinéma, marche, vélo, lecture, discussions, enfants, cherche F poids santé, aimant enfants, ayant bonté de cœur, but sérieux. 2226

Homme doux

LE DEVOIR

LES SPORTS

HORS-JEU

Lèse-ex-majesté

En ce jour de deuil interplanétaire où environ 200 milliards d'humains — allez savoir, le chiffre gonfle sans cesse comme un cœur gros — se sont branchés sur le câble ou les oreilles de lapin pour réfléchir à la mort, cette grande faucheuse qui nous rend tous égaux, comme l'a si justement dit B. Derome, la politesse recommanderait que nous nous tenions à l'écart de toute controverse. Mais que voulez-vous, le sport, c'est la vie qui continue.

De toute manière, si scandale il y a, le bal aura été parti ailleurs qu'ici. En Écosse, particulièrement, et le coupable pour fins d'opprobre public n'est ni un paparazzo, ni un patron de presse, ni un chauffeur resté insensible aux enseignements d'Éduc'alcool, ni même une famille royale sourde aux appels de son peuple.

Le coupable s'appelle Jim Farry. Il est directeur de la Fédération écossaise de football (SFA). Mercredi, il a insisté pour que le match de qualification pour la Coupe du monde Écosse-Bélarus, initialement prévu pour aujourd'hui, ait lieu quand même. Imaginez. Un crime de lèse-ex-majesté.

En Grande-Bretagne, le samedi est la journée du foot. Mais tous les clubs se sont entendus pour observer une trêve à l'occasion des obsèques de la princesse — les stades auraient certainement été vides de toute façon. Le cricket fait aussi relâche. Seuls sont à l'œuvre les athlètes britanniques se produisant à l'étranger, notamment au US Open de tennis et aux championnats du monde d'aviron, en France.

Farry a donc, c'était couru, déclenché un tollé. La presse britannique a parlé de «*fièvre publique*». Trois des joueurs vedettes de la sélection écossaise, Ally McCoist, Gordon Durie et Andy Goram, ont annoncé qu'ils ne joueraient pas. Le premier ministre Tony Blair s'est même joint au concert en pressant la SFA de demander à la Fédération internationale de football de remettre le match à demain. Ce qui fut finalement fait.

Mais dans les histoires de morale, et Dieu sait que les pharisiens prompts à pointer le doigt en ont vociféré un coup cette semaine, une solution ne suffit pas. Il faut accuser, lyncher, obtenir des têtes. Ça fait du bien par en dedans.

Dont acte. Le législateur Jimmy Hood: «*La nation entière est en colère. Si ce n'est pas un cas de démission, qu'est-ce qui en est un pour la SFA?*» Donald Findlay, le vice-président des Glasgow Rangers, premier club d'Écosse, a pour sa part exigé la tenue d'une enquête. «*Cette histoire a mis le pays en colère et dans l'embarras. Nous avons droit à des explications complètes, honnêtes, franches et détaillées.*»

Quant à Farry, il a refusé de coiffer le bonnet d'âne. «*Je ne vois aucune raison de présenter des excuses. Ni de démissionner*», a-t-il répliqué.

Vous savez quoi? Si ça se trouve, Jim Farry est un renégat, un sans-cœur et un égoïste.

Ou pire encore, un séparatiste.

C'est confirmé: le vénérable Gordie Howe, 69 ans, fera un «retour au jeu» avec les Vipers de Detroit de la Ligue internationale de hockey, le 3 octobre prochain. Il réalisera ainsi son vieux rêve, et celui de sa charmante épouse Colleen, de jouer au hockey professionnel dans six décennies différentes. Grand bien lui en fasse.

Au printemps dernier, Howe avait failli faire un tour de piste avec le Crunch de Syracuse de la même LIH, mais le projet avait été abandonné parce que le Crunch, éventuellement gagnant de la coupe Turner, était alors en pleine course aux séries. Nous avions alors eu l'occasion de souligner le ridicule de la chose.

Cette fois, au delà du geste lui-même — il ne fera qu'une seule présence sur la patinoire —, ce sont les propos de M. Howe et de sa douce moitié qui nous éclairent sur la haute estime dans laquelle ils tiennent les amateurs de sport.

«*Ce n'est pas un retour au jeu*», a-t-il dit. Ah bon? On pensait pourtant que... «*Ce ne sera pas le Gordie Howe d'autrefois*», a-t-il dit. Tiens donc. «*Le sport n'est pas que du sport. C'est vraiment du show-business. Vrai?*», a-t-elle dit.

Le cirque aussi, madame. Mais le clou reste la réponse que M. Howe a servie au reporter qui lui demandait s'il ne craignait pas que cette apparition nuise à son image: «*Non, non. Ce qui a terni mon image, c'est l'argent que j'ai gagné. J'ai obtenu autant d'argent en quatre ans avec Houston [les Aeros, de l'Association mondiale] qu'à mes 18 dernières années avec Detroit.*»

Il y en a, à commencer par Carl Brewer, qui ont dû avaler leur café de travers en lisant cela. Ancien défenseur des Leafs et des Wings, Brewer était l'un des leaders du mouvement d'émancipation des joueurs de la LNH dans les années 1960. Dans *Net Worth*, il raconte combien les exigences salariales démesurément basses de Howe — il acceptait parfois un coupe-vent des Wings comme boni de signature — avaient retardé pendant des années l'établissement d'un semblant de justice financière entre joueurs et propriétaires au hockey professionnel.

Apparemment, l'homme se sent encore coupable d'avoir été payé à juste valeur au crépuscule de sa glorieuse carrière. Il n'a pas changé. Petite vie.

C'est la fin d'un monde. Jeudi, le réseau de télévision Fox, filiale de l'empire du riche Rupert Murdoch, a paraphé une entente de principe visant l'achat des Dodgers de Los Angeles. Prix: 350 millions de beaux dollars américains. Un record de tous les temps, une somme de 177 millions supérieure à ce que Peter Angelos avait versé il y a quatre ans pour acquérir les Orioles de Baltimore.

La fin d'un monde, parce que les Dodgers sont la dernière équipe du baseball majeur à être détenue par une de ces grandes familles qui contrôlaient la balle depuis la nuit des temps. Dans ce cas-ci, les O'Malley, acquéreurs de la franchise en 1950 et qui avaient bouleversé le monde du sport en 1957 en la sortant de Flatbush, à Brooklyn, pour les verts (comme les billets) pâturages de l'Ouest.

Le processus se poursuit donc. Les grands empires, par ici les millions, le déséquilibre entre les riches et les autres. Avons comme l'impression qu'il y a des Dodgers qui n'auront pas trop à craindre, au cours des années à venir, d'avoir du mal à payer l'épicerie.

Les Jeux olympiques d'été de 2004 auront donc lieu à Athènes. C'est un peu tard, après les chances manquées de donner au berceau de l'olympisme soit les Jeux du centenaire, soit ceux de l'an 2000.

Le CIO a aussi perdu une foutue belle occasion de faire entrer un peu d'air frais en donnant ses premiers Jeux à l'Afrique (Le Cap) ou à l'Amérique du Sud (Buenos Aires). Mais peut-on s'attendre à autre chose d'un organisme censé représenter la jeunesse de toutes les nations mais qui a amendé ses propres règles pour permettre à un aristocrate de 77 ans de demeurer à la présidence?

Omnium de golf canadien

Talbot s'accroche, Woods pas

Malgré une contre-performance de 76, le golfeur de Belœil s'est qualifié pour les deux derniers parcours

FRANÇOIS LEMENU
PRESSE CANADIENNE

Le Bizard — Stéphane Talbot s'est qualifié en vue des deux derniers parcours de l'Omnium de golf canadien, hier, malgré une contre-performance de 76-143, neuf coups de plus que la veille, tandis que Tiger Woods échouait.

«*Une ronde difficile, a admis Talbot. Les conditions étaient plus compliquées qu'hier [jeudi]. C'était plus venteux. On n'a réussi qu'un seul "birdie" à trois*», a-t-il précisé en parlant de ses compagnons de jeu Larry Silveira et Philip Jonas.

S'il a été presque impeccable lors du premier tour, le golfeur de Belœil a été moins solide, hier. «*J'ai fait une erreur mentale au 14^e trou. Ça m'a coûté un double-bogey*», a-t-il déploré.

Comme la veille, Talbot, qui a fait la une de presque tous les journaux québécois, a reçu l'appui du public. «*J'ai bien apprécié la*

réaction de la foule, a-t-il dit. Faut dire que je m'y attendais un peu après l'accueil de jeudi. Mais ça fait toujours plaisir.

Talbot n'était pas un golfeur abattu après sa ronde. Il n'avait aucune attente avant le tournoi même si, inconsciemment, il songeait à éviter la coupure. Il estimait que sa semaine serait un succès s'il parvenait à se qualifier en vue des 36 derniers trous.

Fin de parcours pour Woods

Une page d'histoire du golf s'est écrite, hier, au club Royal Montréal. Pour la première fois de sa carrière, Tiger Woods a raté la coupure d'un tournoi. L'édition 1997 de l'Omnium de golf canadien était le 26^e tournoi auquel il prenait part depuis ses débuts professionnels il y a 13 mois.

Woods a joué un deuxième parcours de 76, soit six coups de plus que la veille. Il a raté sa qualification en vue des rondes du week-end par un coup alors qu'il a commis un bogey au 18^e et dernier trou. Il a en-

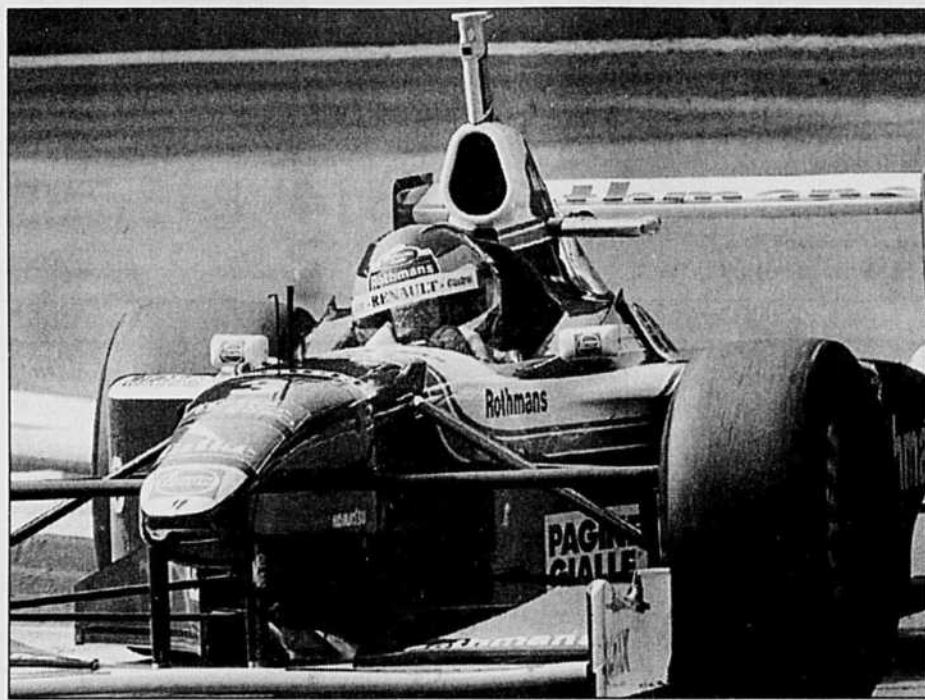
voyé son coup de départ dans l'herbe longue, puis son deuxième coup en bordure du vert, encore une fois dans l'herbe longue. Son roulé d'une vingtaine de pieds s'est arrêté à la gauche de la coupe.

Malgré son décevant résultat, Tiger n'était pas amer. Il a plutôt réagi avec classe, parvenant même à sourire. «*Je pense avoir assez bien joué. Jamais je n'ai ressenti de frustration. Ma balle s'est retrouvée dans l'herbe longue à cinq reprises même si elle avait d'abord touché l'allée. Ce sont des choses qui arrivent.*»

Tiger savait dès le 16^e trou qu'il était en sérieuses difficultés, lui qui a entrepris son parcours en commettant un bogey-triple au premier trou. «*Au 16^e trou, j'ai constaté que 68 joueurs se trouvaient déjà à plus cinq ou mieux. Je devais réussir au moins un birdie d'ici la fin. C'est ce que j'ai fait au 17^e. Mais ce bogey au 18^e est venu tout gâcher.*»

Malgré son élimination, Woods s'est dit enchanté par le parcours du Royal Montréal.

Pleins gaz



LUCA BRUNO ASSOCIATED PRESS

JACQUES VILLENEUVE file sur le circuit de Monza au volant de sa Williams-Renault. Il a réalisé hier le deuxième meilleur temps des essais libres du Grand Prix d'Italie de Formule 1 en 1 min 24 s 837. Son coéquipier Heinz-Harald Frentzen a littéralement survolé la piste avec un chrono record de 1 min 23 s 991. Le meneur au classement des pilotes, l'Allemand Michael Schumacher, a pris le 13^e rang. À Monza, Schumacher et Ferrari s'attendent à vivre une course difficile. Les tracés rapides conviennent si bien aux Williams-Renault, une écurie au sein de laquelle l'optimisme régnait d'ailleurs hier. La saison pourrait se jouer à Monza si jamais demain le Québécois devait subir un nouveau revers et Schumacher réaliser un énième exploit...

FOOTBALL DE LA ENÉFFEL

L'Association nationale: nouveaux chefs et vieilles têtes

Il y a onze nouveaux instructeurs dans la Enéffel. De mémoire de vieux admirateur de Tom Landry, on ne se souvient pas d'un remaniement de matière grise aussi important. Plus du tiers des équipes ont, si l'on peut dire, un nouveau visage à leur tête. Plus de la moitié de ces nouveaux visages, soit six, vont arperter la ligne de touche des terrains de la Nationale, une association pourtant réputée plus forte que sa rivale. De ces six nouveaux visages, quatre (Ditka, Reeves, Ross et Vermeil) sont en fait de vétérans instructeurs recyclés.

Le moment était sans doute venu, pour plusieurs équipes médiocres, de sortir la guillotine, mais tout ce brouhaha est aussi un signe des temps. La pression de gagner des matchs et de l'argent est devenue telle que les propriétaires n'hésitent pas à changer d'instructeur-chef — quand ce n'est pas de ville — à la moindre complication. À cet égard, le cas le plus patent est celui des 49^e de San Francisco.

Examinons cette semaine les forces en présence dans la Nationale. Et astiquons nos pronostics.

Section est

1. Washington (★★). Vous pouvez appeler cela «*momentum*» si vous voulez, ou plus simplement «*progression*», mais la feuille de route de Norv Turner à Washington laisserait tout mathématicien rêveur: trois victoires en 1994, six en 1995, neuf l'an dernier. Logiquement, les Redskins visent une fiche de 12-4 cette année. Ça semble irréaliste pour une équipe dont la défensive a terminé au 28^e rang en 1996. Qu'à cela ne tienne. Un nouveau coordonnateur défensif — Mike Nolan, qui arrive de chez les Giants où il a fait un travail plus que décent —, une infusion de joueurs en provenance du repêchage et du marché des joueurs autonomes (19 des 53 joueurs actifs dimanche dernier étaient nouveaux), et un peu plus de chance — les Redskins ont perdu trois matchs au dernier jeu l'an dernier — devraient permettre la progression anticipée. Une inter-

rogation toutefois: Gus Frerotte a-t-il l'effé d'un leader?

2. Dallas (★). Une équipe solide aux postes clés. Troy Aikman a fait la paix avec son instructeur et Michael Irvin semble plus motivé que jamais. Mais Emmitt Smith tarde à retrouver sa forme d'antan et la ligne offensive est vieillissante. La défensive a perdu trois partants de l'an dernier. Autre handicap pour le paisible amateur: un instructeur-chef haïssable à souhait et maintenant armé.

3. Philadelphie (★). L'absence de vrais leaders tant à l'attaque qu'à la défensive empêche les Eagles d'aller plus loin que la première ronde éliminatoire. Les lignes défensives et offensives demeurent suspectes et Ricky Watters, une tête forte.

4. New York. Un nouvel instructeur-chef, Jim Fassel (ex-coordonnateur à l'attaque des Cards de l'Arizona), un bon repêchage et une atmosphère moins lourde devraient permettre aux Giants de commencer à penser à l'avenir.

5. Arizona. La stagnation même.

Section centrale

1. Green Bay (★★). C'est le favori d'un peu tout le monde — et de nous-même — pour répéter son exploit de l'an dernier. Les Packers ont potentiellement la meilleure attaque et la meilleure défensive de la Enéffel. Leur calendrier est relativement facile, leurs grands rivaux de la Nationale (sauf peut-être Dallas) paraissent moins forts et Favre (77 matchs consécutifs) ne se blesse jamais. Une saison de 14-2 ou 15-1 est à leur portée. Le problème? Les joueurs eux-mêmes ont commencé à parler d'une saison exceptionnelle.

2. Tampa Bay (★). À surveiller. Après 14 saisons perdantes de suite, la terre promise est en vue. Le prophète a pour nom Tony Dungy. Il est Noir, articulé et calme (le contraire de Mike Ditka). Il aime le jazz. Mais plus important pour notre propos, il a réussi à nous faire croire que Trent Dilfer pouvait lancer un ballon ovale.

3. Detroit. Bobby Ross, le chef nouveau,

est meilleur que Wayne Fontes, le chef antérieur. Mais le quart Scott Mitchell sera égal à lui-même, c'est-à-dire imprévisible.

4. Minnesota. Une équipe destinée chaque année à sauver les meubles. Et qui y réussit généralement.

5. Chicago. Quand un instructeur à sa cinquième année à la barre déclare que l'équipe est (encore) en reconstruction, vous avez un problème.

Section ouest

1. Caroline (★). Une bonne équipe qui a perdu quelques joueurs autonomes importants. Et un peu vieille pour compter sur la progression naturelle de ses joueurs. Va profiter de la faiblesse de ses rivaux immédiats.

2. San Francisco. Une équipe vieillissante qui se tourne vers un instructeur-chef sans expérience. La décision de laisser partir Elvis Grbac pour garder un Steve Young très fragile n'apparaît pas très sensée. Celle d'engager Steve Mariucci, qui n'a jamais obtenu mieux qu'un poste d'instructeur des quarts-arrières dans la Enéffel et dont la fiche comme instructeur universitaire est de 8-8, ne l'apparaît pas davantage. Nous assistons, selon toute vraisemblance, à la fin d'une dynastie. Merci Jerry Rice.

3. Los Angeles. Une jeune équipe qui se tourne vers un vieux de la vieille, de retour après 14 ans comme analyste à la télévision. Mais Dick Vermeil est un fin psychologue et pourrait avoir une influence bénéfique sur certains joueurs turbulents. Beaucoup de potentiel à l'offensive.

4. Atlanta. En obtenant les pleins pouvoirs en matière footballistique, Dan Reeves espère faire à Atlanta ce qu'il n'a pu faire à New York: atteindre le seuil de la respectabilité.

5. La Nouvelle-Orléans. Dès le début du camp d'entraînement, Mike Ditka, un autre vieux de la vieille rongé par la passion du jeu, déclarait vouloir mettre l'accent sur l'attaque terrestre. Verriez-vous les choses d'un autre œil si vous aviez Heath Shuler au quart?

(N.B.: (★) indique un participant aux éliminatoires; (★★) indique un finaliste d'association.) La semaine prochaine: l'américaine.

rosa@videotron.ca

BASEBALL

LIQUE NATIONALE

Jeudi
Philadelphie à Montréal 4
Cincinnati 5 Pittsburgh 2
St. Louis au Colorado, remis, pluie
Houston 14 San Francisco 2
Atlanta 8 San Diego 7

Hier

N.Y. Mets à Cubs de Chicago
Philadelphie à Montréal
Pittsburgh à Cincinnati
St. Louis au Colorado
Floride à Los Angeles
Atlanta à San Diego
Houston à San Francisco

Aujourd'hui

Pittsburgh à Cincinnati, 13h05.
St. Louis au Colorado, 15h05.
N.Y. Mets à Cubs de Chicago, 16h05.
Houston à San Francisco, 16h05.
Floride à Los Angeles, 16h05.
Philadelphie à Montréal, 19h35.
Atlanta à San Diego, 23h05.

Demain

Philadelphie à Montréal, 13h35.
Pittsburgh à Cincinnati, 14h15.
N.Y. Mets à Cubs de Chicago, 14h20.
St. Louis au Colorado, 15h05.
Floride à Los Angeles, 16h05.
Atlanta à San Diego, 16h05.
Houston à San Francisco, 16h05.

Lundi

Cubs de Chicago à Cincinnati, 19h35.
Philadelphie à N.Y. Mets, 19h40.
Floride à Los Angeles, 22h05.

	Section Est				
	G	P	Moy.	Diff.	
Atlanta	87	53	621		
Floride	83	55	601		3
New York	76	62	551		10
Montréal	70	69	504		16 1/2
Philadelphie	54	82	397		31
	Section Centrale				
Houston	72	68	514		—
Pittsburgh	69	72	489		3 1/2
St. Louis	65	74	468		6 1/2
Cincinnati	62	76	449		9
Chicago	57	83	407		15
	Section Ouest				
Los Angeles	78	62	557		—
San Francisco	76	64	543		2
Colorado	70	70	500		8
San Diego	66	75	468		12 1/2

LIQUE AMÉRICAINNE

Hier

Milwaukee à Boston
White Sox de Chicago à Cleveland
Anaheim à Detroit
Baltimore à N.Y. Yankees
Texas à Toronto
Seattle au Minnesota
Oakland à Kansas City

Aujourd'hui

White Sox de Chicago à Cleveland, 13h05.
Anaheim à Detroit, 13h05.
Milwaukee à Boston, 13h05.
Baltimore à N.Y. Yankees, 13h05.
Texas à Toronto, 16h05.
Seattle au Minnesota, 20h05.
Oakland à Kansas City, 20h05.

Demain

Milwaukee à Boston, 13h05.
Texas à Toronto, 13h05.
Anaheim à Detroit, 13h05.
Baltimore à N.Y. Yankees, 13h35.
Seattle au Minnesota, 14h05.
Oakland à Kansas City, 14h05.
White Sox de Chicago à Cleveland, 20h05.

	Section Est				
	G	P	Moy.	Diff.	
Baltimore	86	51	628		—
New York	79	59	572		7 1/2
Boston	67	73	479		20 1/2
Detroit	66	73	475		21
Toronto	65	74	468		22
	Section Centrale				
Cleveland	72	63	533		—
Milwaukee	70	68	507		3 1/2
Chicago	69	70	496		5
Kansas City	57	80	416		16
Minnesota	57	81	413		16 1/2
	Section Ouest				
Seattle	77	63	550		—
Anaheim	74	66	529		3
Texas	67	73	479		10
Oakland	54	86	386		23

FOOTBALL

Ligue Nationale de Football

Dimanche, 31 août

Cincinnati 24 Arizona 21
Detroit 28 Atlanta 17
Dallas 37 Pittsburgh 7
Miami 16 Indianapolis 10
Minnesota 34 Buffalo 13
St. Louis 38 N.-Orléans 24
Tennessee 24 Oakland 21 (P)
New York Giants 31 Philadelphie 17
N.-Angleterre 41 San Diego 7
Jacksonville 28 Baltimore 27
Denver 19 Kansas 3
New York Jets 41 Seattle 3
Tampa Bay 13 San Francisco 6
Washington 24 Caroline 10
Lundi, 1^{er} septembre
Green Bay 38 Chicago 24

Demain

Buffalo à New York Jets, 13h.
Caroline à Atlanta, 13h.
Cincinnati à Baltimore, 13h.
Tennessee à Miami, 13h.
Minnesota à Chicago, 13h.
N.-Angleterre à Indianapolis, 13h.
San Diego en Nouvelle-Orléans, 13h.
San Francisco à St. Louis, 13h.
Tampa Bay à Detroit, 13h.
Washington à Pittsburgh, 13h.
Denver à Seattle, 16h.
Green Bay à Philadelphie, 16h.
New York Giants à Jacksonville, 16h.
Dallas à Arizona, 20h.

Lundi

Kansas City à Oakland, 21h.

Conférence américaine

N.-Angleterre	1	0	0	1.000	41	7
N.Y. Jets	1	0	0	1.000	41	3
Buffalo	0	1	0	.000	13	34
Indianapolis	0	1	0	.000	10	16
Section Centrale						
Cincinnati	1	0	0	1.000	24	21
Jacksonville	1	0	0	1.000	28	27
Tennessee	1	0	0	1.000	24	21
Baltimore	0	1	0	.000	27	28
Pittsburgh	0	1	0	.000	7	37
Section Ouest						
Denver	1	0	0	1.000	19	3
Kansas City	0	1	0	.000	3	19
Oakland	0	1	0	.000	21	24
San Diego	0	1	0	.000	7	41
Seattle	0	1	0	.000	3	41
Conférence nationale						
Section Est						
Dallas	1	0	0	1.000	37	7
N.Y. Giants	1	0	0	1.000	31	17
Washington	1	0	0	1.000	24	10
Arizona	0	1	0	.000	21	24
Philadelphie	0	1	0	.000	17	31
Section Centrale						
Detroit	1	0	0	1.000	28	17
Green Bay	1	0	0	1.000	38	24
Minnesota	1	0	0	1.000	34	13
Tampa Bay	1	0	0	1.000	13	6
Chicago	0	1	0	.000	24	38
Section Ouest						
St. Louis	1	0	0	1.000	38	24
Caroline	0	1	0	.000	10	24
Atlanta	0	1	0	.000	17	28
N.-Orléans	0	1	0	.000	24	38
San Francisco	0	1	0	.000	6	38